

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



## Le 46<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière

Textes et discussions



- **Élection présidentielle: une candidate révolutionnaire**
- **Élection présidentielle aux États-Unis**

## Au sommaire de ce numéro

Élection présidentielle: en dehors du cirque politicien, une candidate communiste révolutionnaire	1
Élection présidentielle aux États-Unis: la classe ouvrière n'avait pas la parole	3
Le 46 <sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière	8
Le monde capitaliste en crise	9
Les élections présidentielle et législatives de 2017	20
Interventions des groupes invités (extraits)	28
Discussion sur les textes d'orientation	45
En conclusion	56

## En couverture

(de gauche à droite et de haut en bas)

- Alep ravagée par les bombes, octobre 2016. © letemps.ch.
- Manifestation contre la loi Travail, printemps 2016. © France-info.fr.
- Nathalie Arthaud en meeting au Cirque d'hiver, le 30 septembre 2016. © LDC.
- Une petite migrante face à un policier macédonien en août 2015. © AP.
- Donald Trump en campagne électorale, 2016. © Getty.

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Reste du monde 24 €

### Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail:

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## **Élection présidentielle : en dehors du cirque politique, une candidate communiste révolutionnaire**

Depuis que les textes préparatoires à notre congrès, publiés dans ce numéro de *Lutte de classe*, ont été rédigés, Fillon a remporté la primaire de la droite, évinçant Sarkozy puis Juppé à la surprise générale, tandis que Hollande a tiré les conclusions de son profond rejet en renonçant à se représenter.

Pour autant, à un mois de la primaire du Parti socialiste et trois mois de la publication des candidats officiels, le casting final de l'élection présidentielle est loin d'être connu. Le rejet du PS et de la gauche parmi les classes populaires, la défiance croissante vis-à-vis du personnel politique traditionnel, l'aspiration au renouveau des acteurs de la vie politique, laissent ouverts bien des scénarios. La seule chose que l'on peut affirmer est que le vainqueur de cette élection, quelle que soit la distribution du second tour, sera un adversaire haineux des travailleurs qui mettra en œuvre la politique exigée par la bourgeoisie.

Candidat principal, mais pas unique, de la droite, Fillon part certes favori, tout comme Marine Le Pen, pour participer au second tour. La victoire à la primaire de Fillon, obtenue en mobilisant les électeurs traditionnels bien bourgeois de la droite sur un programme aussi libéral sur le terrain économique que réactionnaire sur celui des idées sociétales, a le mérite de la clarté : c'est la poli-

tique que mènera le futur locataire de l'Élysée, quel qu'il soit. Elle confirme aussi la progression des idées réactionnaires dans la vie politique.

Si Bayrou entretient les doutes sur sa candidature, tout en négociant les conditions de son ralliement à Fillon, Macron vise lui aussi les électeurs du centre ou de droite qui pourraient être effrayés par les aspects trop réactionnaires de Fillon. Macron, ex-ministre de Hollande, ex-cadre de la banque Rothschild, énarque et ex-inspecteur des finances, se dit « ni de gauche ni de droite » et se pose en candidat « antisystème » partisan d'une « révolution » ! Lui, qui est fier de porter des costumes à plusieurs milliers d'euros, a choisi la ville populaire de Bobigny pour annoncer sa candidature. Macron a des soutiens médiatiques. Il a de riches sponsors, parmi lesquels on trouve Xavier Niel, patron de Free, ou Claude Bébéar, président d'honneur d'AXA. Mais il n'a ni véritable appareil militant, en dehors de son très récent mouvement En marche, ni beaucoup de soutiens politiques d'envergure. Macron pourra-t-il aller jusqu'au bout ? Prendra-t-il des voix plutôt à droite ou plutôt à gauche ? Cela va préoccuper surtout ses anciens amis du PS.

Du côté de la gauche gouvernementale, l'annonce du retrait de Hollande a dégagé le chemin pour ses concurrents. Valls, qui

lui a bien savonné la planche, s'est aussitôt déclaré. Celui qui a mis en œuvre la politique antiouvrière de Hollande, qui a affiché les positions les plus droitières sur les migrants, la sécurité, le terrorisme, qui a repris à son compte jusqu'à la démagogie islamophobe de la droite, se pose aujourd'hui en rassembleur du Parti socialiste. S'il paraît évident que Valls est aussi discrédité que Hollande parmi les classes populaires, que feront les électeurs de la primaire socialiste ? Quel sera le rapport de force entre Valls, Montebourg, Hamon ou encore Peillon, sorti opportunément de sa retraite politique ? Il faudra attendre les 22 et 29 janvier pour le savoir.

Bien plus que le programme qu'ils affichent, ce qui les départagera, c'est l'influence de leurs réseaux dans les milieux socialistes et les contours, le nombre et la composition sociale de l'électorat qui se déplacera à cette primaire de la gauche.

Mélenchon est parti en campagne tout seul, en dehors de la primaire de la gauche et sans demander l'avis du PCF, son partenaire principal dans feu le Front de gauche. Après de longs mois de tergiversations, le PCF a décidé – à une courte majorité de 53 % de ses adhérents – de le soutenir, renonçant à une candidature autonome. Ce ralliement, après celui de 2012, n'est certes pas



Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller, lors du mouvement contre la loi travail, le 5 juillet 2016.

une surprise pour un parti qui n'a cessé depuis des décennies de soutenir un politicien bourgeois arriviste, en donnant comme seule perspective politique aux travailleurs la victoire de « l'union de la gauche ». Il n'est pas non plus inconditionnel, le PCF ayant besoin d'obtenir des assurances quant à la répartition des candidats aux législatives, pour espérer conserver ses députés. Nul doute que le PCF ne conditionne l'apport de ses parrainages à des accords de répartition des circonscriptions qui lui soient favorables.

Mais en la matière Mélenchon, qui n'a aucun député, n'est pas en mesure de garantir grand-chose au PCF, qui préférerait pouvoir négocier avec le PS.

Le ralliement du PCF à Mélenchon a au moins le mérite d'une clarification : la seule candidate qui se revendiquera du communisme dans cette campagne sera Nathalie Arthaud. Au premier tour, le seul qui compte, le seul qui permette de s'exprimer, le bulletin de vote Nathalie Arthaud permettra aux travailleurs conscients d'affirmer que leur classe sociale a des intérêts politiques à défendre, et qu'ils

n'accordent aucune confiance aux politiciens qui aspirent à diriger les affaires de la bourgeoisie. Ces travailleurs affirmeront que l'avenir de la société ne peut pas être la plongée dans la misère de ceux qui produisent tout, ni la plongée dans la barbarie de toute la planète, à mesure que s'aggrave la crise du capitalisme. Même minoritaires, ils se prononceront pour une candidate convaincue que l'avenir de la société passe par le renversement de la dictature du capital et la prise du pouvoir par les travailleurs.

13 décembre 2016



## Élection présidentielle aux États-Unis: la classe ouvrière n'avait pas la parole

Nous traduisons ci-dessous un article de la revue *Class Struggle* (n° 91, novembre-décembre 2016), éditée par les militants trotskystes américains du groupe The Spark.

Donald Trump, qui a promis de créer 25 millions d'emplois, est président, remportant le vote des grands électeurs alors qu'il a perdu le vote populaire de peut-être deux millions de voix. Un certain nombre d'États qui votent souvent contre le parti du président en place ont voté républicain cette année: l'Ohio et l'Iowa, par exemple. Mais ce qui a assuré l'élection de Trump, ce fut la défection de trois États du cœur industriel qui ont longtemps été des pare-feu pour le Parti démocrate: le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie. Le Michigan et la Pennsylvanie n'ont soutenu qu'une fois un républicain lors

des six précédentes élections; le Wisconsin, pas même une fois.

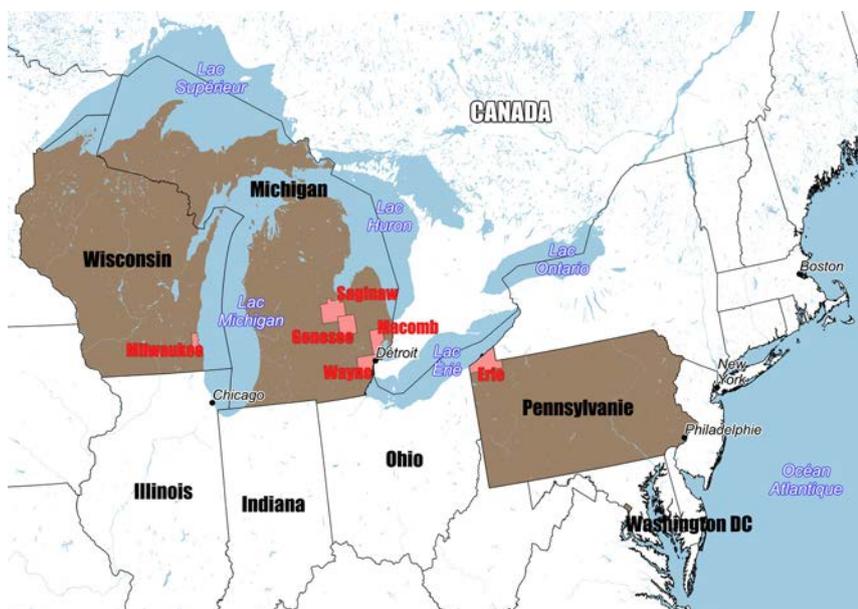
Trump a remporté le Michigan avec une très faible marge, environ treize mille voix, moins de 0,3%, sur les 4,8 millions de personnes qui ont voté à l'élection présidentielle dans cet État. La dernière fois, Obama a gagné avec 450 000 suffrages de plus, environ 9,5%.

Douze comtés qui avaient voté précédemment pour Obama ont basculé vers Trump. Tous, à une exception près, sont des comtés qui ne sont pas particulièrement prospères. La plupart sont des comtés où les usines ont fermé, et beau-

coup sont des comtés ruraux appauvris. À une exception près, leur population est très majoritairement blanche, avec une grande proportion de travailleurs. Le passage d'Obama à Trump dans un seul de ces comtés, Macomb, avec environ 64 000 voix d'écart, couvre plus que largement la marge de victoire de Trump.

Dans le même temps, les comtés de Wayne, Genesee et Saginaw, traditionnellement des comtés démocrates avec de larges proportions de travailleurs noirs et hispaniques, ont connu une baisse de participation par rapport à 2012. Il y eut 48 632 votants en moins dans ces comtés, à comparer avec la marge de 13 000 voix de Trump pour l'ensemble de l'État. À Saginaw, où la participation est tombée de 66% à 60, le vote a même basculé en faveur de Trump, avec une très faible marge.

Des schémas similaires ont pu être observés en Pennsylvanie et dans le Wisconsin, où Trump a gagné avec des marges très faibles. En 2012, le comté d'Erie en Pennsylvanie, où est basée une énorme usine de General Electric, a donné à Obama une avance de 16%, plus qu'il ne lui fallait pour remporter l'État dans son ensemble. En 2016,



Trump a remporté ce même comté de 2%. Le Wisconsin, que Trump a remporté simplement par 27 000 voix, a connu une grande baisse de participation, les plus fortes baisses venant des secteurs de Milwaukee qui sont majoritairement noirs.

Le traditionnel pare-feu ouvrier du Parti démocrate s'est effondré. Si seulement ces trois États, le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie, étaient restés démocrates, Clinton aurait aussi remporté le vote des grands électeurs, et donc la présidence. Mais des résultats semblables se sont produits ailleurs : simplement, ils n'apparaissent pas avec une telle évidence.

Trump a conservé la plus grande partie de la base habituelle du Parti républicain parmi la population aisée et les chrétiens fondamentalistes. Mais, mis ensemble, ils sont loin d'approcher la majorité de l'électorat. Trump a gagné à cause d'un basculement de l'électorat ouvrier. Il est important de rappeler que, même si c'était plus fortement un glissement des travailleurs blancs vers Trump, il a aussi recueilli le soutien d'une petite partie des ouvriers noirs, et d'une proportion un peu plus grande d'ouvriers hispaniques.

Alors, la question qui se pose est : qu'est-ce qui a amené ce changement chez les électeurs de la classe ouvrière ?

#### HUIT ANS DE PRÉSIDENTICE OBAMA : LA CONTINUATION DE BUSH

Il y a huit ans, Obama a été élu, et beaucoup de travailleurs avaient placé leurs espoirs en lui. La nation était prise dans une crise financière liée aux prêts immobiliers, qui avait décimé de vastes quartiers de grandes villes et fait tituber les banques. L'économie productive avait chuté.

Pendant huit ans, Obama a agi pour atténuer la crise, en défendant les intérêts des banques, des entreprises, des grandes sociétés d'assurance et de la classe des riches qui les contrôle.

Les banques ont été renflouées de sommes énormes aux dépens des contribuables, ce qui a conduit à une expansion de la dette publique à un niveau auparavant inimaginable, qui a servi de justification à des coupes budgétaires et des restrictions dans les services sociaux, les services publics et l'éducation.

Les compagnies du secteur automobile ont été renflouées aux dépens des salaires et des emplois des ouvriers. Les conditions du renflouement exigeaient que les travailleurs de l'automobile lâchent d'importantes concessions sur les salaires et les avantages acquis, et que les usines « non rentables » ferment. Les changements drastiques opérés dans le secteur automobile ont ensuite été répercutés dans la plupart des autres secteurs industriels. En moins d'une décennie, les salaires dans l'industrie, jusqu'alors relativement élevés, sont devenus faibles.

Des écoles de quartier prenant en charge des enfants d'origine ouvrière ont été fermées, et des enseignants expérimentés poussés hors des quartiers pauvres, sous prétexte du programme d'essai, inspiré par les entreprises, mis en place par l'administration Bush mais poursuivi sous Obama. Ce programme était une sorte de cheval de Troie au sein de l'école publique, œuvrant à drainer l'argent destiné à l'éducation vers des comptes privés, et même à privatiser les écoles.

Les remboursements de la sécurité sociale ont stagné, sous l'œil vigilant du gouvernement fédéral, dont les statisticiens déclaraient qu'il n'y avait pas d'inflation, même quand les

prix payés par les personnes âgées pour les soins médicaux montaient en flèche.

De jeunes hommes, à qui la société était incapable de fournir un emploi, étaient arrêtés, parqués dans des prisons suivant des programmes dits de « justice criminelle » qui transformaient de petits délits, voire des suspicions de délit, en crimes majeurs ; un programme qui a conduit à un extraordinaire niveau d'incarcération, jamais vu auparavant dans un pays prétendu démocratique. Cela a conduit aussi à l'augmentation des assassinats par des policiers de gens dans la rue, dont beaucoup, mais pas tous, sont noirs. Bien sûr, ce vaste projet d'incarcération n'a pas commencé sous Obama. Il remonte à George W. Bush, avant lui à Bill Clinton, et encore avant à Ronald Reagan. Mais Obama l'a poursuivi, et a jugé bon durant la plus grande partie de sa présidence de sermonner les hommes noirs, leur reprochant ne pas s'occuper de leurs enfants, ces mêmes hommes noirs condamnés à la prison par un système judiciaire qui échappe à tout contrôle.

Même les droits de la femme, que les démocrates ont prétendu défendre durant la campagne électorale, ont été mis en veilleuse pendant les huit ans de la présidence d'Obama, tout comme ils l'avaient été sous Bill Clinton. Si la plupart des attaques contre l'avortement sont venues d'États dirigés par des républicains, les démocrates ont peu fait pour s'opposer à cette offensive sauvage. Et la réforme de l'assurance santé d'Obama l'a légitimée. Il a pris soin d'exclure la couverture de l'avortement et a limité l'accès au contrôle des naissances, en particulier pour les adolescentes. L'argument avancé par les démocrates pour exclure l'avortement est typique des subterfuges démocrates : nous

devons renoncer à l'avortement pour pouvoir faire passer le reste du programme. C'était en 2010, quand les démocrates contrôlaient non seulement la Maison-Blanche mais aussi les deux assemblées du Congrès, et ainsi auraient pu faire passer ce que voulait la direction démocrate.

Obama a présenté la loi pour l'accès à des soins abordables (*Affordable Care Act*) comme un programme permettant aux gens d'accéder aux soins. En fait, c'était un programme obligeant les gens à souscrire une assurance médicale auprès de compagnies privées, qui pour la plupart sont à but lucratif. Rien de surprenant dans tout cela, puisque le programme a été littéralement rédigé par des représentants des sociétés d'assurance et de l'industrie pharmaceutique, comme l'a reconnu par la suite l'administration démocrate. Certes, les gens dont les revenus étaient inférieurs à un certain niveau pouvaient demander une subvention. Mais cette subvention, en réalité, est constituée de versements aux sociétés d'assurance. Et elle ne couvre pas la large franchise associée aux contrats les moins coûteux, qui s'élevait à plus de 6500 dollars par famille en 2015. Cela veut dire qu'une famille devait payer 6500 dollars de sa poche avant que l'assurance ne commence à payer : c'est la raison pour laquelle beaucoup de gens n'allaient pas chez le médecin. Les franchises seules ont augmenté en moyenne de 63% depuis que la loi « soins abordables » a été mise en place en 2011. En outre, les contrats abordables pour les gens sont souvent associés à un cercle très restreint de médecins ou d'établissements médicaux.

Finalement, les guerres américaines au Moyen-Orient et en Afrique ont été poursuivies et étendues, fournissant d'énormes profits aux indus-



Des travailleurs de Chrysler refusent la signature d'un nouveau contrat. À gauche : « Il est temps d'agir pour protéger et défendre les retraités ». À droite : « Faisons entendre la voix des travailleurs de base » (septembre 2015).

tries de matériel militaire et de construction, sans même parler de la défense des intérêts des grandes compagnies pétrolières dans la région, mais en ponctionnant les crédits destinés aux services publics et à l'éducation. Ces guerres ont aussi eu pour conséquences la mort ou la destruction mentale et physique de beaucoup de jeunes gens qui se sont engagés dans l'armée pour échapper au chômage omniprésent auquel ils étaient confrontés.

Les politiques menées sous la présidence d'Obama ont été essentiellement la continuation des politiques mises en place sous la précédente administration républicaine de George W. Bush.

Hillary Clinton a promis durant sa campagne de « se fonder sur le progrès que le président Obama a réalisé » en développant l'économie.

Progrès ? Il est vrai que le produit intérieur brut a augmenté durant les sept dernières années et demie, et que la richesse a augmenté rapidement. Mais 95% de l'accroissement des revenus durant les années Obama ont été accumulés par ces 1% les plus riches, tandis

qu'Obama a maintenu la plupart des politiques fiscales de Bush qui ont contribué à ce processus.

Oui, il y a des emplois, environ neuf millions de nouveaux emplois créés depuis 2009. Mais cette augmentation de neuf millions du nombre des emplois correspond pour la quasi-totalité à des emplois partiels, temporaires, ou à des emplois à plein temps avec de très bas salaires ou à des emplois pour des gens déjà bien nantis.

Même s'il y a eu une légère augmentation des effectifs des ouvriers d'industrie au cours des deux dernières années, il y a toujours aujourd'hui près d'un million et demi d'ouvriers d'industrie de moins que lors de la prise de fonctions d'Obama, et près de cinq millions de moins qu'en l'an 2000. La disparition de ce qui constituait la base de l'emploi dans le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin est ce sur quoi Trump a joué et rejoué pendant l'élection.

Obama et Clinton ont mis l'accent sur les améliorations régulières du taux de chômage officiel. Ils ont omis de men-

tionner dans leurs propos optimistes le fait que moins de gens en âge de travailler occupent un emploi aujourd'hui : moins de 63 %, contre 66 % quand Obama est entré en fonctions en 2009. Cette différence de 3 % représente 15 millions de personnes supplémentaires qui ont été exclues d'un marché du travail qui ne leur offre aucune issue. Au total, il y a maintenant 95 millions de gens qui sont en âge de travailler, mais qui ne travaillent pas.

Le revenu familial moyen continue de chuter en deçà de ce qu'il était il y a seize ans, en tenant compte de l'inflation. Le revenu de ceux qui n'ont pas de diplômes a chuté au plus bas.

Au lieu de prendre en compte la désastreuse situation à laquelle la classe ouvrière est confrontée, Clinton s'est contentée d'affirmer que « *les choses s'améliorent* ». Et cela a scellé le sort de cette élection.

Les choses s'améliorent ? Peut-être que c'était le cas pour ce que les démocrates appellent la classe moyenne libérale, c'est-à-dire la couche privilégiée des professions libérales, des professions artistiques, des résidents de la Silicon Valley, etc., sur laquelle a reposé la campagne de Clinton.

Mais pour la grande majorité de la classe ouvrière et pour les pauvres des campagnes, pour les petits commerçants et artisans, non, ce n'était pas le cas. Les choses ne vont pas mieux. Et bon nombre d'entre eux ont donné leur voix à Trump pour le faire savoir.

## UN VOTE POUR LE CHANGEMENT ?

Le *New York Times* a cité un retraité de General Electric en Pennsylvanie qui a dit avoir voté Trump pour le changement. Il a ajouté : « *C'est pour cela que j'avais voté Obama. Je pensais qu'il allait faire quelque*

*chose. Il n'a rien fait.* »

Les gens qui ont voté pour Trump ont peut-être cru ainsi faire un pied de nez aux banques, aux lobbyistes et à l'establishment, ils ont peut-être cru voter pour le changement. Mais ils votaient aussi pour autre chose : le racisme virulent, le mépris des femmes et la condamnation venimeuse des immigrés, que Trump a faits siens et banalisés. Peut-être certains d'entre eux ont-ils voté pour lui volontairement à cause de ces idées. Probablement, un plus grand nombre a pensé qu'ils pouvaient simplement ignorer cet élément fondamental de son message, parce qu'il parlait des emplois.

Mais Trump est une offre globale : un milliardaire, qui s'est vanté de tricher sur ses impôts ; un propriétaire de casino qui a recherché des travailleurs immigrés, forcés de travailler pour le salaire le plus bas ; un arnaqueur qui a monté une université dont le but était de vider les poches de jeunes travailleurs qui espéraient un meilleur emploi ; et un ignoble animateur qui s'est vanté de licencier des gens.

Croire que son objectif serait des emplois bien rémunérés, c'est refuser de voir ce qu'il a montré qu'il était réellement : un spéculateur véreux ne visant que son propre intérêt, un démagogue qui joue perfidement sur un préjugé après l'autre, comme moyen pour accéder à la Maison-Blanche, et un homme qui croit que son argent lui donne le droit de poser les mains sur n'importe quelle femme qu'il convoite.

Il n'y a pas d'autre moyen d'aller de l'avant pour les travailleurs que de s'organiser ensemble, d'affronter leurs problèmes de façon collective, de lutter pour le seul changement qui pourrait bénéficier à tous, à savoir : mettre la main sur l'argent qu'on leur a volé depuis des décennies sur le fruit

de leur travail ; lutter contre la classe cupide dont Trump est un excellent spécimen.

Les mois qui viennent pourraient bien voir une progression de ces idées et de ces actes réactionnaires, mais ce n'est pas uniquement dû à Trump ou à sa campagne. Le même type de nationalisme d'extrême droite, lié au racisme sur lequel Trump s'est appuyé, est apparu dans presque toutes les sociétés prétendues avancées. Tous ces pays ont été frappés par la même crise économique qui a ravagé les États-Unis. Dans chacun d'eux, la classe capitaliste, cherchant à assurer son emprise sur les richesses de la société, a poussé à la division de la population laborieuse en segments ethniques isolés les uns des autres, et même opposés les uns aux autres, parfois violemment – une classe ouvrière affaiblie face à une attaque accrue de la part d'une classe capitaliste avide.

La situation n'aurait pas été meilleure aujourd'hui si Clinton avait été élue. Le fait qu'elle était prête à saluer en Trump le nouveau président, le fait qu'elle a appelé ses supporters à se rassembler maintenant derrière lui « pour le bien de la nation », montre exactement comment elle aurait agi en tant que présidente face à la montée du racisme. Elle aurait conseillé la patience à ceux qui s'y seraient opposés. Elle aurait demandé à son ministre de la Justice d'examiner ça, d'étudier ça, de faire des suggestions sur la manière de traiter le problème, tout en adressant des reproches à ceux qui ne veulent pas attendre.

Au sens premier du terme, cette élection de 2016 est marquée par une profonde démoralisation de la classe ouvrière, qui n'a pas trouvé le moyen de lutter pour ses propres intérêts au milieu de cette crise, qui n'a pas trouvé le moyen de rassembler et organiser ses

forces depuis des décennies. Un vote pour Trump, dans l'espoir qu'il agisse à leur place, a été un signe de cette démoralisation, mais c'était aussi le cas du vote pour Clinton, qui n'a fait que promettre un peu plus de continuité.

## RÉNOVER LE PARTI DÉMOCRATE?

Au lendemain de l'élection, une conférence de presse programmée par l'AFL-CIO a été annulée. « *Tout le monde est abasourdi* », a dit un dirigeant de l'USWA (syndicat de la métallurgie). Les sondages syndicaux ont montré que la moitié seulement des syndiqués, parfois moins, ont voté pour Clinton dans les swing states<sup>1</sup>.

Et pourquoi tant d'eux ont-ils voté pour Trump ? « *Cela fait trente ans qu'on se fait baiser par les deux partis, les démocrates et les républicains. Ils voulaient tenter leur chance avec n'importe quoi.* » Ainsi s'est exprimé le dirigeant du Conseil des syndicats du bâtiment de l'AFL-CIO, Sean McGarvey.

Richard Trumpka, le président de l'AFL-CIO, l'a confirmé : « *Les électeurs des primaires et des élections générales ont délivré un message clair : Ça suffit.* »

Caractérisant les résultats de l'élection comme « *un rejet de la structure de pouvoir américaine* », Robert Reich, qui a servi en tant que secrétaire d'État au Travail dans la première administration de Bill Clinton, a affirmé : « *Il fut un temps où le Parti démocrate a représenté la classe ouvrière. Mais pendant les trois dernières décennies,*

*le parti a été pris en main par des collecteurs de fonds basés à Washington, des quêteurs, des analystes et des sondeurs, qui se sont plutôt focalisés sur la collecte de fonds de campagne auprès de grosses sociétés et de dirigeants de Wall Street, et sur les suffrages gagnés parmi des ménages de la classe moyenne supérieure dans des banlieues décisives.* »

Sam Riddle, un autre démocrate souvent cité en tant que consultant politique bien connu de Detroit, a dit ceci : « *Les enfants de Detroit et de l'Amérique urbaine ont souffert de la négligence funeste du Parti démocrate, auquel nous avons aveuglément donné nos suffrages, qui ne nous ont rien valu en retour. [...] Les démocrates ont eu ce qu'ils ont cherché, et maintenant nous devons reconstruire le Parti démocrate.* »

Bernie Sanders, qui a mené une campagne des primaires qu'il a présentée comme une tentative de reprendre le Parti démocrate des mains de l'élite au pouvoir, a répété la même idée, cinq jours après l'élection de novembre : « *Je suis issu de la classe ouvrière blanche, et je suis profondément humilié du fait que le Parti démocrate soit incapable de s'adresser aux gens du milieu d'où je viens... Je pense que beaucoup de gens ne croient pas que le Parti démocrate est à leurs côtés. Il faut que ça change.* »

D'une façon ou d'une autre, ces démocrates de gauche proposent tous la même chose : transformer le Parti démocrate. Ils prétendent tous qu'un parti qui a défendu systématiquement des politiques dans l'intérêt de la classe capitaliste pourrait être transformé en un

parti de la classe ouvrière. Tout ce qu'il leur faut, c'est une baguette magique et un bréchet<sup>2</sup> de la dinde de Thanksgiving !

Le Parti démocrate qu'ils dénoncent n'a pas émergé sous Bill Clinton et Barack Obama. Et la défaite cette fois-ci ne s'est pas simplement produite parce que Hillary Clinton n'a pas senti la douleur que les travailleurs ressentent. Le Parti démocrate a toujours été partie intégrante de cette structure du pouvoir. Et il a rendu son plus grand service envers la classe capitaliste en détournant la classe ouvrière et d'autres gens ordinaires de la mobilisation et de la construction de leurs propres organisations politiques, et c'est exactement ce que tous ces démocrates de gauche essaient de faire actuellement.

Un élément manquait dans cette élection, et dans tant d'autres si l'on remonte de près d'un siècle : la classe ouvrière n'a pas son propre parti, pas de moyen pour exprimer ses propres intérêts de classe. C'est le problème fondamental de notre époque. C'est à cela qu'il faut s'attaquer. La classe ouvrière a besoin de sa propre organisation politique : une organisation qui donnerait aux travailleurs une voix qui soit la leur, qui parlerait de leurs problèmes de leur propre point de vue de classe, qui proposerait des politiques fondées sur ce qui sert leurs intérêts et ceux de la majorité de la population, qui œuvrerait à construire et renforcer la solidarité humaine au sein de la classe ouvrière et des autres couches de la population, qui serait aux côtés des travailleurs dans les luttes qu'ils commencent à mener.

20 novembre 2016

1 Swing states : États indécis ou décisifs qui font basculer l'élection dans un sens ou un autre.

2 Le bréchet est traditionnellement cassé lors de la fête de Thanksgiving : celui qui a le morceau le plus long est censé voir ses vœux se réaliser !

## **Le 46<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière**

Ce numéro rassemble les textes et les interventions du 46<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière, qui s'est tenu les 10 et 11 décembre 2016 en région parisienne.

Trois textes étaient soumis à la discussion :

- Le monde capitaliste en crise
- Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle
- Les élections présidentielle et législatives de 2017

Ces textes ont été largement discutés dans les assemblées préparatoires de militants et soumis aux votes ; ils ont été adoptés à l'unanimité. Le premier texte fait le point sur les évolutions dans l'économie mondiale et dans les relations internationales. Les deux autres traitent plus spécifiquement de la situation française, et de l'attitude des révolutionnaires par rapport aux élections, en particulier de la candidature de Nathalie Arthaud dans la prochaine élection présidentielle. Nous publions ces textes ci-dessous, à l'exception du second texte (« Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle »), déjà publié dans Lutte de classe n° 178 (septembre-octobre 2016).

Nous publions des extraits de la discussion menée sur les textes d'orientation. Nous publions également de larges extraits des interventions de militants de groupes qui partagent les orientations de Lutte ouvrière et de l'Union communiste internationaliste (UCI), que ce soit outre-mer (Martinique et Guadeloupe) ou à l'étranger (Allemagne, Belgique, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Haïti, Italie et Turquie). Nos camarades évoquent en particulier leur politique face à la situation dans leur pays, qu'il s'agisse du contrecoup d'État en Turquie, de l'ouragan Matthiew et des élections en Haïti, ou encore de l'élection présidentielle aux États-Unis.

Enfin, le congrès a élu la direction de Lutte ouvrière : comité central et comité exécutif. Lundi 12 décembre, Nathalie Arthaud a tenu une conférence de presse pour rendre compte des principales décisions de notre congrès. Nos lecteurs peuvent en visionner des extraits sur notre site Internet (rubrique Multimédia).

*15 décembre 2016*



## Le monde capitaliste en crise

### L'INTERMINABLE CRISE DE L'ÉCONOMIE

La décision du gouvernement de fixer la date des élections régionales de 2015 au week-end où devait se tenir notre 45<sup>e</sup> congrès nous a obligés à le repousser aux 12 et 13 mars 2016. Notre 46<sup>e</sup> congrès se tient donc à peine neuf mois après le précédent.

Le présent texte est consacré aux changements significatifs intervenus depuis le mois de mars.

Pour ce qui est de la crise de l'économie capitaliste, ses aspects actuels les plus significatifs, liés à l'amplification de la financiarisation avec toutes les menaces qu'elle recèle, n'ont pas changé de nature en neuf mois : les menaces d'une répétition en plus grave de la crise financière de 2007-2008 demeurent et s'aggravent, sans s'être transformées cependant jusqu'à présent en cataclysme.

Sur les raisons fondamentales de la financiarisation, nous n'avons rien à retirer à ce que nous avons écrit en mars. La croissance hypertrophique de la finance, de longue date concomitante au développement de la crise de l'économie capitaliste, est une adaptation du grand capital à la stagnation des marchés.

Elle s'est accélérée après la crise bancaire de 2008 où, comme nous le constatons, « les banques centrales des puis-

*sances impérialistes, la Réserve fédérale américaine suivie par la Banque d'Angleterre puis par la Banque du Japon et enfin par la Banque centrale européenne, se sont lancées dans de vastes opérations de fabrication monétaire pour venir au secours des banques. Ces opérations consistent en ce que la banque centrale achète des obligations, des crédits, des titres détenus par les banques et des institutions financières diverses, avec de la monnaie qu'elle crée. (...)*

*Dans le même mouvement, les banques centrales ont abaissé pratiquement à zéro leur taux directeur, c'est-à-dire le taux d'intérêt auquel les banques privées peuvent leur emprunter de l'argent. Autant dire que le système financier a accès presque gratuitement à de l'argent frais en quantité illimitée ».*

Et nous avons souligné qu'« il s'agit partout de variantes modernes de la bonne vieille planche à billets ».

L'injection par les banques centrales d'argent dans l'économie ne s'est pas tarie au cours des derniers mois. Elle s'est amplifiée. Selon la Banque centrale européenne (BCE), la masse monétaire de la zone euro s'est accrue en un an, de juillet 2015 à juillet 2016, de 523 milliards d'euros (+ 4,9%), passant de 10 591 milliards à 11 114 milliards.

Depuis l'été dernier, la BCE ne se contente pas de racheter aux États leurs dettes, y compris

les plus pourries : elle rachète également des dettes d'entreprises, c'est-à-dire des obligations qu'elles avaient émises. Entre le 8 juin, date d'entrée en vigueur de ce type de rachats, et le 29 juillet, la BCE et les banques centrales nationales ont racheté pour 13,2 milliards d'euros de dettes, en mettant en circulation la monnaie supplémentaire nécessaire pour ce faire.

« Les banquiers centraux ont été érigés en sauveurs des marchés », écrit *Le Monde de l'Économie* du 9 octobre. « Réactifs, inventifs et souvent seuls à bord pour empêcher l'économie mondiale de sombrer. Mais le remède ne serait-il pas pire que le mal ? », pose-t-il la question. Et il illustre les craintes des financiers par la citation de cette institution internationale de la grande bourgeoisie qu'est le FMI, qui parle du « constat alarmant de la flambée planétaire de l'endettement : en 2015, la dette publique et privée dans le monde – hors secteur financier – a atteint un niveau sans précédent, deux fois supérieur à la richesse créée sur Terre ! »

La banque centrale américaine (Fed) semble vouloir ralentir le mouvement de la planche à billets en augmentant le taux d'intérêt. Mais elle repousse périodiquement l'échéance. Les autorités monétaires sont parfaitement conscientes des dangers de l'accoutumance au crédit et à l'endettement pour une éco-

nomie déjà droguée jusqu'aux yeux, mais un sevrage brutal peut avoir des conséquences catastrophiques.

Quant à la Banque centrale européenne, elle persiste et signe. Elle continue à déverser dans l'économie des quantités considérables d'instruments monétaires alors que la production industrielle est plus mal en point encore en Europe qu'aux États-Unis.

Aussi loin qu'on remonte dans l'histoire de la crise actuelle de l'économie capitaliste, cette politique qui consiste à inonder l'économie d'instruments monétaires supplémentaires a toujours été faite en prétendant que le but était d'inciter les entreprises à investir et à embaucher. Mais aussi loin également qu'on remonte dans l'histoire de la crise, l'argent déversé dans l'économie ne s'est pas traduit par une reprise des investissements productifs. Il a été accaparé par le système financier pour maintenir les profits du grand capital. Ces profits, les grands groupes industriels et financiers les ont utilisés pour accroître les dividendes de leurs actionnaires et, par moments, pour se racheter les uns les autres.

Dans aucun pays impérialiste, les investissements n'ont retrouvé leur niveau d'avant la crise financière de 2008. Les quelques secteurs qui ont connu un rebond de leur production l'ont obtenu en surexploitant leurs travailleurs, en faisant faire plus de travail à moins de travailleurs plus mal payés et en situation plus précaire.

En France, par exemple, le volume de la production industrielle est en recul de quelque 13% par rapport à 2007, l'année d'avant la crise.

Le recul a été du même ordre en Allemagne et en Espagne, et de -20% en Italie.

Et, dans un autre ordre d'idées, également significa-

tif est le taux d'utilisation des capacités de production en France: il est de 80,8% en 2016, alors que la moyenne est de 84,5% pour la période 1976-2015 – c'est-à-dire quatre décennies durant lesquelles le monde est entré dans une crise tantôt rampante, tantôt explosive.

Même dans les grands pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud...), présentés pendant longtemps comme des locomotives susceptibles de sortir du marasme l'économie capitaliste mondiale, les taux d'investissement sont en baisse.

La sphère financière continue à gonfler au détriment de la production en parasitant la plus-value dégagée par cette dernière.

L'économiste américain Joseph Stiglitz, prix Nobel et plus ou moins altermondialiste, constate, de son côté, que le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro « stagne à présent depuis près de dix ans. En 2015, il n'a été supérieur que de 0,6% à son niveau de 2007. » Il faut rappeler que le PIB est une notion plus vague et plus vaste que celle de production de biens matériels et de services parce qu'il intègre aussi la création de « valeurs » spéculatives.

Le même Stiglitz constate par ailleurs que « les récessions que connaissent certains pays de la zone euro sont comparables à celle de la Grande Dépression, ou encore plus graves ».

« Le ralentissement dramatique de la croissance du commerce mondial est grave et devrait servir de sonnette d'alarme », déclara au début du mois de septembre 2016 le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce ralentissement reflète la stagnation de la production mais aussi le protectionnisme montant. *Les Échos* soulignent « la tendance ces deux dernières années à ériger des barrières commerciales contrairement à

leurs engagements (...) », ajoutant que « certains pays sont tentés de limiter leurs importations pour favoriser leur production nationale et déprécient leur monnaie à cet effet (...) ».

Il y a déjà très exactement un siècle, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine constatait la dictature absolue exercée sur la société par « l'oligarchie financière », à la tête de monopoles puissants, contrôlant tout à la fois les grandes entreprises de production et les banques, de plus en plus fusionnées.

Le poids de cette oligarchie qui constitue les sommets de la grande bourgeoisie s'est encore accru malgré la crise actuelle ou, plus exactement, grâce à elle, et sa richesse aussi, dans l'absolu comme relativement même par rapport au reste de la bourgeoisie. Cette évolution se produit à l'intérieur d'une autre, plus générale, reflétant plus clairement la guerre de classe menée par la bourgeoisie contre la classe ouvrière pour accroître le taux de profit moyen. Cela se traduit par la diminution d'année en année de la part de la masse salariale dans le revenu national par rapport aux revenus du capital.

La financiarisation donne à cette oligarchie financière des moyens supplémentaires d'enserrer le monde dans ses filets et de pousser le parasitage de l'économie à un degré sans précédent.

Ce parasitage ne se traduit pas seulement en termes quantitatifs, c'est-à-dire par l'accroissement de la part que la finance prélève sur la plus-value globale dégagée dans la production: il modifie sans cesse le fonctionnement du système financier et ses liens avec la production.

Les mésaventures de la Deutsche Bank sont l'expression à la fois de l'évolution actuelle du système bancaire et de la menace de crise finan-

cière grave qu'elle recèle.

La Deutsche Bank est la première banque privée d'Allemagne. Son bilan est du même ordre que le produit intérieur brut (PIB) de l'Italie. Autant dire qu'elle est une des géantes du secteur bancaire à l'échelle du monde. Sa chute aurait, par effet domino, des conséquences incalculables pour toutes les banques d'Europe et par là même pour le système bancaire mondial, des conséquences d'une ampleur plus grande encore que la faillite de Lehman Brothers en 2008.

La Deutsche Bank a été créée il y a près d'un siècle et demi pour financer le développement industriel. Elle a conservé, pour l'essentiel, ce rôle jusqu'à une période relativement récente, avant d'être entraînée dans la sarabande des opérations financières.

À en croire *Le Monde* du 1<sup>er</sup> octobre 2016, la banque est devenue « *l'un des groupes financiers les plus risqués au monde* » dont le capital est constitué par « *son énorme portefeuille d'actifs à risques* (ces « produits dérivés » qui ont fait le lit de la crise en 2007 dont personne ne paraît savoir s'ils sont correctement évalués par la banque). » Et le journal d'ajouter que « *cette situation explosive est connue depuis longtemps des marchés (...)* »

En d'autres termes, personne ne sait, pas même les dirigeants de la banque, quel est le capital réel dont elle dispose. Or, il s'agit d'une de ces banques considérées par les dirigeants politiques de la bourgeoisie et leurs conseillers économiques comme « trop grandes pour faire faillite ». C'est-à-dire dont la faillite pourrait entraîner des faillites en chaîne et un effondrement du système financier mondial.

Personne ne sait si la médication utilisée pour surmonter la crise financière de 2008, c'est-à-dire la marche intensive de

la planche à billets et la mise à disposition des principales banques de liquidités en quantité illimitée, serait encore opérante dans la crise financière à venir.

Mais le mécanisme par lequel une nouvelle crise grave pourrait survenir est prévisible à la lumière de la crise de 2008, justement.

Le fonctionnement du système financier mondial dans l'économie capitaliste, en particulier les relations entre banques, est fondé dans une large mesure sur la confiance.

On a vu en 2008 avec quelle rapidité, une fois que les principales banques perdent confiance dans les titres financiers détenus par les uns et par les autres, cette perte de confiance se traduit par le ralentissement, voire l'arrêt de tout mouvement de capitaux d'une banque à l'autre. Ces mouvements quotidiens sur le marché interbancaire ou sur le marché monétaire déplacent chaque jour des centaines de milliards. Ils constituent en quelque sorte la « circulation sanguine » du système.

Cette perte de confiance affecte pour le moment essentiellement la Deutsche Bank, dont les actions ont perdu la moitié de leur valeur depuis le début de l'année. Mais une deuxième grande banque allemande, la Commerzbank, est également touchée. Les banques italiennes croulent sous des créances douteuses. La menace de faillite qui pèse sur la banque italienne Monte dei Paschi di Siena (MPS) peut paraître, vu la taille de cette dernière, négligeable par rapport à la situation de Deutsche Bank. Elle n'en est pas moins symbolique s'agissant de la plus vieille banque du monde, créée au 15<sup>e</sup> siècle et qui a donc traversé toutes les vicissitudes du capitalisme, depuis son émergence jusqu'à son âge sénile actuel.

La crainte d'un effondre-

ment en cascade est d'autant plus présente que le FMI lui-même estime que le stock de créances douteuses détenues par le système bancaire européen est de l'ordre de 900 milliards de dollars (rappelons que les recettes totales de l'État représentent, en France, en 2016, 388 milliards d'euros, c'est-à-dire 422 milliards de dollars).

Les secousses qui ébranlent, de plus en plus souvent et de plus en plus gravement, le monde financier sont la démonstration que le sauvetage du système bancaire en 2008 n'a pas réglé, et ne pouvait pas régler, le problème de fond, celui de la crise économique elle-même. Il en a seulement amplifié la dimension financière.

La crise financière de 2007-2008 avait déjà complètement pris par surprise les dirigeants politiques du monde bourgeois mais aussi ceux de la finance.

Le début de la crise financière a été une succession d'improvisations illustrant l'effolement de tous ceux qui avaient un poids dans le fonctionnement du système financier : banquiers de haut vol, ministres, chefs d'État et de gouvernement. Ils passèrent du déni de la réalité, lorsque, en 2007, les premiers établissements bancaires durent suspendre leurs activités, aux improvisations contradictoires, d'un pays à l'autre. Les autorités américaines choisirent de laisser s'effondrer une des plus grandes banques de l'époque, Lehman Brothers. Les dirigeants du très libéral système financier anglais préférèrent en passer par la nationalisation de la banque Northern Rock, huitième du pays, dont la clientèle, prise de panique, avait retiré en deux jours l'équivalent de trois milliards d'euros de dépôt.

C'est finalement l'ouverture en grand des vannes du crédit par les banques centrales qui empêcha que la panique se généralise.

Malgré les réglementations qui ont été mises en place pendant les années suivantes, la prochaine crise, plus que les précédentes, prendra encore tout ce beau monde par surprise. C'est que le système financier se métamorphose sans cesse.

Comme le formule dans son ouvrage *Money honnie*, Bertrand Badré – successivement inspecteur des finances, banquier d'affaires chez Lazard, conseiller économique à l'Élysée, pour finir directeur général de la Banque mondiale –, une des « *conséquences majeures de la crise, c'est la transformation d'un monde dominé par les banques en un monde où les investisseurs sont devenus rois: fonds de pensions, assureurs, fonds souverains et autres gestionnaires d'actifs ont désormais un poids prédominant dans le système financier international (ils devraient bientôt gérer près de 100 000 milliards de dollars)* », pour ajouter « *comment maintenir la stabilité d'un système financier international alors que le poids de ces nouveaux investisseurs est plus important que celui des banques, leur concentration plus forte et leur degré de corrélation plus élevé? (...) Le monde compte aujourd'hui une vingtaine d'entreprises de gestion d'actifs géantes, telles BlackRock (la première, forte de près de 5 000 milliards de dollars d'actifs) ou, en France, Amundi et Natixis (qui gèrent chacune quelque 1 000 milliards de dollars).* »

Le banquier-économiste ne répond à sa propre question que par quelques phrases aussi lénifiantes que vides.

Son constat affolé est cependant vicié à la base: le système bancaire, vaguement réglementé, et le marché financier, dominé par des fonds de placements, ne représentent que deux expressions du même capital financier. La Deutsche Bank illustre comment une

sage banque d'affaires peut se métamorphoser en officine spécialisée dans la spéculation. Et derrière les multiples techniques pour puiser dans le profit financier, c'est la même oligarchie financière, jusqu'aux mêmes hauts cadres bancaires pour la servir (Deutsche Bank, par exemple, pour mener à bien sa reconversion dans les opérations spéculatives, a débauché plusieurs hauts cadres de Goldman Sachs).

Les grands fonds spéculatifs opèrent avec des capitaux considérables qui proviennent de riches individus et, plus encore, de groupes industriels et financiers d'horizons divers. C'est un degré de plus dans la « socialisation du grand capital ». Mais cette forme de socialisation se produit sur la base de la propriété privée. Elle accentue encore cette contradiction fondamentale du capitalisme des monopoles qui est d'être dans la continuité du capitalisme de la libre concurrence tout en se transformant en son contraire. Elle ne diminue pas la concurrence entre les différents protagonistes. Au contraire. « *Les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence, expliquait Lénine, ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents* » (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

La multiplication des fusions-acquisitions en témoigne. Ces batailles, où un groupe industriel et financier essaie de mettre la main sur un autre, mobilisent des sommes de plus en plus extravagantes. Rien que ces dernières semaines (septembre-octobre), il y a eu l'absorption du géant des OGM Monsanto par le géant de la chimie Bayer pour 34 milliards de dollars. Les sommes en jeu s'échelonnent de 10 à 40 milliards de dollars. Bien plus grosse opération encore: le ra-

chat de Time Warner (chaînes télé CNN, HBO, studios de cinéma) par le leader américain des télécoms AT&T pour 110 milliards de dollars! Plusieurs autres opérations du même type concernent des services de fournisseurs d'accès à haut débit, les semi-conducteurs ou le transport par porte-containers.

Ces groupes disposent de plus en plus d'argent qu'ils n'ont pas l'intention de consacrer à l'investissement productif. Le coût bas du crédit aiguise encore les appétits. Les groupes les plus riches, pour en absorber d'autres, s'endettent encore davantage. Le serpent financier se mord en quelque sorte la queue.

La crise, c'est l'exacerbation de la concurrence, c'est-à-dire la guerre économique que se mènent les grands groupes industriels et financiers. C'est aussi le moment où se mesurent les rapports de force entre ces groupes, mais également entre les puissances impérialistes. De la même manière que l'émergence des monopoles n'a pas mis fin à la concurrence, la mondialisation sous l'impérialisme ne met pas fin à la guerre économique entre puissances impérialistes.

La politique visant à accroître la compétitivité des entreprises est avant tout l'expression de la guerre que la bourgeoisie mène contre la classe ouvrière dans tous les pays. Une guerre qui vise à accroître la plus-value globale au détriment de la part de la masse salariale et plus généralement des conditions d'existence du prolétariat.

Mais c'est aussi l'expression de la guerre que se mènent les différentes bourgeoisies. Les discours qui visent à présenter l'accroissement de la compétitivité d'un groupe industriel ou d'un pays comme un moyen de combattre la crise sont une escroquerie. La compétitivité d'une entreprise, d'un groupe capitaliste ou d'un pays n'a

aucun effet sur la crise elle-même. Elle n'a de conséquences que sur le rapport des forces en compétition.

Lorsque les hommes politiques de la bourgeoisie montrent en exemple tel ou tel pays qui réussit, ce n'est pas parce qu'il a réussi à maîtriser la crise chez lui, mais seulement qu'il a momentanément tiré son épingle du jeu, en fait du marasme, pour lui-même au détriment des autres pays.

Dans la guerre économique, les bourgeoisies européennes, concurrentes entre elles, ne disposent pas d'un appareil d'État unifié derrière elles, comme en dispose la bourgeoisie américaine.

La mondialisation de l'économie n'a pas fait disparaître l'importance des appareils d'État. Au contraire, elle a élargi l'arène où leur rôle est le plus nécessaire dans la compétition internationale.

Dans l'exacerbation de la guerre économique, les bourgeoisies européennes paient

leur incapacité historique à créer un appareil d'État à l'échelle du marché européen. L'Union européenne reste pour l'essentiel un marché commun, et comme tel elle avantage tout autant les grands groupes industriels et financiers des États-Unis que ceux d'Europe.

L'époque impérialiste est caractérisée, entre autres, par la mainmise des trusts les plus puissants sur l'État.

Dans la guerre économique, la puissance des groupes industriels et financiers est étroitement entremêlée avec la diplomatie, le poids militaire de leur État, leur espionnage politico-économique, avec les « grandes oreilles ». L'histoire des téléphones privés de Merkel écoutés par le NSA américain n'est pas seulement anecdotique.

Si la grande bourgeoisie américaine peut compter sur l'appareil d'État américain sur tous ces terrains, chacune des bourgeoisies européennes ne peut vraiment compter que sur son

appareil État national, qui, de plus, est en compétition avec ses homologues de l'Union européenne, y compris à l'intérieur de la zone euro.

Dans cette guerre économique, l'Union européenne est continuellement sur la défensive, et sans beaucoup d'efficacité. Contre l'impérialisme américain principalement, mais aussi dans un certain nombre de domaines contre d'autres pays comme la Chine.

Les protestations des réformistes de tout poil ou des souverainistes, de Mélenchon à l'extrême droite, contre le traité de libre-échange transatlantique (TAFTA) entre l'Union européenne et les États-Unis, et son équivalent avec le Canada (CETA), sont parfaitement ridicules. Ces traités ne font qu'officialiser les rapports de force entre requins capitalistes de différents pays.

Comme sont ridicules tous ceux qui, par démagogie, prétendent que la France – ou la Grande-Bretagne – souffre de



À la National Security Agency (NSA) : les « grandes oreilles » au service de la bourgeoisie américaine.

« trop d'Europe » alors que l'une des grandes faiblesses des bourgeoisies européennes sur le terrain de l'économie capitaliste est de ne pas avoir pu se donner un appareil d'État à l'échelle de l'économie européenne.

Bien plus généralement, ceux des souverainistes qui prônent le repliement derrière les frontières nationales – il y en a à droite comme à gauche – laissent entendre que l'on peut revenir sur des siècles de développement capitaliste qui a fait de l'économie mondiale un tout. C'est parfaitement stupide.

La mondialisation est, avec le rythme effréné du développement économique lors de la jeunesse et l'âge adulte du capitalisme, certainement ce que les rapports de production capitaliste ont apporté de plus important à l'essor de l'humanité. C'est précisément cela qui rend possible une organisation sociale supérieure à celle, actuelle, basée sur la propriété privée. Sous le capitalisme, la mondialisation a donné l'impérialisme, la colonisation, le partage du monde entre monopoles, de multiples formes d'oppression nationale, des conflits et des guerres. Mais l'avenir de l'humanité n'est pas l'impossible retour à l'âge des cavernes, mais le renversement du capitalisme.

Il y a une étroite interdépendance entre la crise de l'économie capitaliste, qui exacerbe les rivalités, et la tension croissante dans les relations internationales.

Ce phénomène ne se limite pas aux zones géographiquement délimitées, comme le Moyen-Orient. Il se manifeste partout de façon plus ou moins visible. La chute du prix des matières premières pousse vers la faillite d'États entiers, du Venezuela au Nigeria, avec des conséquences incalculables pour la vie des

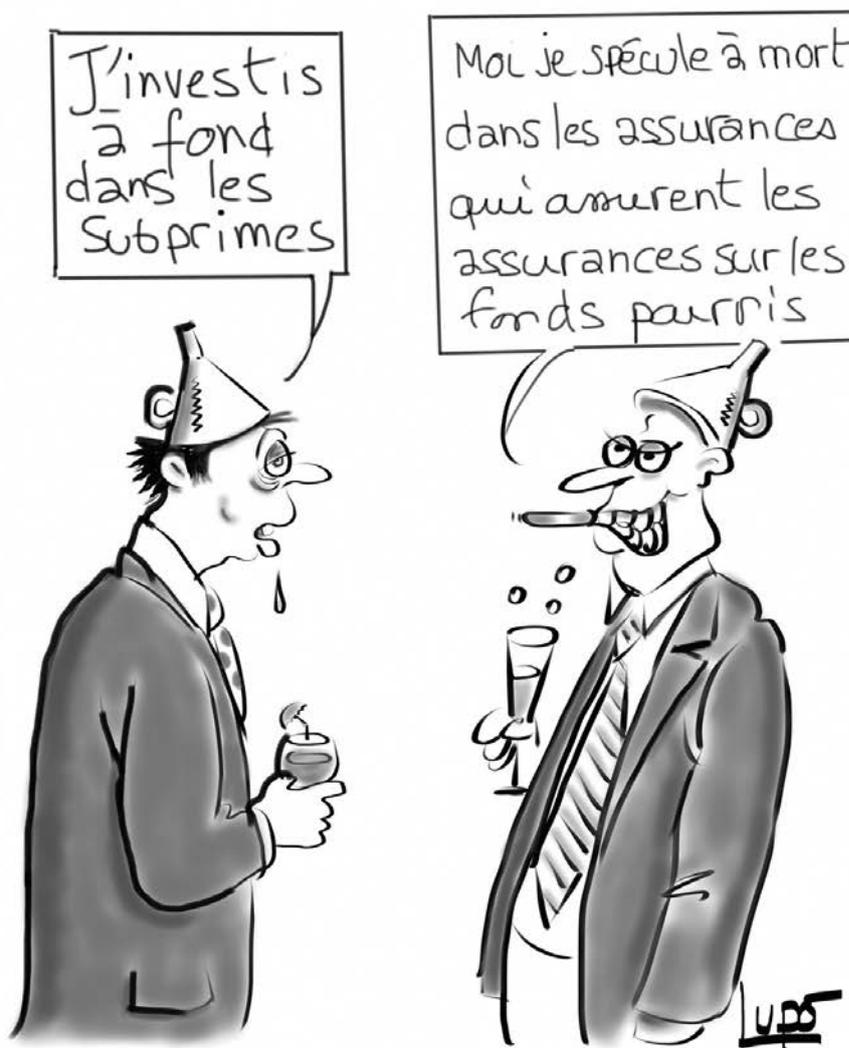
populations. La multiplication et le renforcement des bandes armées, des guerres internes et des massacres, du Soudan au Congo-Kinshasa, sont liés aux soubresauts de la spéculation sur les matières premières.

Combien de reportages illustrent ces temps-ci la longue chaîne de dépendance entre les usines ultramodernes où sont montés les smartphones dernier cri et les taupes humaines qui extraient le coltan et le cobalt en Afrique, avec les mêmes méthodes qu'à l'aube de l'invention de la métallurgie?

Et même derrière la violence des affrontements entre bandes de braconniers dont l'activité menace d'extinction l'éléphant ou le rhinocéros en Afrique, il y a des chaînons économiques qui relient des nouveaux riches du sud-est asiatique, que leur fortune ne préserve pas de la stupidité d'user de la poudre de défense ou de corne, et des villageois africains poussés au braconnage pour empêcher leur famille de crever de faim.

L'interdépendance des différents aspects de la crise de l'économie capitaliste et des

## L'économie est entre de bonnes mains !



tensions croissantes entre États ou à l'intérieur de certains d'entre eux est dialectique. Les tensions politiques, voire militaires, influent de leur côté sur les mouvements et les placements de capitaux.

## CRISES DE LA SOCIÉTÉ ET TENSIONS DES RELATIONS INTERNATIONALES

Les relations internationales sont marquées par une instabilité croissante. Les foyers en sont multiples.

Nous ne reviendrons pas ici en détail sur le Moyen-Orient qui est déchiré par des conflits aussi bien internes aux États qu'entre les États.

Il est cependant à souligner avec quelle rapidité la déstabilisation de l'Irak et de la Syrie non seulement a impliqué les grandes puissances ayant des visées sur la région, des États-Unis à la France en passant par la Russie, mais a directement affecté la Turquie, ne serait-ce qu'en reposant la question kurde.

À des degrés divers, plusieurs pays de la région ont été impliqués dans la guerre, des pays de la péninsule arabique à l'Iran.

Les attentats terroristes en Europe ou aux États-Unis sont, de leur côté, des conséquences de la guerre au Moyen-Orient.

À l'intérieur de la guerre menée contre Daech, se mènent plusieurs autres guerres entre les prétendus alliés, telles que la guerre de l'armée turque contre une partie des Kurdes tout en s'alliant avec certaines autres, ou la guerre entre les différentes milices chiites et sunnites. Même si Daech finit par être vaincu, d'autres guerres se poursuivront, mettant aux prises les différentes milices soutenues par les puissances rivales, voire ces puissances rivales elles-mêmes : Iran, Turquie, Arabie saoudite et Qatar, Irak et Syrie.

Bien que les États-Unis et les grandes puissances mineures qui, comme la France, jouent les seconds couteaux, soient alliés à la Russie contre Daech, les multiples rebondissements de cette guerre illustrent la tension croissante entre les États-Unis et la Russie.

Les États-Unis ne sont pas mécontents de laisser Poutine faire à leur place une partie du sale boulot en Syrie, pays que les manigances de l'Occident pour chasser Bachar el-Assad ont contribué à plonger dans un chaos sanglant. Le risque de voir Daech s'y imposer comme la seule alternative à Assad a amené les États-Unis à accepter que Poutine se charge de faire le ménage, en l'occurrence enterrer toute opposition au dictateur de Damas sous un amas de ruines et de cadavres. L'indignation des puissances impérialistes devant le bombardement d'Alep est pure hypocrisie. Néanmoins, elle exprime le fait que les tensions entre les États-Unis et la Russie montent même là où les deux puissances sont censées être alliées contre Daech.

En Europe, c'est autour de la question ukrainienne que s'installe un climat de guerre froide entre les États-Unis et la Russie, écho atténué de ce que fut la guerre froide menée par les États-Unis et leurs alliés de l'époque contre l'Union soviétique.

Dans le regain de tension militaire entre la Russie et l'Ukraine, les deux parties trouvent leur compte. En arguant de menaces extérieures venues d'Occident via l'Ukraine, le Kremlin souhaitait souder les rangs de la population autour du pouvoir, notamment à l'approche des législatives de cet automne. Opération réussie : le parti de Poutine a obtenu une majorité écrasante à la Douma.

Quant aux dirigeants nationalistes ukrainiens, ils avaient tout intérêt à se poser en vic-

times de l'agresseur russe. Pour tenter de faire oublier sa situation misérable à la population. Pour forcer la main à leurs protecteurs nord-américains et ouest-européens, contraints de faire des gestes en faveur de Kiev, malgré leurs réticences affichées à entretenir financièrement et militairement une Ukraine perpétuellement au bord de la faillite, avec un appareil d'État rongé par une corruption déchaînée et où les clans politico-mafieux se disputant le pouvoir font régner une instabilité chronique sur fond d'État déliquescence.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine est amplifié par la pression américaine via l'Otan, visant à faire reculer l'influence de la Russie dans l'espace ex-soviétique, pression à laquelle les États-Unis associent les ex-Républiques baltes ainsi que la Pologne.

Bien au-delà de ces régions où les tensions sont les plus visibles, une institution scientifique dépendant d'une université suédoise, le Conflict Data Program, affirme que « les conflits armés sont revenus à des niveaux records depuis la fin de la guerre froide, 2014 s'avérant même de ce point de vue la deuxième année la plus meurtrière à l'échelle mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale ».

Le Sahel reste une poudrière malgré les discours triomphalistes qu'a tenus le gouvernement français pour juger de l'efficacité de son intervention au Mali.

De la Corne de l'Afrique jusqu'au Congo ex-Zaïre en passant par le Soudan, perdurent des conflits armés plus ou moins violents.

Le Yémen est déchiré par une guerre civile où est impliquée une coalition dirigée par l'Arabie saoudite, avec les États-Unis en arrière-plan.

De grandes manœuvres stratégiques opposent les États-

Unis à la Chine pour le contrôle de la mer de Chine méridionale.

Les appareils d'État sont fracturés, voire complètement disloqués dans plusieurs pays d'Afrique.

À la Somalie où il n'y a plus d'État centralisé depuis plusieurs années, s'est ajoutée au fil du temps la Libye.

Dans l'ancien Soudan, même la coupure entre le Nord, qui garde l'étiquette et le drapeau, et le nouvel État créé dans le Sud n'a pas stabilisé la situation. Le Soudan du Sud en guerre contre le Nord autour des revenus du pétrole est à son tour déchiré de l'intérieur par la guerre civile.

Le Mali et la République centrafricaine ne tiennent comme États unifiés – pour autant qu'ils tiennent – que par les troupes de l'impérialisme français, qui continue à jouer son rôle de gendarme de l'Ouest africain.

Quant à la République démocratique du Congo, ex-Zaïre, l'État central est obligé de composer avec une multitude de bandes armées. Si la population de ce pays continue à payer de centaines de milliers de morts les affrontements entre les bandes armées, l'exploitation des métaux rares et surtout l'exploitation de ceux qui les font sortir de terre continuent comme si de rien n'était pour le plus grand bénéfice des trusts miniers ou de ceux de la téléphonie.

La crise de l'économie capitaliste et l'incapacité des gouvernements des pays impérialistes d'y faire face sont en dernier ressort à la base de la crise plus ou moins accentuée des démocraties bourgeoises, même dans les pays les plus riches.

Qu'un bouffon milliardaire puisse postuler à la direction de la nation capitaliste la plus avancée symbolise l'état de putréfaction auquel est arrivée la représentation politique dans la démocratie bourgeoise.

En Europe, cette crise se traduit à peu près partout par une montée des partis d'extrême droite ou dits « populistes ».

En France comme en Espagne ou en Italie, l'alternance entre gauche et droite, qui passait pour la quintessence de la démocratie parlementaire, fonctionne de moins en moins.

Même si, pour le moment, dans aucun de ces pays, l'extrême droite et la réaction ne se manifestent sous la forme de groupes de choc fascisants, postulant au pouvoir, telle qu'elle est, cette évolution est profondément défavorable à la classe ouvrière à court et à long terme.

Elle exprime l'effacement croissant des traces laissées par les élans passés du mouvement ouvrier dans la vie politique et plus généralement dans la vie publique. En même temps, elle accentue le poids des préjugés les plus réactionnaires dans tous les domaines de la vie sociale.

Les courants d'extrême droite, même s'ils restent pour le moment dans le cadre du parlementarisme bourgeois, abritent en leur sein des groupes ou des individus qui se situent dans la perspective de l'écrasement de tout ce qui reste du mouvement ouvrier, et par la même occasion de la démocratie parlementaire bourgeoise.

La société dominée par la crise, lorsqu'elle mettra vraiment en mouvement les différentes catégories populaires qui en souffrent, exacerbera la lutte de classe. Elle recèle deux possibilités diamétralement opposées de l'évolution : un regain de la combativité ouvrière sur le terrain de la transformation de la société ou une régression qui marquerait l'apparition de nouvelles formes de régimes autoritaires ou fascistes.

La plus grande crise du capitalisme ayant précédé celle d'aujourd'hui, la crise commencée par le krach de 1929, a abouti

au nazisme en Allemagne, à la multiplication de régimes semi-fascistes ou autoritaires un peu partout en Europe, pour finir dans la Deuxième Guerre mondiale.

Grâce notamment à la collaboration de la bureaucratie stalinienne, la bourgeoisie est sortie de la guerre mondiale en évitant que se lève une nouvelle vague révolutionnaire prolétarienne comparable à celle qui avait suivi la Première Guerre mondiale.

« Plus jamais ça ! », affirmaient les idéologues de la bourgeoisie au lendemain de la guerre. Pour ce qui est de la bourgeoisie d'Europe, la réconciliation entre l'Allemagne vaincue et les puissances impérialistes victorieuses paraissait être le gage de cette prétention, relayée par la « construction européenne ».

On constate aujourd'hui à quel point même cette caricature d'unification de l'Europe qu'est l'Union européenne était liée à la situation de relative reprise de l'économie capitaliste pendant quelques années. Mais, depuis au moins la crise financière de 2007-2008, même ce semblant d'unification se fissure.

De la crise de l'euro au Brexit, en passant par les attitudes des puissances impérialistes d'Europe vis-à-vis de la Grèce, l'unité européenne se délite sous l'effet des forces centrifuges des intérêts capitalistes nationaux.

Il est inutile de spéculer sur la manière dont les bourgeoisies européennes surmonteront les conséquences du Brexit, qui risque d'être préjudiciable à certaines de leurs affaires. Si cela apparaît nécessaire à la grande bourgeoisie de Grande-Bretagne, ses hommes politiques trouveront l'astuce constitutionnelle ou juridique pour revenir en arrière sur le résultat du référendum. À défaut, les négociations entre la Commission européenne et le

gouvernement britannique auront pour objectif de trouver un accord sauvegardant ce qui paraît important pour les bourgeoisies des deux côtés de la Manche.

En attendant, il est à constater que le Brexit a avivé la concurrence entre la place financière de Londres et celles de Francfort et de Paris, qui voudraient bien la supplanter.

Il faut souligner la stupidité réactionnaire des divers courants, y compris certains se revendiquant du trotskysme, qui ont présenté le Brexit comme un pas en avant du point de vue des intérêts de la classe ouvrière.

Les mésaventures de l'Union européenne, qui contribueront peut-être à sa disparition ou à son éclatement en plusieurs entités, montrent en tout cas que la bourgeoisie européenne n'est absolument pas capable d'unifier l'Europe quand bien même cela lui est vital.

Pire même : il n'est pas dit que les forces centrifuges des intérêts contradictoires des bourgeoisies européennes se limitent à un simple retour en arrière et que la décomposition s'arrête là. De la Catalogne à l'Écosse, sans oublier les forces irrédentistes qui travaillent l'Europe centrale et orientale, bien des situations laissent entrevoir cette possibilité-là.

Il n'est pas nécessaire ici de revenir sur ce qu'a d'abject d'un point de vue simplement humain le sort réservé aux migrants par la société capitaliste.

Le fait que les pays impérialistes portent, de surcroît, la principale responsabilité de cette migration, soit du fait du pillage des pays de départ, soit en raison des manœuvres tordues des grandes puissances qui ont abouti aux guerres que l'on sait, ajoute une couche supplémentaire à l'abjection.

La migration n'est pas un problème en elle-même car elle

est propre à toute l'histoire de l'humanité. Depuis l'apparition du genre humain, toute l'histoire de l'humanité est faite de migrations et de mélanges.

Faire de la migration un problème est bien le signe que le règne de la bourgeoisie et l'ordre capitaliste sont devenus les principaux facteurs réactionnaires dans la société.

Il est significatif que les prises de position vis-à-vis de l'accueil des migrants donnent lieu au dernier en date des conflits qui taraudent l'unité européenne.

Ce n'est pas pur hasard si les pays de l'Est européen sont aux avant-postes de l'évolution réactionnaire des choses, aussi bien pour ce qui est de l'attitude vis-à-vis des migrants que dans bien d'autres domaines.

La Hongrie a été la première à ériger des barbelés sur ses frontières pour empêcher que passent les migrants venus par les Balkans. Lamentable perversion de l'évolution politique pour ce pays qui a été le premier à lever les barbelés qui séparaient à l'époque le bloc dit soviétique du bloc occidental !

De son côté, le gouvernement polonais a été le premier à essayer de revenir en arrière sur le peu de droits que la Pologne d'après l'effondrement du bloc de l'Est avait laissés aux femmes de disposer de leur corps, pour tenter d'interdire complètement l'interruption volontaire de grossesse. C'est la mobilisation des femmes – et plus largement de la population – qui a empêché le gouvernement d'aller jusqu'au bout de son projet.

L'ensemble du « groupe de Visegrád », réunissant, outre la Pologne et la Hongrie, la Slovaquie et la République tchèque, s'illustre sur la scène politique européenne par des positions particulièrement réactionnaires dans une multitude de domaines.

Dans cette Europe centrale, les minables bourgeoisies de parvenus et leur personnel politique essaient de masquer leur subordination au grand capital occidental en se posant en défenseurs de « l'Occident chrétien et de ses valeurs », en encourageant le chauvinisme, les revendications territoriales dans une région où les populations sont souvent entremêlées.

Il est cependant à rappeler que, pendant la grande crise de l'entre-deux-guerres, l'évolution des pays de l'Est vers des régimes autoritaires annonçait d'une certaine manière l'avenir également pour la partie occidentale de l'Europe, la plus riche et qui se voulait la plus civilisée !

## L'ACTUALITÉ DU MARXISME

Trotsky constatait en 1939, dans *Le Marxisme et notre époque*, qu' « en dépit des derniers triomphes du génie de la technique, les forces productives matérielles ont cessé de croître. Le symptôme le plus clair de ce déclin est la stagnation mondiale qui règne dans l'industrie du bâtiment, par suite de l'arrêt des investissements dans les principales branches de l'économie. Les capitalistes ne sont plus en état de croire à l'avenir de leur propre système. »

Alors que la bourgeoisie s'était engagée dans le fascisme ou le New Deal et s'apprêtait à plonger l'humanité dans une nouvelle guerre, Trotsky concluait : « Des réformes partielles et des rafistolages ne serviront à rien. Le développement historique est arrivé à l'une de ces étapes décisive, où, seule, l'intervention directe des masses est capable de balayer les obstacles réactionnaires et de poser les fondements d'un nouveau régime. L'abolition de la propriété privée des moyens de production est la condition première d'une

*économie planifiée, c'est-à-dire de l'intervention de la raison dans le domaine des relations humaines, d'abord à l'échelle nationale, puis, par la suite, à l'échelle mondiale.»*

Quelques mois après que ces lignes étaient écrites, le monde semblait dans le cataclysme de la Deuxième Guerre mondiale. Ayant échappé à la révolution prolétarienne au lendemain de cette guerre, le système capitaliste connut quelques années de reprise, qui semblaient contredire les prévisions de Trotsky.

Mais on constate aujourd'hui qu'il ne s'agissait que d'une rémission et que le capitalisme conduit l'humanité vers l'abîme.

Jamais pourtant dans l'histoire, l'humanité n'a eu autant de moyens à sa disposition pour faire face aux nécessités de sa vie collective. C'est la division de l'humanité en classes sociales aux intérêts opposés qui l'empêche de maîtriser sa vie collective.

Jamais n'a été aussi énorme le décalage entre une humanité capable d'explorer les confins de l'espace et une société se consumant en même temps dans des guerres entre pays, entre nations, entre ethnies, entre villages.

Jamais la mondialisation capitaliste n'a autant lié les hommes dans un destin commun. Mais jamais non plus l'humanité n'a été aussi morcelée.

Jamais l'humanité n'a eu autant de moyens matériels et culturels pour vaincre définitivement les multiples formes de préjugés, de mysticismes hérités de siècles de division de la société en classes et d'oppression. Mais jamais les religions, les mysticismes n'ont connu un retour aussi fracassant dans la vie sociale.

Quelle expression plus écœurante de la putréfaction de la société capitaliste que

l'attraction mortifère du terrorisme islamiste sur une fraction de la jeunesse?

Jamais, en somme, les conditions matérielles et techniques pour une société humaine unifiée dans un tout fraternel à l'échelle de la planète n'ont été aussi favorables. Jamais, en même temps, elles n'ont semblé aussi lointaines.

Le grand apport du marxisme au mouvement ouvrier n'a pas été seulement la dénonciation du capitalisme et le constat qu'il a cessé de faire avancer l'humanité. Son grand apport a été de donner les moyens de briser les chaînes: «*Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais ce qui importe c'est de le transformer*», disait Marx dès 1845.

Le marxisme ne s'est pas contenté de voir dans cette classe alors nouvelle qu'était le prolétariat moderne une classe souffrante. Il y a reconnu la classe sociale capable de renverser le capitalisme.

Marx, Engels et leur génération voyaient la fin du capitalisme plus proche. Ils avaient l'optimisme des révolutionnaires.

L'histoire en général et celle du mouvement ouvrier en particulier, avec leurs formidables pas en avant mais aussi leurs reculs catastrophiques, ont fait que le capitalisme se survit bien plus longtemps que ce qu'espéraient Marx, Engels et leurs camarades.

Il a survécu bien plus longtemps même que ne l'espérait Trotsky près d'un siècle plus tard lorsqu'il constatait que le capitalisme était incapable de faire progresser les forces productives.

L'humanité a connu depuis Marx un grand nombre de crises économiques, d'innombrables formes d'oppression, d'innombrables formes de régimes autoritaires, d'innombrables guerres locales, et deux

guerres mondiales.

Jusqu'à présent c'est surtout par la négative que l'histoire a confirmé les analyses de Marx. Mais le prolétariat, dans lequel Marx voyait la force sociale capable de changer l'avenir de l'humanité, n'est pas une construction de l'esprit, fût-elle d'un génie de l'envergure de Marx. C'est une réalité sociale. Les robots n'ont pas remplacé le prolétariat. Et, malgré les possibilités croissantes offertes par la science et la technique, la société est celle des êtres humains.

Le prolétariat, la classe des exploités, est bien plus diversifié aujourd'hui qu'au temps de Marx et même qu'au temps de Lénine et de la révolution russe. La bourgeoisie a appris à jouer de cette diversité, à opposer les unes aux autres les différentes catégories de travailleurs salariés, à combattre la conscience de classe et l'émergence d'organisations, nationales et internationales, qui incarnent cette conscience. Mais la classe ouvrière est bien plus nombreuse que dans le passé et présente partout sur la planète.

La lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat se mène à une échelle bien plus vaste que dans des périodes du passé où le prolétariat posait sa candidature à la direction de la société.

Dans un grand nombre de pays où le prolétariat industriel est jeune et son sort misérable, de la Chine au Bangladesh, la lutte de classe prend des formes aussi massives et aussi virulentes que lors de l'émergence du prolétariat moderne en Europe occidentale.

Mais elle est incessante également dans les grands pays industriels, fût-ce sous la forme de ces réactions quotidiennes que les travailleurs savent opposer dans les entreprises à l'aggravation de l'exploitation et aux multiples manifestations de l'arbitraire patronal.



Une garde-frontière polonaise du groupe de Visegrad (V4) à la frontière serbo-hongroise (18 septembre 2016).

Les idées de lutte de classe sont susceptibles de tomber sur un terrain aussi fertile qu'au temps de Marx ou de Lénine, tout simplement parce qu'elles correspondent à une réalité que les travailleurs vivent tous les jours. Encore faut-il les exprimer et transmettre le vaste capital politique accumulé par le marxisme révolutionnaire, tiré des luttes de générations de travailleurs!

C'est le rôle qui devrait être celui des organisations commu-

nistes révolutionnaires, leur raison d'être afin que chaque lutte importante de la classe ouvrière bénéficie des expériences des luttes précédentes.

C'est justement le fond du problème de nos jours. Ce que Trotsky exprimait en affirmant, dans le *Programme de Transition*: « La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. »

Ce qui unissait les généra-

tions des communistes révolutionnaires, de Marx à Trotsky en passant par Lénine, Rosa Luxemburg et tant d'autres, c'est la conviction qu'une fois débarrassée des chaînes du capitalisme, l'humanité reprendrait sa marche en avant, mais aussi la conviction que la seule force sociale capable de cette transformation historique fondamentale est le prolétariat.

Le marxisme a toujours été et reste aujourd'hui la seule façon scientifique de comprendre le fonctionnement de la société et de ses ressorts. La seule aussi qui non seulement permet d'appréhender le monde, mais aussi de le transformer. Il reste le seul humanisme de notre époque.

« Il appartient aux générations à venir de renouer avec les traditions du communisme révolutionnaire, avec ses combats du passé, avec ses expériences. Partout, se pose le problème de reconstruire des partis communistes révolutionnaires, et c'est en cela que cette question se confond avec la renaissance d'une Internationale communiste révolutionnaire », avons-nous ainsi résumé les tâches de notre génération de révolutionnaires lors de notre congrès de mars dernier.

« Personne ne peut prédire comment, à travers quel cheminement, les idées communistes révolutionnaires pourront retrouver le chemin de la classe ouvrière, classe sociale à laquelle elles étaient destinées au temps de Marx puis de Lénine et Trotsky et qui aujourd'hui encore est la seule qui peut, en s'emparant de ces idées, les transformer en une explosion sociale capable d'emporter le capitalisme ».

La nécessité demeure la même depuis que Trotsky a écrit le *Programme de Transition*. Nos tâches en découlent.

1<sup>er</sup> novembre 2016



## Les élections présidentielle et législatives de 2017

### LA SITUATION POLITIQUE

Depuis plus d'un demi-siècle, avec l'établissement de la V<sup>e</sup> République, les campagnes électorales et particulièrement l'élection présidentielle se sont organisées autour d'un duel gauche/droite. La pous-

sée continue du Front national depuis 2012 et l'impopolarité actuelle de Hollande et du Parti socialiste après quatre ans de pouvoir ont changé la donne.

Quelles que soient les configurations et l'identité des candidats de droite et de gauche, le FN est donné présent au second

tour dans tous les sondages. Selon toute vraisemblance, le PS sera éliminé dès le premier tour, et le deuxième tour opposera un candidat de droite à la candidate du Front national. Le candidat du PS pourrait même être dépassé par Mélenchon, que certains sondages donnent mieux placé que Valls ou Hollande.

À six mois de l'élection, il peut se passer encore bien des choses. La personnalité des candidats et les aventures individuelles peuvent perturber la mécanique huilée des grands partis. Mais la droitisation de la vie politique, qui s'exprime dans la tonalité très réactionnaire de ce début de campagne, est une tendance de fond qui profitera à la droite et au Front national.



Lors de la manifestation nationale du 14 juin 2016 contre la loi travail : les travailleurs n'ont rien à attendre ni à gauche ni à droite.

### LA DROITE

Le Parti socialiste est tellement déconsidéré que le vainqueur de la primaire de droite, inconnu à l'heure où nous écrivons, a toutes les chances de devenir président de la République. Que ce soit Juppé ou Sarkozy, cela ne fait aucune différence pour les travailleurs. Sarkozy s'adresse au cœur des militants de son parti et à la frange qui lorgne vers le FN, quand Juppé parie sur le rassemblement de la droite et du centre. Mais, au pouvoir, ils gouverneront avec les mêmes hommes et surtout pour les

mêmes intérêts, ceux du grand patronat.

Des électeurs de gauche seraient prêts à voter pour Juppé à la primaire de droite, pour éviter un duel Sarkozy-Le Pen au second tour. Par avance, ils se préparent donc à élire Juppé. Cela mesure le niveau de dépolitisation et de résignation auquel mènent l'électoratisme et l'illusion du vote pour « le moins pire ».

Juppé ne cache pas vouloir relever l'âge de la retraite à 65 ans. Il veut porter la durée hebdomadaire du travail à 39 heures. Il veut réduire les dépenses publiques de 85 milliards d'euros, notamment en supprimant 300 000 emplois de fonctionnaires. Il veut supprimer l'ISF, réduire l'impôt sur les sociétés et... augmenter la TVA. Il mènera la guerre à la classe ouvrière tout aussi brutalement que Sarkozy. Il l'a montré lorsqu'il était Premier ministre. Et quand bien même il ne tiendrait pas le discours aussi provocateur à l'égard des immigrés ou des musulmans que Sarkozy, il contribuera à renforcer les idées réactionnaires. Une fois au pouvoir, il cherchera à instrumentaliser les peurs et les préjugés, comme Hollande lui-même l'a fait en brandissant la déchéance de nationalité.

Ni Sarkozy ni Juppé ni Fillon n'ont pris le risque de se lancer dans une guerre fratricide risquant de compromettre la victoire quasiment assurée de leur parti. En sera-t-il de même quand le vainqueur de la primaire aura été désigné? Les perdants rentreront-ils dans le rang? Nous le saurons dans les semaines à venir.

## LE FRONT NATIONAL

Avec 27 ou 28% dans les sondages, le Front national est quasiment assuré d'être au second tour. Rappelons qu'il a totalisé

6 millions de voix (27,7 %) au premier tour des élections régionales en décembre 2015, et 6,8 millions de voix au second tour, après avoir déjà obtenu 25% des voix aux élections européennes de 2014. La poussée électorale des partis qui se revendiquent des idées réactionnaires n'est pas propre à la France, on la constate dans presque tous les pays. Lorsqu'elle ne s'incarne pas dans des partis d'extrême droite, elle prend le visage des populistes du genre de Trump aux États-Unis, ou de Beppe Grillo en Italie.

La montée des idées racistes, le repli sur soi et le rejet de l'autre sont les produits des conditions objectives: la crise économique, le chômage de masse et la dégradation des conditions d'existence des classes populaires, mais aussi les guerres, les menaces terroristes. En exprimant tout haut les préjugés les plus crasses, l'extrême droite les amplifie et les aggrave. Ni les arguments ni les bons sentiments ne peuvent contrebalancer cette réalité et inverser le courant réactionnaire. Seules une reprise des luttes de la classe ouvrière et sa présence sur le terrain politique peuvent opposer aux idées réactionnaires et aux préjugés stupides véhiculés par la bourgeoisie décadente et son personnel politique les valeurs de la seule classe sociale susceptible d'offrir à la société une autre perspective que le maintien du capitalisme.

Sur le plan électoral, le courant réactionnaire profite d'abord et avant tout au FN. D'abord parce qu'en matière de xénophobie et de racisme le FN n'a plus de preuves à faire: il est, depuis toujours, le chantre du nationalisme et de l'immigration zéro. Et puis, surtout, parce que le pouvoir a usé la droite et complètement discrédité la gauche dans les classes populaires, en montrant que

l'alternance gauche/droite n'était qu'illusion. Le FN, qui n'a jamais été associé au pouvoir, peut se présenter comme un recours.

Au lieu d'exploiter la faillite des partis parlementaires pour dénoncer la république et aspirer à son renversement, comme l'extrême droite française des années 1930, le FN se réclame – en tout cas pour le moment – des institutions républicaines et compte sur les élections pour accéder au pouvoir. En expliquant que « *le clivage n'est plus entre la gauche et la droite mais entre ceux qui croient en la nation et ceux qui n'y croient pas* » (Philippot, RMC, 28 octobre 2016), le FN se pose comme la nouvelle alternance politique et contribue à sauver le système discrédité de la démocratie bourgeoise.

Alors que dans plusieurs pays européens l'extrême droite, ou la droite extrême, est associée au pouvoir depuis plusieurs années, la mise à l'écart du FN s'explique par le cordon sanitaire que la droite gaulliste a instauré contre les nostalgiques de Pétain et de l'Algérie française. Ses héritiers, le RPR et l'UMP, l'ont maintenu, et le parti Les Républicains continue, pour la simple et unique raison qu'il ne veut pas partager les places au pouvoir. Il joue toujours la comédie du FN « infréquentable », quand bien même il est le premier à en reprendre les idées les plus crasseuses.

De son côté, le FN fait tout pour se présenter comme un parti de droite respectable. Marine Le Pen a repeint la façade en mettant son père et fondateur du FN sur la touche. Elle pousse à l'arrière-plan les crânes rasés, les catholiques intégristes ainsi que les racistes incapables de tenir leur langue. En s'appuyant sur une jeune garde conduite par Philippot, elle a remplacé deux tiers des cadres départementaux et essaye de se

construire un appareil qui lui soit tout dévoué. Mais le FN reste hétérogène. Comme le montrent les différends réguliers qui semblent l'opposer à sa nièce, comme en atteste la démission de 28% des élus FN depuis les élections municipales, Marine Le Pen est loin d'avoir construit un appareil qui applique sa politique actuelle.

Le FN compte toujours parmi ses membres un noyau de nostalgiques des méthodes fascistes, qui rêvent de régler leur compte aux immigrés et d'en découdre avec la gauche et les organisations ouvrières. Mais, pour que leur politique s'impose, il faudrait une tout autre situation. Il faudrait une radicalisation sociale qui pousserait des catégories petites-bourgeoises à se mobiliser dans la violence.

Pour l'heure, la politique du FN est banalement électoraliste et ses succès électoraux ne peuvent que le conforter dans ce sens. Si le FN est bien au second tour de la présidentielle, comme en 2002, on entendra, de la part du PS mais aussi de la droite, qu'il faut faire « barrage au fascisme ». Ce sera, comme en 2002, une supercherie électorale.

La démagogie actuelle du FN suffit pour en faire un des ennemis les plus dangereux des travailleurs. En alimentant les préjugés racistes et les peurs, il divise les travailleurs, attise le communautarisme, aggrave le recul de la conscience de classe.

« Faire barrage » à l'influence du FN dans la classe ouvrière, est une nécessité. Mais ce n'est pas une question électorale et de combinaisons politiciennes, c'est une question militante sur la base de la perspective politique propre à la classe ouvrière, celle du renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Croire que voter pour le personnel politique traditionnel de la bourgeoisie peut nous protéger du FN est une illusion. Au

pouvoir, la gauche et la droite n'ont fait que le renforcer. Elles se couchent déjà devant le FN et ses idées en n'hésitant pas à les mettre en œuvre elles-mêmes, que ce soit dans leur politique vis-à-vis des migrants ou en matière sécuritaire. Le Pen n'est pas au pouvoir, mais une partie de son programme est appliquée.

Sans être au pouvoir, le FN pèse sur toute la vie politique, et sans même être entré de plain-pied dans la campagne, c'est lui qui en donne le ton. Le Pen se contentera d'appuyer sur le fait qu'elle n'a jamais gouverné et elle engrangera les fruits de la démagogie sécuritaire et anti-immigrée de tous les autres candidats. Quant à ses propres engagements sociaux et économiques, elle continuera de faire le grand écart pour concilier petits et grands patrons, patrons et ouvriers, ouvriers et chômeurs.

On ne mesurera les conséquences de la poussée du FN qu'à l'issue des législatives. Le scrutin majoritaire conduira à sa sous-représentation à l'Assemblée, mais combien de députés décrochera-t-il ? 10, 20, 50 ? Y aura-t-il ici et là des arrangements entre amis de droite et du FN ? Est-ce que la droite obtiendra une majorité nette ou aura-t-elle besoin de nouer des alliances ? Les dirigeants du FN n'aspirent qu'à s'intégrer dans le système. La bourgeoisie n'a pas d'opposition de principe à cela, même si elle préfère s'en remettre à un personnel politique qu'elle connaît bien. Mais la droite et le système politique dans son ensemble sauront-ils digérer sans crise l'arrivée du FN dans le jeu institutionnel ? L'avenir nous le dira.

## LE PARTI SOCIALISTE

Le PS est en crise ouverte. Cette crise recouvre d'abord

et avant tout la crise du réformisme. La crise du capitalisme et les exigences patronales sapent les bases d'une politique réformatrice de gauche. Toute tentative de redistribution et de justice sociale est vouée à échouer contre le mur de l'argent. Au cours de ses nombreuses confidences, Hollande a déclaré qu'« *il n'avait pas eu de bol avec le chômage* ». La légèreté de cette expression souligne sa désinvolture et son mépris envers les chômeurs. Mais elle exprime aussi une part de vérité. Tout président de la République qu'il soit, Hollande ne maîtrise pas la crise de l'économie capitaliste, il la subit. Gouvernant pour le compte de la bourgeoisie, son rôle se limite à prendre des mesures qui la favorisent.

La loi travail et la décision du gouvernement de passer en force, le chômage, les fermetures d'entreprises et les plans de suppression d'emplois ont achevé de discréditer le pouvoir socialiste dans les classes populaires. Le rejet de Hollande, voire la haine du PS s'expriment plus que jamais.

Dans *Le Monde* du 25 octobre, une journaliste bien informée décrit ainsi la situation : « *La peur de perdre, qui d'ordinaire pousse à serrer les rangs, ne jouera pas cette fois parce que tout le monde, à gauche, a déjà intégré la défaite.* » Elle ajoute : « *Le réflexe unitaire ne fonctionne plus. Le PS est arrivé à épuisement de sa survie.* »

Les premiers à parler du danger d'explosion du PS, de la pulvérisation de la gauche, sont les dirigeants du PS eux-mêmes. Jean-Christophe Cambadélis ne le cache pas : « *Chaque jour gagné* » sans explosion du PS est « *une victoire* » (interview donnée à Public Sénat en mai 2016). Tous ces dirigeants savent de quoi ils parlent. Leur parti a déjà affronté une telle situation. Après le gouvernement de Guy Mollet en 1956, la SFIO

s'est fractionnée, ne parvenant même pas à présenter de candidat à la présidentielle de 1965, et réalisant, en 1969, 5 % des voix avec la candidature de Defferre. À l'époque, c'est Mitterrand, un politicien extérieur à la SFIO, qui réussit à ressouder le parti et à le transformer en PS. Et c'est grâce à l'appui du PCF, qui avait de l'influence dans la classe ouvrière, que le PS se refit une crédibilité électorale dans les classes populaires.

Le PS ne peut plus compter sur le PCF pour lui apporter les voix des travailleurs, car celui-ci s'est discrédité dans cette affaire. Aux classes populaires, le PS n'a d'ailleurs plus rien à promettre d'autre qu'une politique antiouvrière moins violente que la droite. Qu'il reste uni ou non, le PS est donc condamné à se transformer pour trouver une nouvelle clientèle électorale.

Cette nécessité est défendue depuis des années par Valls. En avril 2008, dans un livre intitulé *Pour en finir avec le vieux socialisme... et être enfin de gauche !*, il écrit : « Parti socialiste, c'est daté. Ça ne signifie plus rien. Le socialisme, ça a été une merveilleuse idée, une splendide utopie. Mais c'était une utopie inventée contre le capitalisme du 19<sup>e</sup> siècle ! » En juin 2009, il réaffirme : « Il faut en finir avec la gauche passiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses. La seule question qui vaille, c'est comment orienter la modernité pour accélérer l'émancipation des individus. »

À en croire les confidences recueillies par les journalistes du *Monde* Lhomme et Davet, Hollande est, lui aussi, préoccupé depuis longtemps par cette nécessaire refondation. « Il faut un acte de liquidation. Il faut un hara-kiri », aurait-il déclaré en décembre 2015, imaginant

lancer un nouveau mouvement début 2016, capable de le porter à nouveau candidat en 2017. Il a manifestement échoué pour cela aussi.

Le PS se retrouve désormais dos au mur. L'enjeu pour lui n'est pas tant de gagner les élections que de se réserver un avenir. Et si Hollande n'a toujours pas jeté l'éponge, malgré tous les problèmes que cela pose au parti, c'est qu'il estime encore pouvoir être l'homme de cette tâche.

Ce qui se passera lors de cette campagne sera un moment décisif pour le PS. Il y aura d'abord le moment de la primaire. Pour sauver les meubles, ses dirigeants reporteront-ils leurs différends après l'élection, comme le souhaite Valls qui veut réunir les deux gauches qu'il estimait irréconciliables ? Va-t-on vers un éclatement du PS ? Si rassemblement il y a, autour de qui se cristallisera-t-il ? Valls ? Hollande ? Montebourg ?

Mais tout aussi important sera la gestion du second tour et ce que fera le PS en cas de duel droite-FN, que ce soit à la présidentielle ou aux législatives. Le « front républicain », auquel a systématiquement appelé le PS dans les derniers scrutins, va-t-il ouvrir la voie à un gouvernement d'union nationale réunissant la droite et le PS ? Va-t-il accélérer la recomposition politique en ouvrant la perspective d'un parti « ni gauche ni droite », comme en rêve un Macron ?

Il y a un an, commentant les conséquences des élections régionales, nous écrivions : « Nul ne peut prévoir pour le moment combien de temps le tripartisme – en réalité, une nouvelle variante de bipartisme tant que la droite s'oppose à intégrer le FN dans ses combinaisons gouvernementales – pourra fonctionner. Mais son fonctionnement ne laissera d'autre choix à l'électorat populaire qu'entre la droite, flanquée ou pas d'une gauche

droitisée, et l'extrême droite.

*Devant les grandes manœuvres engagées aussi bien à droite qu'à gauche, on ne peut même pas écarter l'hypothèse que le nouveau bipartisme prenne une forme concrète. C'est manifestement, à gauche, l'orientation politique d'un Valls, qui trouve du répondant à droite du côté de Raffarin et aussi de Bertrand, qui vient d'accueillir chaleureusement Hollande qui, de son côté, a choisi de lui réserver la première de ses visites aux présidents de région nouvellement élus.*

*En somme, il s'agit du rêve d'un grand parti comparable au Parti démocrate aux États-Unis. Ce serait une façon de liquider définitivement tout lien même lointain et formel d'un des partis de l'alternance avec le mouvement ouvrier.»*

Le rêve continue à hanter les dirigeants du PS. Du rêve à la réalisation, il y a cependant une marge. Pour des partis électoralistes, les débâcles électorales sont plus propices aux scissions et au morcellement qu'aux transformations.

De son lointain passé lié au mouvement ouvrier, le PS ne garde plus que l'étiquette socialiste. Même de par sa composition sociale, feu la SFIO devenue PS n'est plus un parti ouvrier, pratiquement depuis la Deuxième Guerre mondiale. Politiquement, il ne représente plus les intérêts de la classe ouvrière depuis la faillite de son ancêtre lors de la Première Guerre mondiale.

L'abandon de son étiquette socialiste mettrait un point final à un siècle de faillites et de trahisons.

## LA POLITIQUE DU PCF

En 2012, le PCF avait soutenu Mélenchon au premier tour et appelé à voter Hollande au second. Cette fois-ci, sa direction est partagée : à peine Pierre

Laurent rendait publique sa proposition de soutenir Mélenchon, que la conférence nationale annonçait qu'il n'en était pas question. La décision ne sera prise qu'après un vote plus large des militants.

55% des votants de la conférence nationale se sont prononcés pour un candidat PCF... avec l'éventualité qu'il se retire si émerge un candidat unitaire. Une façon encore de repousser le choix définitif. Ces hésitations du PCF, et surtout celles de sa direction, sont significatives de la politique du parti et de l'impasse où elle mène.

La direction du PCF retardait son choix depuis six mois, se contentant d'afficher sa politique d'« unité de la gauche », en évoquant, à côté de Mélenchon, les noms de Montebourg ou Hamon. C'est que le PS a bien plus de choses à proposer au PCF que Mélenchon, qui n'a pas le même socle électoral dans les conseils municipaux, départementaux ou régionaux.

Mais, évidemment, le PCF n'a pas envie d'être associé à la débâcle du PS si ce dernier avait Hollande pour représentant à la présidentielle. Si, cependant, Hollande ne se représentait pas et si Montebourg, plutôt que Valls, sortait victorieux de la primaire socialiste, cela faciliterait les choses pour le PCF, en lui permettant de joindre l'utile des alliances avec le PS aux législatives, régionales et municipales, avec l'agréable de ne pas avoir à assumer l'héritage Hollande. Mais que de « si » !

Ni le timing ni le candidat du PS ne dépendent du PCF. Et le calendrier retenu par le PS pour sa primaire, comme la date tardive à laquelle Hollande est censé se dévoiler ne font pas les affaires du PCF, qui est complètement inaudible dans cette première phase de la campagne.

Le malaise dans les rangs du PCF pendant les mois d'atermoiements ne vient pas du caractère opportuniste et élec-

toraliste de sa politique. Les militants du PCF n'imaginent pas d'autre façon de faire de la politique qu'en essayant de peser de l'intérieur du système. Mais ils divergent sur la stratégie à adopter ou, plus exactement, sur qui soutenir. Beaucoup sont réticents à l'idée de soutenir Mélenchon, qui a affiché tout son mépris vis-à-vis du PCF et qui tente une aventure individuelle. Mais ils partagent une grande partie de ses positions politiques, à commencer par son souverainisme et sa dénonciation de Bruxelles et de Berlin.

Bien des militants en veulent à Pierre Laurent. Les plus virulents prennent souvent pour référence Marchais et le bon temps où le PCF était un grand parti flirtant avec les 25 %. Mais c'est justement dans ces périodes où le PCF avait l'oreille de la classe ouvrière qu'il a fait le plus de ravages. Autant dire que cette nostalgie ne les rapproche pas du tout des perspectives révolutionnaires.

Même si, à cette époque, le PCF était bien plus présent dans la classe ouvrière, s'il avait un rôle dirigeant dans la plupart de ses luttes, il avait abandonné depuis longtemps la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. Avant même de se mettre à la disposition de la bourgeoisie, comme il l'a fait pendant et après la guerre, il avait renié la classe ouvrière et ses intérêts politiques fondamentaux. D'où cette profonde méfiance du PCF à l'égard des travailleurs, inspirée à l'origine par la bureaucratie stalinienne mais qui aura été précieuse surtout pour la bourgeoisie, pour la préservation de l'ordre capitaliste.

## MÉLENCHON

En 2012, Mélenchon a présenté sa candidature en concurrence avec celle de Hollande.



Lors de la journée nationale contre l'austérité du 9 avril 2015, quand des militants du PCF espéraient ranimer le Front de gauche.

Depuis, il n'a cessé de se présenter comme l'opposant de gauche numéro 1. Budget, augmentation de la TVA, réforme des retraites, pacte de responsabilité, déchéance de la nationalité et loi El Khomri, il s'est saisi de tous les sujets.

Convaincu de s'être imposé comme l'alternative de gauche la plus crédible, Mélenchon a annoncé sa candidature dès février 2016, sans attendre d'être adoubé par quiconque. En pariant sur le ralliement forcé du PCF, Mélenchon a enterré le Front de gauche, ne se donnant même pas la peine de s'adresser aux militants du PCF, qui avaient fait sa campagne en 2012. Fort de cette indépendance, Mélenchon s'emploie désormais à élargir son électorat et, pour ce faire, il a façonné son nouveau personnage.

Le Mélenchon nouveau est d'abord le premier écologiste du pays. De la fin du nucléaire à la dénonciation de la malbouffe en passant par la sortie de l'alimentation carnée, Mélenchon espère toucher une fraction de l'électorat écologiste et petite-bourgeoise. Il ne se revendique plus du socialisme, mais de l'écosocialisme ou encore de l'écohumanisme !

Il est aussi celui qui prétend incarner une nouvelle façon de faire de la politique. Sa candidature ne serait pas celle d'un parti, mais celle d'un mouvement, le mouvement de la France insoumise, représentant 130 000 personnes qui ont appuyé sa candidature sur Internet. C'est d'ailleurs sur cette base qu'un millier de personnes ont été tirées au sort pour participer à la convention du mouvement les 15 et 16 octobre dernier et que 11 362 ont voté, par réseau social, pour choisir dix mesures emblématiques dans le programme de Mélenchon. Cette comédie cache mal que Mélenchon décide de tout. Son discours ressemble à celui de bien des politiciens sur la supposée

rencontre entre un homme et le peuple français. Mais c'est aussi une façon de pallier l'absence de parti, le Parti de gauche ne revendiquant que 8 000 adhérents, peu de militants et d'élus, après bientôt huit années d'existence.

Les 10 priorités retenues, parmi lesquelles « non aux traités transatlantiques », « abrogation de la loi travail », « règle verte », « sortie des traités européens », « planification écologique », « VI<sup>e</sup> République », sont significatives du public visé et touché par Mélenchon. Il s'agit d'un milieu altermondialiste, écologiste petit-bourgeois, qui s'ajoute à un milieu syndicaliste influencé depuis fort longtemps par les idées protectionnistes et souverainistes distillées par le PCF.

La campagne de Mélenchon, même si elle fait entendre la petite musique sociale du « partage des richesses », ne se fera pas sur le terrain des intérêts des travailleurs. Il n'y sera question ni de lutte de classe, ni d'exploitation, ni de la nécessité pour les travailleurs d'inverser le rapport de force avec le patronat pour sauver leurs conditions d'existence. Pire, sa campagne nationaliste, protectionniste, qui l'a amené à reprendre des propos dignes du Front national contre les travailleurs détachés « *qui volent le travail des travailleurs d'ici* », contribuera un peu plus à obscurcir la conscience de classe des travailleurs.

Nous verrons si les scores promis par les sondages se maintiendront une fois connu le candidat du Parti socialiste. Dans tous les cas, il a peu de chances de s'inviter au second tour et ce n'est pas son principal objectif. Mélenchon veut se présenter comme l'homme providentiel aux yeux d'une partie de la gauche et faire un score suffisamment attractif pour tenter une OPA sur une partie du PS.

L'intérêt politique des travailleurs n'est sûrement pas que renaisse un PS qui se réfère au mouvement ouvrier et en brandisse quelques valeurs pour continuer de les tromper. Mais ce n'est même pas le projet de Mélenchon. Écologie, souverainisme, changements institutionnels : Mélenchon s'écarte de plus en plus du capital politique propre au mouvement ouvrier.

## NOTRE CAMPAGNE

Notre but dans cette campagne est d'appeler à un vote de classe et de conscience ouvrière. Nous participons à ce combat politique pour que s'affirme un camp, qui a une politique, un programme, des perspectives qui lui sont propres, à l'opposé de celles du patronat et de ses serviteurs politiques. Alors que certains veulent faire campagne sur l'identité nationale, chrétienne et même « gauloise », nous voulons mener une campagne sur l'identité de travailleur et d'exploité, sur les intérêts politiques et les luttes qui en découlent.

Nous sommes les seuls à vouloir faire campagne sur les idées de la lutte de classe.

Ce n'est évidemment pas le cas de Mélenchon, qui non seulement ne représente ni de près ni de loin les intérêts des travailleurs mais qui ne le prétend même pas. La fraction de l'électorat populaire qui est dégoûtée par la politique de Hollande-Valls, qui veut marquer son opposition à cette politique mais montrer en même temps qu'elle reste de gauche, se portera pour une large part sur Mélenchon. Il en est ainsi surtout dans les milieux syndicalistes, y compris parmi ceux, ex-militants ou sympathisants du PCF, qui se sont éloignés du parti mais qui restent actifs sur le plan syndical. Même parmi ceux qui se retrouvent dans « le camp des travailleurs », beau-

coup voteront pour Mélenchon. Les uns, la majorité, parce qu'ils en partagent les positions réformistes. Quelques autres aussi parce qu'il apparaît plus crédible que Lutte ouvrière. C'est à des électeurs de Mélenchon que nous serons de fait le plus souvent confrontés.

Mais nous ne nous présentons pas contre Mélenchon. Nous nous présentons au nom d'une tout autre perspective.

Que ceux qui partagent les perspectives de Mélenchon votent pour lui, c'est dans l'ordre des choses. Mais auprès de ceux qui, tout en étant attirés par la crédibilité de Mélenchon, se sentent dans le camp des travailleurs, il faut argumenter en montrant que le vote Mélenchon n'exprimera pas du tout cette appartenance au camp des travailleurs.

Dans le même ordre d'idées, à ceux qui se sentent communistes, quel que soit le sens qu'ils donnent à ce mot, mais qui sont dégoûtés par la politique du PCF, son suivisme par rapport au PS ou à ses dérivés, il faut dire qu'ils ne peuvent pas exprimer leur conviction communiste par le vote Mélenchon. Ce dernier ne se revendique pas du communisme.

C'est à eux de choisir : à quelle préoccupation donnent-ils la priorité ? Quelle identité veulent-ils exprimer par leur vote ? Que l'idée leur plaise ou non, exprimer son appartenance au camp des travailleurs et son adhésion aux perspectives communistes ne peut se faire, sans ambiguïté, que par le vote pour Nathalie Arthaud.

L'axe choisi par le NPA n'est pas davantage le camp des travailleurs. Comme le montrent les différentes interventions de Philippe Poutou ou d'Olivier Besancenot, le NPA se refuse d'utiliser un langage de classe et de centrer ses interventions sur les intérêts et les luttes des travailleurs. Ainsi le NPA s'appuie pêle-mêle sur

toutes les mobilisations qui existent, le mouvement contre la loi El Khomri, la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou celles dénonçant les violences policières. Il essaye de surfer sur le rejet des politiciens pour mettre en avant les mots d'ordre de déprofessionnalisation de la vie politique, du non-cumul des mandats. Toutes choses qui ne peuvent pas faire avancer la conscience de classe.

La conscience de classe n'est cependant pas suspendue en l'air. Elle doit se concrétiser dans une politique correspondant à la nécessité de la situation du point de vue des intérêts de la classe ouvrière.

Nous reprendrons dans notre campagne le programme qu'il serait nécessaire pour les travailleurs de mettre en avant par rapport à la crise et ses conséquences. Ce programme, nous cherchons à le populariser sous des formes diverses depuis la crise de l'économie capitaliste, c'est-à-dire depuis bien longtemps. À l'élection présidentielle de 1995, Arlette Laguiller parlait de « *plan d'urgence pour les travailleurs et les chômeurs* ». Bien que l'urgence soit restée la même depuis vingt ans, il serait aujourd'hui dérisoire d'utiliser la même expression. Mais il s'agit toujours de la défense des intérêts matériels et politiques des travailleurs dans le contexte de la crise de l'économie capitaliste.

Nous réaffirmerons, comme nous le faisons depuis des années, que pour empêcher la grande bourgeoisie de faire payer aux travailleurs la crise de son économie, il faut imposer à la bourgeoisie et à son personnel politique :

– l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, pour éliminer le chômage,

– des salaires et des retraites décents et garantir leur pou-

voir d'achat par leur augmentation automatique au rythme des hausses de prix,

– la suppression du secret des affaires, pour dévoiler les arnaques des banquiers et les choix criminels des grands actionnaires qui préfèrent licencier et augmenter le chômage plutôt que d'écorner leurs profits.

Il faut montrer dans notre argumentation que toutes ces exigences sont dictées par le simple bon sens, dès lors que la préoccupation est de préserver de la déchéance matérielle et morale la principale classe productive de la société.

Mais ce « simple » bon sens ne peut être partagé par aucun homme politique qui reste sur le terrain du capitalisme, c'est-à-dire qui n'imagine pas gouverner autrement que dans l'intérêt de la bourgeoisie.

Appeler les travailleurs à mettre en avant leurs intérêts de classe et à mener le combat politique contre les vrais responsables du chômage, de la précarité et des bas salaires que sont les capitalistes ; les avertir contre tous les démagogues qui cherchent à diviser les travailleurs et les dévier de leur propre combat : ce sera le leitmotiv de notre campagne.

Nous ne convaincrions que les travailleurs les plus combattifs et les plus conscients. Dans le contexte d'aujourd'hui, ils ne seront pas nombreux. Nous ne convaincrions d'ailleurs pas plus facilement les abstentionnistes que les autres, car l'abstentionnisme recouvre bien souvent un électoralisme indéfectible. Il faut cependant garder l'objectif de convaincre, ne serait-ce que pour pousser les discussions le plus loin possible.

En l'absence de luttes collectives et de confiance dans la capacité des travailleurs à se battre, l'immense majorité ne voit des possibilités de chan-



Face au leurre d'un capitalisme sans crise, faire entendre le camp des travailleurs.

gement que par les élections, malgré l'écœurement et le dépit vis-à-vis des politiciens. Et nos idées ne peuvent que rester minoritaires. Minoritaires, nous le resterons jusqu'à la révolution elle-même. Et ce fut le cas de tous ceux qui ont combattu les oppressions, l'esclavage, la colonisation, jusqu'à la révolte collective de leur camp.

Ces idées correspondent aux intérêts objectifs et aux luttes nécessaires que les travailleurs devront mener. C'est d'ailleurs pourquoi, si nous n'avons aucune crédibilité électorale, là où nous sommes présents, nous avons une crédibilité militante. Cette crédibilité, nous l'avons gagnée dans les entreprises en prenant toute notre place de militants ouvriers. Participer aux élections et défendre notre politique sans varier d'un iota, sans céder aux vents contraires, fait partie du combat politique pour

montrer que les problèmes essentiels ont leurs racines dans l'organisation capitaliste de la société. C'est cette crédibilité politique qui comptera pour les combats à venir.

Les grèves, les mobilisations sociales et les révolutions ne suivent pas les scores électoraux. Elles obéissent à d'autres lois bien plus profondes, celles de la lutte de classe qui est menée de plus en plus violemment par le patronat, celle de l'action des masses et du progrès de leur conscience. Et ces luttes peuvent se développer d'autant mieux que nos idées circuleront et seront présentes. Alors exprimons-nous et entraînon le plus de travailleurs possible à le faire avec nous.

Notre campagne ne visera pas seulement à exprimer ces idées, mais aussi à regrouper autour d'elles celles et ceux qui les partagent. Cela signifie

faire en sorte que cette campagne soit la leur. Pas seulement au sens de leur participation active pour propager nos idées, mais aussi pour les partager profondément, pour les assimiler.

La campagne électorale soulève plus ou moins clairement une multitude de problèmes concernant la marche de la société, les rapports entre les différentes classes sociales. Il faut que ceux qui se considèrent dans « le camp des travailleurs » acquièrent dans la campagne la conviction que notre perspective, le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, implique une politique cohérente.

C'est dans ce sens que la campagne électorale peut constituer un pas de plus dans la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

7 novembre 2016



De gauche à droite : Sam Johnson, Mary Anne Hering et Gary Walkowicz, candidats dans le Michigan.

## Interventions des groupes invités (extraits)

### États-Unis

La victoire de Trump, ce fief réactionnaire, ne devrait surprendre personne. Hillary Clinton a fait campagne en promettant « *de poursuivre les progrès réalisés par Obama* ». Mais quels progrès, et pour qui ? Depuis huit ans, les richesses se sont considérablement accrues mais 95 % d'entre elles ont profité à la classe capitaliste et aux autres couches les plus privilégiées. Clinton s'est vantée que le taux de chômage officiel avait baissé, mais la proportion de la population en âge de travailler qui a un emploi est plus faible qu'à l'arrivée d'Obama. Et les emplois que les chômeurs ont trouvés étaient des emplois à temps partiel, des emplois intérimaires ou des emplois très mal payés. Obama a poursuivi les efforts de Bush pour démanteler les écoles publiques, indispensables aux enfants des classes populaires. Obama a expulsé plus d'immigrés que Bush. Obama a mené les guerres commencées par Bush et il en a déclenché d'autres. Les jeunes qui ne trouvent pas de travail continuent à atterrir en prison ou à se faire tuer dans les rues. Les démocrates, qui n'ont fait que promettre une nouvelle assiette du même plat, ont ouvert grand la porte à Trump.

Trump a déclaré : « ça ne va pas », et beaucoup de travail-

leurs ont voté pour lui. La plupart des travailleurs qui ont voté pour Trump sont peut-être blancs, mais ce ne sont pas les seuls. Près d'un tiers des hispaniques ont voté pour lui. Les travailleurs noirs ont été plus méfiants, mais une grande partie d'entre eux n'ont pas voté. Ce qui a le plus touché les travailleurs, ce sont les promesses qu'il a faites sur les emplois, et il en a été prodigue. Beaucoup, si ce n'est la majorité, de ceux qui ont voté pour Trump ne sont pas vraiment d'accord avec son racisme affiché, sa xénophobie et sa misogynie. Mais ils ont pensé pouvoir faire avec. La réalité, c'est que cela les a marqués. Et les antagonismes que Trump a exacerbés pendant la campagne ne sont pas près de disparaître.

Voilà encore une conséquence du fait qu'il n'existe pas aux États-Unis de parti de la classe ouvrière, reconnu comme tel, et qu'il n'y en a plus depuis près d'un siècle. Un démagogue bigot, vomissant une sorte de nationalisme populiste, a semé des graines empoisonnées au sein de la classe ouvrière. (...) Telle est la situation dans laquelle nous nous sommes trouvés cette année.

Après avoir présenté, en 2014, des candidats individuels, sans l'étiquette d'un parti, nous avons pensé qu'il serait utile de

se présenter en tant que parti, et de défendre concrètement l'idée que la classe ouvrière a besoin de son propre parti. Des travailleurs en relation avec The Spark ont milité pour présenter aux élections dans le Michigan un nouveau parti du nom de Working Class Party (Parti de la classe ouvrière).

Mais pour pouvoir se présenter en tant que parti aux élections dans cet État, il faut obtenir près de 31 000 signatures de personnes inscrites sur les listes électorales dans le Michigan, qui affirment vouloir ce parti et inscrivent leur nom et adresse. (...) Nous avons décidé d'essayer, et estimé que même si nous ne réussissions pas, nous aurions défendu une idée importante.

De la mi-janvier à la mi-juillet, nous avons été dans la rue pour demander aux gens leur signature. Bien sûr, nous avons demandé aux gens autour de nous de signer, ainsi que de faire signer autour d'eux ; à nos collègues de travail, nos familles, nos amis ; aux serveurs des bars et des restaurants que nous fréquentons régulièrement. Certains d'entre nous ont demandé aux employés du pressing, à leur coiffeur, et même à leur dentiste. Mais ce n'était pas assez, pas du tout.

Dans la rue, nous avons par-

fois commencé par un long discours. Mais assez vite, nous avons compris que le plus simple était le plus efficace : « *Nous avons besoin de votre signature pour qu'un parti de la classe ouvrière puisse se présenter aux élections.* » Dans certains cas, cela entraînait une longue discussion. Mais, très vite, les gens ordinaires étaient prêts à signer. « *La classe ouvrière a besoin de son propre parti, nous n'en n'avons pas.* » Cette simple phrase provoquait une réponse dans les quartiers populaires. Dans des lieux comme Ann Arbor, une ville prospère organisée autour de l'une des grandes universités, beaucoup moins de personnes étaient prêtes à signer, et un bon nombre nous ont dit ouvertement qu'ils n'étaient pas d'accord. Parfois des responsables syndicaux argumentaient que nous avions tort, car nous allions prendre des voix aux démocrates.

Mais quelques personnes, rencontrées lors d'activités militantes, ont pris une pétition et nous l'ont rapportée avec des signatures. De plus rares personnes sont restées pour faire signer, à côté de nous, pendant quelques minutes. Et quelques juges amicaux nous ont conseillé des endroits où aller car eux aussi collectaient des signatures pour pouvoir se présenter<sup>1</sup>.

Il semble que nous soyons allés presque partout : à un festival de la fraise organisé par une Église, à un feu d'artifice organisé par la municipalité, sur des marchés populaires. Nous sommes allés à un défilé du 4-Juillet, où les gens qui attendaient discutaient avec nous, signaient la pétition et ramenaient d'autres personnes pour signer. Nous nous sommes mis devant des tribunaux où les gens viennent payer leurs amendes, devant des bâtiments officiels où les gens viennent chercher leur permis de

conduire et leur carte grise, des personnes nouvelles chaque semaine. Et comme il y a eu partout des suppressions de personnel, les files d'attente étaient souvent très longues, les gens étaient en colère et prêts à discuter. Nous sommes allés devant les entreprises si elles avaient une entrée donnant sur la rue. Légalement, il fallait rester sur l'espace public. (...) Dans les petites villes, loin des grandes cités, nous avons fait du porte-à-porte.

Au début, certains d'entre nous ont pu penser que la récolte des signatures était une dépense d'énergie obligatoire, dont il fallait se débarrasser au plus vite pour faire « la vraie campagne ». Mais très vite, il est apparu que ces six premiers mois pouvaient bien être le cœur même de la campagne. La récolte des signatures a été l'occasion de soulever un problème qui s'est révélé évident lors de la campagne présidentielle de cette année, à savoir que personne ne parle des problèmes auxquels la classe ouvrière est confrontée, de son propre point de vue de classe. Et à partir de ce que les gens nous répondaient, nous comprenions que l'idée que la classe ouvrière devait avoir son propre parti semblait totalement évidente, même si peut-être pas immédiatement réalisable.

Nous portions des badges rouges Working Class Party. Nous les avons ensuite portés en permanence, suscitant ainsi des discussions et des signatures, même quand nous n'en cherchions pas. (...) Oui, nous avons fait des efforts pour récolter ces signatures, mais finalement nous les avons obtenues parce que l'idée d'un parti de la classe ouvrière a touché les gens. Nous exprimions le désir, ressenti par beaucoup de travailleurs, d'avoir leur propre parti.

Au même moment, à Baltimore dans le Maryland, notre camarade David Harding s'est présenté aux élections comme conseiller municipal, et a obtenu 500 signatures et 8,3% des voix.

Dans le Michigan, nous avons dû attendre six semaines pour savoir si nos pétitions étaient acceptées. Mais nous avons du travail. Nous avons organisé une convention pour choisir nos candidats. Il s'agit d'une obligation légale, mais cela nous a servi à réunir les gens qui avaient participé à la collecte des signatures et la plupart d'entre eux sont venus. Nous y avons aussi défini nos axes de campagne, en affirmant clairement qu'ils étaient basés sur la campagne de 2014.

Les candidats du Working Class Party se sont exprimés lors de la fête annuelle de Spark sur les idées que nous mettrons en avant dans la campagne, et d'abord la nécessité pour la classe ouvrière d'être organisée politiquement.

Lorsque les autorités ont annoncé le 22 août que le Working Class Party était autorisé à présenter des candidats, elles remarquèrent aussi nos cinquante mille signatures. Ce nombre suscita un intérêt, et nous a permis d'avoir une interview bienveillante sur une radio qui émet sur tout l'État – ce fut l'une des seules. Finalement cette unique interview a convaincu trois personnes de faire campagne, dans des endroits où nous n'existons pas. L'une d'entre elles s'est arrangée pour que notre candidate participe à un forum à Battle Creek. Ce forum fut retransmis ensuite sur une chaîne de télévision locale et nous l'avons également posté sur notre site Internet.

L'annonce des autorités a été reproduite dans quelques journaux locaux de petites villes où

<sup>1</sup> De nombreux juges sont élus aux États-Unis.

nous ne connaissons personne. Ils y ont ajouté des informations glanées sur le site et ont écrit des articles favorables à ce parti nouveau aux élections. Nous ne savons pas s'il y en a eu d'autres, car nous n'avons appris l'existence de ces articles qu'à la fin octobre alors qu'ils furent écrits en août.

Les grands médias nous ont ignorés. Ce que nous avons obtenu le fut grâce à notre milieu. Un vieux copain d'école d'une connaissance de Detroit nous a interviewés sur une radio publique avec cette annonce : « *Cent ans après, un parti de la classe ouvrière émerge.* » C'est plus que grandiose par rapport à ce que nous sommes, car cela faisait référence à Eugene Debs, militant révolutionnaire socialiste et candidat à l'élection présidentielle entre 1900 et 1920, mais cela exprimait un sentiment parmi les travailleurs, à savoir que leur classe avait été exclue de la scène politique.

Pendant les neuf semaines de la campagne officielle, nous sommes allés dans le même genre d'endroits que durant la collecte de signatures. Nous avions alors des tracts, avec la photo des candidats et une simple déclaration que la classe capitaliste, dans sa quête de profits, avait volé les richesses dont l'ensemble de la société a besoin et que la classe ouvrière doit reprendre ; que la classe ouvrière a la capacité et le pouvoir, quand elle se mobilise, de répondre à tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Nous insistions sur l'idée que nous avons besoin de toutes nos forces pour lutter, nous ne pouvons pas laisser les politiciens nous diviser. Nous avons

dit que les élections ne peuvent pas changer notre situation, mais qu'on peut les utiliser pour montrer que nous en avons assez des deux partis ; que nous voulons notre propre parti, un parti qui exprime nos intérêts de classe, séparés et distincts des deux autres classes.

Nous donnions des cartons qui pouvaient servir de pense-bêtes avec le nom des candidats, leur photo, un appel à voter pour eux et l'affirmation que la classe ouvrière a besoin de son propre parti. (...)

Pour finir, quelques mots sur nos résultats. Des camarades de LO ici nous ont dit avoir été surpris du nombre de votes que nous avons obtenus. Nous espérons 35 000 voix, largement assez pour garder le droit de nous présenter à nouveau. Au final, Mary Anne Hering, notre candidate pour tout l'État, a obtenu presque 225 000 voix, plus que n'importe lequel des candidats des quatre autres petits partis qui se présentaient à cette élection comme depuis des décennies. Près de 40 % de nos voix viennent des quatre grands comtés entourant Detroit, 40 % encore de seize autres comtés, la plupart urbanisés, où nous avons fait campagne. Mais les 20 % restants viennent des 63 autres comtés où nous ne sommes jamais allés, où nous ne connaissons personne. En fait c'est dans ces petits comtés que Mary Anne a obtenu ses meilleurs pourcentages, plus de 4 %, même si cela ne fait pas beaucoup de voix. Ce sont des comtés semi-ruraux où de petites usines ont fermé, dont presque tous les habitants sont très pauvres. Ils ont voté pour le seul nom du parti.

Les résultats de Gary Walkowicz et de Sam Johnson, dont le bulletin de vote portait le nom du Working Class Party sous le leur, sont aussi significatifs. Sam a plus que doublé son score de la dernière fois. Dans quelques villes ouvrières proches de Detroit et incluses dans sa circonscription, il a obtenu jusqu'à 6,5 %. Mais Gary a obtenu moins de 1 % dans la partie de sa circonscription qui comprend « Ann Arbor la prospère », empêchant son total de rejoindre celui de Sam, bien que Gary ait presque doublé son nombre de voix.

Il est clair que nous avons eu des votes de travailleurs qui, à la présidentielle, ont par ailleurs voté Clinton par peur de Trump. Mais nous avons eu aussi les votes de travailleurs qui ont voté pour Trump car ils en ont assez, et parce que Trump leur paraissait en dehors du système. Il semble qu'une partie de nos voix viennent de travailleurs qui en ont tout simplement assez, et qui cherchent une façon de l'exprimer.

Mais certains électeurs ont voté seulement pour nous. Dans le Michigan, il est possible de voter simplement pour un parti, sans mention des candidats individuels. Alors que ce vote n'est pas partout comptabilisé, le Working Class Party a eu quinze mille voix.

Le Working Class Party n'est peut-être qu'un parti électoral, une case sur un bulletin de vote, mais les votes prouvent qu'une partie de la classe ouvrière veut avoir sa propre organisation politique, basée sur ses intérêts de classe, même aux États-Unis.

## Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

Au début de l'année, nous avons parlé de la politique hypocrite pour l'Outre-mer du gouvernement Hollande, dite d'égalité réelle. Un projet de loi

a depuis été voté. (...) Soixante-dix ans après la loi qui faisait passer les Antilles, la Guyane et la Réunion de colonies à départements français, c'est tou-

jours le même subterfuge : bercer la population d'illusions et d'espoirs en lui faisant croire à l'égalité totale des droits avec la métropole. Il faut croire qu'on



**Les agents hospitaliers du CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes (Guadeloupe) en piquet de grève devant l'entrée, le 12 décembre 2016.**

a droit à une égalité nouvelle tous les soixante-dix ans !

En 1946 on nous parlait d'égalité tout court, en 2016, on nous parle d'égalité réelle. En 2046, on nous parlera peut-être d'égalité totale; et en 2116, d'égalité parfaite ?

La loi d'égalité réelle nous propose-t-elle de faire passer le chômage aux Antilles de 30 % à 10 % comme en France ? Non. C'est pourtant bien la plus importante discrimination sociale qui existe entre l'Outre-mer et la métropole. On nous parle de continuité territoriale, de nous faire obtenir des billets d'avion à prix réduits pour nous rendre aux funérailles d'un proche, d'aider les étudiants à obtenir des billets à prix réduits. Mais cela existe déjà. Bref on nous abuse avec des petits hochets. Car le but réel de la loi sur l'égalité réelle se trouve dans les 35 recommandations de Victorin Lurel, l'ex-ministre des Outre-mer, très proche de Hollande.

Le but, à plus ou moins long terme, est de supprimer les primes de vie chère : les 40 % des fonctionnaires, et les autres primes de 40 % à 15 % de vie chère que perçoivent certaines catégories de travailleurs du privé; c'est de supprimer l'abattement fiscal de 30 % aux Antilles, de créer un smic régional, c'est-à-dire plus bas, d'augmenter les taxes d'octroi

de mer qui renchériront le coût de la vie. Voilà ce qu'il y a, entre autres, derrière la loi sur l'égalité réelle : renforcer les inégalités. Si ce n'est pas les renforcer entre les DOM et la métropole, ce sera les creuser entre les classes sociales privilégiées et l'ensemble des travailleurs et des pauvres.

Le budget des Outre-mer de 2017 va tout à fait dans ce sens. Il est surtout axé sur les mesures en faveur du patronat. Le poste le plus important de ce budget reste celui des exonérations de cotisations sociales patronales, pour 1,033 milliard d'euros. Ainsi, plus de la moitié du budget des Outre-mer consiste en cadeaux au patronat. Le gouvernement a également validé le maintien des abattements applicables aux entreprises dans les zones franches d'activité. Cinq millions d'euros de fiscalités locales ne seront pas prélevés auprès des entreprises en 2017. (...)

Les dirigeants des assemblées locales en Guadeloupe et en Martinique relaient toute cette politique.

En Guadeloupe, le changement de présidence au conseil régional n'a été que de pure forme, même s'il a été un échec pour les socialistes hollandais. Le nouveau président, avec dans son sillage un conglomérat formé d'un peu de droite, d'un peu de gauche et d'un no-

table indépendantiste, n'a rien fait de mieux ni de pire que le précédent.

En Martinique, la nouvelle assemblée unique, la Collectivité territoriale de Martinique (CTM) aura bientôt un an d'existence. La majorité des élus de cette collectivité est constituée par ceux qui s'appellent « le camp des patriotes », c'est-à-dire des indépendantistes du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM), le Parti communiste martiniquais et d'autres petites formations. Les indépendantistes sont alliés dans cette collectivité à une partie de la droite, Les Républicains. Le patron de ces républicains, Yann Monplaisir, est un des plus importants capitalistes de Martinique.

Voilà la collectivité que les indépendantistes et l'écrivain Raphaël Confiant, leur scribe de service, qualifient d'historique. Mais elle n'est qu'une assemblée de gestionnaires de plus, dont la raison d'être est la volonté politique du gouvernement français d'un aménagement politico-administratif de l'impérialisme français dans ses Outre-mer.

Et là encore, cette collectivité, bien que qualifiée de martiniquaise, ne fait ni mieux ni pire que les précédentes (conseil régional et conseil général) dans lesquelles le Parti progressiste martiniquais de feu Aimé Césaire était majoritaire (le PPM se trouve aujourd'hui dans l'opposition). Il n'y a aucun changement véritable.

L'attitude des dirigeants indépendantistes de la CTM à l'égard des travailleurs dans la première année de leur mandat est celle de n'importe quel notable de droite ou de gauche. Elle est caractérisée par le mépris envers eux. Un exemple : les nouveaux dirigeants ont décidé de ne pas renouveler des dizaines de contrats des agents de la collectivité, ce qui a motivé la grève et les actions de

protestation de ces agents territoriaux en avril dernier. Les dirigeants de la CTM ont alors organisé avec leurs troupes une manifestation antigrévistas menaçante et musclée, traitant ces derniers d'agents de l'ancienne équipe. Mais face à la détermination des grévistes ils ont finalement accepté de prolonger les contrats jusqu'au 31 décembre. Le sort de plus de 100 agents reste donc en suspens.

Ce qui a surtout choqué les travailleurs de la CTM, c'est le mépris avec lequel les nouveaux notables les ont traités. Dans le cas de l'Afpa, l'Association de formation professionnelle pour adultes, si la précédente assemblée régionale avait déjà réduit fortement ses subventions, la mise à mort fut exécutée par la CTM; l'Afpa a été liquidée et 130 salariés se retrouvent sans emploi.

Dans son budget de 2017, pour faire face à la baisse des dotations de l'État, la CTM a décidé de majorer les impôts indirects, particulièrement injustes: taxe sur les carburants et octroi de mer. Mais taxer les fortunes des riches békés, il n'en est pas question. On le comprend: le deuxième pilier de la CTM n'est autre qu'un gros capitaliste local.

Plus réconfortantes sont les

luttés des travailleurs qui ont eu lieu depuis mars dernier dans les deux îles. Il n'y a pas eu de luttes offensives, d'envergure et générales, mais une longue série de grèves d'importance inégale. On peut compter en Martinique et en Guadeloupe pas moins d'une vingtaine de grèves de février à novembre dans chaque île. Il faut noter cette année plusieurs mobilisations des travailleurs agricoles sur les habitations bananières.

Quant aux manifestations contre la loi travail, elles ont été plus nombreuses en Martinique qu'en Guadeloupe, mais sont restées dans l'ensemble plus limitées qu'en France. Cependant, il est remarquable qu'on retrouve dans les luttes et dans les grèves toujours une petite minorité de travailleurs combatifs, qui ne lâchent rien et qui gagnent. Les grèves et mobilisations furent extrêmement minoritaires, à l'échelle du pays, mais souvent aussi à l'échelle de l'entreprise. Mais à chaque fois, la ténacité de ces minorités de travailleurs grévistes fut remarquable.

Parfois la victoire fut totale, parfois partielle. Mais dans tous les cas, les travailleurs ont pu obtenir des gains matériels. Quant au gain moral, il est évident. Dans la série des

grèves, qu'il serait trop long de citer, on peut retenir particulièrement celles de Fontaine Didier et de Casino Batelière en Martinique, du Crédit agricole en Guadeloupe, de Pôle emploi, du CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes. (...)

Du côté de nos jeunes camarades qui animent le journal lycéen et étudiant *Rebelle*, une campagne pour la création immédiate de 10 000 emplois a commencé.

La décision de faire cette campagne fait suite à l'augmentation énorme de la délinquance, de vols, de braquages, de crimes, commis par de jeunes désœuvrés. Oui, le chômage fait des ravages. Le délabrement des hommes que vous connaissez aussi en France est lié au délabrement général. Tout se dégrade.

Les services publics sont laissés à l'abandon. L'exemple le plus scandaleux, particulièrement en Guadeloupe, est le manque d'eau au robinet pour des milliers d'usagers. (...)

Nous aurons l'occasion de dénoncer tout cela lors des prochaines campagnes électorales. Nous avons déjà appelé à soutenir Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle. Et nous avons annoncé nos candidats pour les élections législatives.

## Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)

### L'OURAGAN MATTHEW

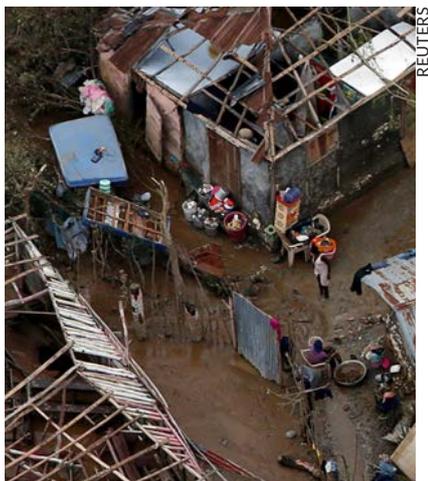
L'ouragan a frappé cinq départements du pays sur dix et a été classé en catégorie 4 dans le grand Sud qui est complètement ravagé. La situation des populations sinistrées empire de jour en jour parce qu'elles sont livrées à elles-mêmes. Environ deux semaines après le passage de l'ouragan, les populations sinistrées n'avaient pas vu arriver le moindre secours de

l'État et des ONG. Les candidats qui avaient de gros moyens, comme Jovenel Moïse, candidat de l'ex-président chanteur Martelly, en profitaient pour augmenter leur capital politique en offrant notamment des sachets d'eau frappés de leur emblème et de leur photo. Après l'ouragan, c'est le choléra, la famine, l'absence des soins qui déciment les populations sinistrées dont la situation est alarmante.

L'aide en nature et en es-

pèces, collectée massivement, principalement par les ONG, est détournée en grande partie comme cela avait été le cas en 2010 lors du tremblement de terre. Les problèmes restent entiers.

La faune et la flore du grand Sud sont dévastées à plus de 80% or cette région est considérée comme le grenier du département le plus peuplé du pays, ainsi que l'Ouest où se trouve Port-au-Prince, la capi-



Après le passage de l'ouragan, maisons détruites à Jérémie, Haïti, 6 octobre 2016.

tale d'Haïti avec plus de 3 millions d'habitants.

Plus d'un millier de morts. La majorité des maisons sont démolies, les toits emportés, bétail et volailles décimés, jardins et récoltes détruits. Parlant de la catastrophe et des riverains de sa bourgade, un paysan décrit ainsi la situation: «*Il n'y a que nous qui sommes debout: les maisons, les arbres, les animaux, les volailles sont tous à terre et sans vie.*»

Une paysanne raconte que dans son coin, où presque toutes les maisons sont démolies, beaucoup de gens logent dans des tombes pour dormir ou se protéger contre le soleil pendant la journée.

Un autre paysan, fan du football, rejette la théorie de la malédiction et préfère comparer la situation du pays à une équipe de foot sans défenseurs, voire sans gardien. Il a ajouté: c'est pourquoi on encaisse autant de buts en parlant des effets de la catastrophe. Il a ainsi pris le contre-pied de la déclaration d'un sénateur en fonction, médecin de surcroît: «*S'il y a tous ces drames dans le pays, c'est parce qu'il y a trop d'homosexuels chez nous.*»

Lors de nos interventions à la radio et dans les discussions, nous affirmions que même pour bénéficier des aides diverses qui arrivent, les populations si-

nistrées et celles qui ne le sont pas ont intérêt à se donner les moyens, l'organisation, pour en contrôler l'acheminement et la distribution. Sinon, tout cela sera encore détourné par les petits et grands margoulinis qui chercheront à en tirer du profit, au détriment de la santé et de la vie de la population. À titre d'exemple, il y a six ans, la Croix-Rouge américaine avait construit 6 bicoques (comparées à 6 pierres tombales) avec 500 000 dollars collectés au nom des victimes du séisme du 12 janvier 2010.

## LES ÉLECTIONS

Si la situation des populations sinistrées est le cadet des soucis des dirigeants politiques et économiques, ce n'est pas le cas des élections qui ont déjà absorbé plus 150 millions de dollars du Trésor public sans parler du financement des candidats par les hommes d'affaires.

En 2011, une année après le tremblement de terre, un musicien-chanteur du nom de Michel Martelly, surnommé Tèt kale (crâne rasé), était devenu président du pays à la faveur de magouilles et manipulations de toutes sortes orchestrées par les ambassades américaine et française, et surtout dans un contexte de rejet du pouvoir sortant haï par la population, notamment pour son indifférence et son inaction lors du séisme. Martelly a été installé le 14 mai 2011 et est sorti par la petite porte le 7 février 2016 pour n'avoir organisé aucune élection pendant son mandat.

Un président provisoire a été élu par le Parlement (donc au second degré) pour organiser les élections.

En effet, l'élection présidentielle et des législatives partielles se sont tenues le dimanche 20 novembre dernier dans un calme apparent dans tout le pays. Mais la popula-

tion a boudé massivement ce scrutin.

Ces élections ont été organisées après qu'une commission d'évaluation mise en place par le gouvernement provisoire présidé par Jocelerme Privert eut invalidé celles organisées par Martelly en octobre 2015, qui consacraient un deuxième tour entre Jovenel Moïse arrivé en tête (avec 30% des voix), le candidat de Martelly, et Jude Célestin, qu'on peut considérer comme représentant l'un des nombreux avatars du mouvement Lavalas d'Aristide.

Selon les résultats préliminaires publiés à la fin du mois de novembre dernier, le candidat de Martelly est arrivé en tête avec 56% des votes et les trois candidats qui suivent sont tous issus directement ou indirectement du mouvement Lavalas d'Aristide, qui n'a pas arrêté de se morceler depuis l'éviction d'Aristide en 2004 et son départ en exil.

Il s'agit donc de Jude Célestin, arrivé en deuxième position avec 19% des suffrages. Il était favori en 2011 et alors supporté par le président sortant René Préval, dauphin d'Aristide qui avait fait deux mandats d'affilée. Viennent ensuite Moïse Jean-Charles, ex-sénateur, un dissident de Lavalas d'Aristide et principal opposant au pouvoir de Martelly, et Maryse Narcisse de La Fanmi Lavalas d'Aristide, en quatrième position.

En attendant les contestations qui sont dans l'impasse, Jovenel Moïse est en principe élu au premier tour, suivant les dispositions de la loi électorale, mais les trois autres candidats, en particulier celui d'Aristide, mobilisent leurs partisans dans les rues depuis la publication des résultats préliminaires pour dénoncer un coup d'État électoral. Pour l'instant, ces manifestations sont sévèrement réprimées par la police.

Entrepreneur agricole de

48 ans, Jovenel Moïse, était un auguste inconnu avant d'être désigné par Martelly. Deux ans avant, ce dernier avait fait décaisser environ 26 millions de dollars du Trésor public au bénéfice de celui qui allait devenir son candidat et lancer une entreprise de bananes à l'aide de ces fonds. Le candidat Jovenel Moïse a aussi bénéficié du soutien total et ouvert des ambassades, qui ont préféré un néophyte en lieu et en place des politiciens traditionnels, leurs valets certes, mais qui se révèlent de plus en plus difficiles à gérer. Ce soutien de la diplomatie internationale, des nantis d'Haïti voire des dealers de drogue, s'est traduit par des sommes colossales injectées dans la campagne de Jovenel Moïse dont les posters géants figuraient dans toutes les communes du pays et les spots publicitaires dans toute la presse parlée, écrite et télévisée. Cela fit dire à un journaliste très écouté et très informé que Jovenel a eu 95% du financement du secteur privé et les autres candidats 5%. Après l'ouragan Matthew qui a dévasté plusieurs départements du pays, le poulain de Martelly était plus présent que l'État haïtien dans les régions sinistrées, lors de l'arrivée de bateaux, de produits alimentaires en provenance des USA, et par ses promenades en hélicoptère dans

les zones les plus affectées.

Le très faible taux de participation a aussi joué en faveur du poulain de Martelly, qui a obtenu moins de 600 000 voix sur 6 millions d'électeurs: 23% selon l'organisme électoral et moins de 15% selon d'autres observateurs. En effet, quand les classes pauvres ne se mobilisent pas en masse pour voter et contrôler leurs votes, comme ce fut le cas en 1991 pour Aristide, le scrutin devient essentiellement une histoire de gros sous. C'est le plus fortuné qui gagne!

La question qui se pose quand même est: par quelle baguette magique Jovenel qui, à l'élection présidentielle invalidée avait obtenu 30% des voix grâce à des fraudes massives, est-il arrivé environ un an plus tard à obtenir plus de 55% des voix, dès le premier tour, sans frauder? Les rares travailleurs et des petits marchands qui ont fait le déplacement ont avoué avoir voté Jovenel Moïse pour barrer la route à la candidate d'Aristide parce qu'ils craignent un retour en force des chimères, membres de la milice d'Aristide qui sévissaient contre les habitants des quartiers populaires.

Les témoignages des travailleurs qui sont allés voter laissent penser que la popularité d'Aristide se réduit de

plus en plus aux chômeurs, aux lumpens des quartiers pauvres qui n'ont pas de carte électorale pour la plupart. Mais sa capacité à mobiliser cette base sociale qui lui est acquise reste intacte.

Ces élections se sont, par ailleurs, déroulées sur fond d'aggravation de la misère des classes pauvres. Déjà, pendant les cinq ans de Martelly, le dollar américain est passé de 40 à plus de 60 gourdes et les prix des produits alimentaires se sont envolés graduellement avec la dégringolade de la gourde. Sur la zone industrielle, dans les quartiers pauvres, la dégradation brutale des conditions de vie saute aux yeux. Viennent s'ajouter les effets collatéraux de l'ouragan Matthew.

L'environnement du pays se délite, le pays se meurt sous les coups de boutoir des capitalistes sans vergogne qui ne se contentent que de faire fructifier leurs capitaux, et des politiciens corrompus, à leur tour, s'acharnent sur ce qui reste des caisses de l'État, comme des charognards se battant sur une proie. Le pays est ruiné et dépecé. Les pauvres s'appauvrissent chaque jour davantage et de façon brutale; les riches s'enrichissent sur les ruines.

Cette année a été particulièrement rude pour les travailleurs, les classes pauvres en général.

## Workers' Fight (Grande-Bretagne)

Le Brexit est donc passé en juin dernier, avec une majorité de 3%. L'abstention a été de 27%, dont un certain nombre de jeunes et de travailleurs politisés qui n'ont pu se résoudre à donner leur caution ni à la politique de Cameron, ni à la xénophobie des partisans du retrait. N'ayant eu le soutien que de 39% de l'électorat, le Brexit est donc loin d'exprimer la «*volonté démocratique du peuple britannique*» comme

on nous le répète *ad nauseam*.

Rappelons que Cameron avait parié sur ce référendum pour faire cesser les luttes internes au sein de son propre Parti conservateur. Ayant perdu son pari, il a démissionné. Les marchandages qui ont suivi ont fait passer les rênes du pouvoir aux mains de Theresa May, qui s'était montrée très discrète dans son soutien au maintien dans l'Union. Elle a ensuite attribué les principaux

ministères à des partisans du Brexit, à l'exception du poste vital des Finances auquel elle a nommé Philip Hammond, un partisan du maintien, qui est également considéré comme un homme de confiance par la City de Londres, laquelle est hostile au Brexit.

En théorie, Theresa May est censée déclencher le processus de retrait en mars. Mais en attendant, son propre parti est de plus en plus divisé entre les



« Cheminots en lutte pour notre sécurité » lors de journées de grève à l'automne 2016.

partisans d'un Brexit « dur » et ceux d'un Brexit « mou ». Néanmoins, aujourd'hui, tous les ministres partisans du Brexit, y compris ceux qui sont pour la fermeture des frontières, admettent vouloir préserver le libre accès de la Grande-Bretagne au marché européen.

Or le gouvernement ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre : à la fois ce libre accès au marché européen que réclame la City et le contrôle sur l'immigration européenne qu'il revendique. Theresa May est donc sur la corde raide, prise entre la minorité de l'électorat qui a voté pour le Brexit, les pressions des factions de son parti et celles des milieux d'affaires.

Sa liberté d'action est d'autant plus limitée qu'en un an, la livre a perdu environ 20% de sa valeur face à l'euro et au dollar. Cela creuse un peu plus le déficit commercial, tandis que les nombreuses usines britanniques qui utilisent des composants importés voient leurs coûts de production augmenter,

au grand déplaisir du patronat.

Quant au parti travailliste de Jeremy Corbyn, il n'ose pas remettre en question le Brexit, par peur d'être accusé d'ignorer la « volonté du peuple ». Corbyn a donc annoncé qu'il ne ferait rien pour bloquer le processus. Mais certaines figures dirigeantes de son parti vont bien plus loin, en préconisant de défendre des mesures démagogiques contre l'immigration.

Pourtant, Londres a voté à 60% contre le Brexit, alors que c'est là que vivent la majorité des travailleurs immigrés et où la crise du logement est de loin la plus aiguë. En revanche, dans des villes de province où les immigrés sont beaucoup moins nombreux mais où la dégradation sociale est encore pire, le vote pour le Brexit a parfois atteint les 70%. C'est d'ailleurs dans une de ces villes, dans le nord de l'Angleterre, que la députée travailliste Jo Cox a été abattue par un individu, au cri de « l'Angleterre d'abord ».

Pourquoi une partie des tra-

vailleurs les plus pauvres, souvent des électeurs naturels du Parti travailliste, ont-ils voté pour le Brexit ? Les préjugés xénophobes et les mirages sur lesquels surfait le camp du Brexit ont sans doute joué un rôle. Mais pour la plupart de ces travailleurs, cela a été un geste de colère. Ils ont cru prendre ainsi leur revanche contre cette classe politique qu'ils tenaient pour responsable de la crise sociale et la pauvreté croissante.

Six mois après le référendum, nombre de ceux qui ont voté pour le Brexit admettent qu'ils le regrettent. Et ils sont inquiets. Déjà, ils voient grimper les prix des nombreux produits importés qu'ils achètent au supermarché. Par ailleurs, le gouvernement vient d'annoncer une augmentation importante de son déficit budgétaire. Il a aussi admis que le coût du Brexit serait de l'ordre de cent vingt milliards d'euros, étalés sur cinq ans, ce qui est logique si, comme il l'a laissé entendre, il indemnise les pertes éventuelles que les entreprises pourraient subir du fait du Brexit. D'ailleurs, Theresa May n'a-t-elle pas déjà passé un accord secret avec Nissan après que le groupe eut menacé de suspendre ses investissements dans le pays ?

La classe ouvrière, elle, n'aura, bien sûr, droit à aucune indemnité. On exigera d'elle qu'elle paie la facture de multiples façons, et en particulier aux dépens des services publics et de l'emploi. Il lui faut, par conséquent, se préparer à se battre contre une nouvelle offensive de la bourgeoisie.

## Lutte ouvrière / Arbeidersstrijd (Belgique)

Dernièrement, la ministre canadienne des affaires étrangères a dû visiter une capitale européenne de toute première importance : Namur. Cette petite ville de 110 000 habitants est en effet la capitale de la Wal-

lonie. Et la Wallonie, dirigée par son ministre-président PS Paul Magnette, a empêché pendant quelques jours la signature du traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, le fameux CETA.

Une fois que la ministre canadienne eut trouvé le chemin pour Namur, alors qu'elle doit déjà avoir eu du mal à situer dans quel pays minuscule se trouve Bruxelles, le traité a finalement été signé.

Mais Paul Magnette entend bien se faire une réputation de combattant contre les multinationales et leurs traités qui «mettent en danger nos institutions démocratiques», comme il dit. Et il doit faire d'autant plus de cinéma qu'il n'a strictement rien à opposer à la multinationale Caterpillar qui a annoncé la fermeture de son site en Wallonie, avec la disparition de 2 200 emplois directs.

Cette « mélenchonnade », de la part d'un ministre-président, avec une charge gouvernementale donc, fût-elle régionale, a pu étonner un peu, vue de France. (...)

Elle a sa justification dans la démagogie sur la « spécificité wallonne » que voudrait protéger le gouvernement PS – les petits agriculteurs wallons, les PME wallonnes, les associations wallonnes, « l'économie à circuit court » wallonne, l'emploi wallon et les citoyens wallons –, Magnette promeut le « patriotisme économique wallon », et l'« acheter wallon » en Wallonie. L'exercice pourrait s'intituler « comment placer le mot wallon au moins deux fois dans chaque phrase ». Car ce n'est effectivement qu'un exercice de mots et pas du tout la défense des petites gens, même de la petite bourgeoisie. Mais ces mots distillent le nationalisme, pire, le nationalisme régional, et tendent à diviser les travailleurs encore un peu plus.

En arrière-plan, c'est la 6<sup>e</sup> réforme de l'État décidée par le gouvernement national précédent, sous la direction du PS. Elle prévoit le transfert de presque un tiers des compétences qui restaient au niveau national, vers les régions. Par exemple la politique de l'emploi. Entendez : les aides aux entreprises et les sanctions pour les chômeurs. Plusieurs centaines de fonctionnaires de l'Office national de l'emploi ont été déménagés dans les régions pour davantage contrôler et



Affiche anti-CETA.

sanctionner les chômeurs, mais régionalement. Le prochain dossier est celui des allocations familiales. Au lieu d'une seule, il y aura trois caisses différentes, et en fonction du lieu d'habitation, en Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles, les enfants n'auront plus droit aux mêmes allocations. Il y a aussi plusieurs volets dans le domaine de la santé, de l'accueil des personnes âgées, des handicapés, etc.

Et bien sûr, si les compétences sont régionalisées, les moyens ne le sont pas dans la même proportion. L'enveloppe reste fixe jusqu'en 2024. Mais à partir de là, les règles de répartition des moyens financiers entre les régions et communautés changeront également. En gros, les transferts de la Flandre plus riche vers la Wallonie plus pauvre cesseront progressivement. C'est donc un énorme plan d'austérité qui court sur plusieurs années et que le gouvernement wallon, tout comme le gouvernement flamand, sont en train de mettre en œuvre chacun chez lui.

Alors, il est possible que les traités commerciaux internationaux fassent des dégâts, mais les divers gouvernements belges, dont celui du socialiste Magnette, y arrivent très bien tout seuls. Et contrairement à ce qui est souvent dit, le PS wallon n'est pas le dernier quand il s'agit de découper et redécouper la Belgique toujours plus. Déjà

on entend des voix à Namur qui réclament une 7<sup>e</sup> réforme de l'État. Oui, une fois qu'on a commencé de découper la Sécurité sociale entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles, la dynamique vous entraîne toujours plus loin.

Alors, cette histoire du refus du CETA, c'était aussi un petit bras de fer avec le gouvernement fédéral (le gouvernement de l'ensemble de la Belgique) auquel le Parti socialiste francophone ne participe pas.

Ce gouvernement fédéral est constitué de trois partis flamands et un parti francophone (le MR, les libéraux francophones). Le parti nationaliste flamand N-VA y participe et ce sont les sociaux-chrétiens flamands qui y jouent « l'aile gauche ». Ce gouvernement de droite continue les attaques contre les travailleurs en partant de là où le gouvernement précédent, sous la direction du PS, les avait laissées. Il a notamment mis sur la table une réforme du droit du travail qui ressemble à la loi travail en France et dont les implications iront certainement bien plus loin que la seule fin de la semaine des 38 heures dénoncée par les syndicats.

Il y a aussi la réforme des pensions, qui dépasse largement le fait d'avoir relevé l'âge de la retraite à 67 ans. Le gouvernement veut modifier le calcul des pensions de telle façon que

les périodes de chômage, de temps partiel, d'études, etc., ne seront plus prises en compte de la même façon, même pour l'accès à la pension minimum, qui risque donc de devenir inaccessible pour beaucoup de travailleurs.

Le PS wallon dénonce l'austérité du gouvernement fédéral. Hypocritement, car la Wallonie l'applique. (...) Surtout, il dénonce le MR qui a « trahi les Wallons » en acceptant d'aller au gouvernement avec trois partis flamands...

Ces tendances centrifuges qui agitent la Belgique se ressentent aussi au niveau syndical. Dans plusieurs secteurs, en tout cas à la FGTB, liée au PS, les centrales syndicales se sont déjà séparées. C'est vrai pour les enseignants depuis la communautarisation de l'enseignement en 1989. Les métallos depuis 2006. Mais même dans les syndicats qui restent unifiés, les tensions se ressentent. Par exemple en avril de cette année, quand le secrétaire général de la FGTB des cheminots, un francophone, a appelé à la grève dans les chemins de fer, les dirigeants syndicaux flamands n'ont pas voulu se « laisser dicter la grève »... par

un francophone. Des cheminots flamands ont fait grève quand même. Mais du côté francophone, rien n'a été fait pour les aider à résister à l'hostilité des appareils syndicaux.

Au même moment, les syndicats de tous les services publics avaient appelé à une manifestation nationale à Bruxelles. Mais les dirigeants francophones ont décidé en dernière minute de privilégier des actions en Wallonie. Ils prenaient prétexte de la grève des trains qui rendrait impossible de transporter les manifestants à Bruxelles. Mais ils ont bien réussi à louer des cars pour transporter leurs affiliés bruxellois aux actions en Wallonie, plutôt que les appeler à participer à la manifestation à Bruxelles.

Pour les travailleurs c'est évidemment une tendance vers le nationalisme très grave. Il ne faut pas oublier la grande grève de 1960-1961. Commencée en Flandre, elle est devenue nationale malgré l'opposition des directions syndicales. Elle a ensuite été transformée en grève « wallonne », notamment par le dirigeant syndical FGTB liégeois André Renard. Cela n'a pas seulement permis de mener dans l'impasse cette grève qui

ne manquait pourtant pas de combativité. Cela a aussi fourni la base pour commencer le découpage du pays. C'est après la grève, et en partie en son nom, qu'en 1962 fut tracée la « frontière linguistique » entre le Nord et le Sud du pays.

Cinquante-cinq ans et cinq réformes de l'État plus tard, Marnette et bon nombre de dirigeants socialistes et syndicalistes continuent toujours la même démagogie nationaliste qui se pare toujours d'un ton faussement de gauche, mais que pourrait reprendre à son compte une extrême droite wallonne qui aurait réussi à se structurer.

Le PTB (Parti du travail de Belgique), d'origine maoïste et stalinienne, mais qui ne se présente plus publiquement comme communiste (...) est le seul parti qui ne soit pas scindé au plan national. Tous les autres partis sont soit flamands soit francophones. (...) Mais le PTB a salué le cirque de Marnette comme un signal encourageant pour la gauche européenne.

Pour notre part, nous comptons bien garder notre attachement à la classe ouvrière et notre conviction internationaliste chevillés au corps.

## **Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)**

Le président ivoirien Ouattara se félicite de la prétendue prospérité économique qui serait revenue dans ce pays grâce à lui, mais la misère frappe toujours plus de personnes. L'activité économique a pris un peu plus de vigueur notamment dans le secteur de l'immobilier (avec des hauts et des bas) mais aussi dans le secteur industriel. Dans la zone industrielle du port d'Abidjan, des usines nouvelles sont implantées, d'autres agrandissent leurs installations. Mais les travailleurs, même quand ils ont un petit

boulot, s'enfoncent dans la pauvreté à cause des bas salaires et de la généralisation du travail journalier.

Les « déguerpissements » continuent. C'est l'expression consacrée par les autorités pour chasser sans ménagement les petites gens sous prétexte de lutte contre l'insalubrité et l'occupation illégale des espaces publics. Ce sont des petits vendeurs, des mères de famille ou des enfants qui essaient de faire du petit commerce le long des rues pour avoir de quoi survivre. Le gouvernement conti-

nue aussi de raser les quartiers précaires à coups de bulldozer, pour le grand bonheur des promoteurs immobiliers. Ceux-ci se frottent les mains car il y a beaucoup d'argent à gagner dans la construction de maisons à vendre ou de centres commerciaux dans ces quartiers libérés. Des dizaines de milliers de familles ont été ainsi chassées de leurs maisons et continuent de l'être. Elles se retrouvent du jour au lendemain sans toit.

Le travail journalier se généralise. C'est le cas y compris

dans la fonction publique. Ainsi, dans les hôpitaux publics, des infirmières, des femmes de salles, des brancardiers, des ambulanciers sont, ou bien des journaliers, ou bien des employés d'entreprises sous-traitantes. Ce qui revient au même.

La situation sociale en Côte d'Ivoire est actuellement marquée par une grève dans la fonction publique en réaction à la dégradation des conditions d'existence. Du 7 au 11 novembre dernier, plusieurs secteurs ont été touchés: l'enseignement, les hôpitaux, l'administration. Cette grève a été largement suivie. Les revendications sont diverses: la retraite, le paiement des arriérés de salaires et des primes pour certains, l'intégration des journaliers dans la fonction publique pour d'autres. Le corps enseignant a aussi des revendications spécifiques. Les instituteurs par exemple sont tenus d'enseigner un jour de plus par semaine, le mercredi, ce qui n'était pas le cas jusque-là.

Le taux des prélèvements ponctionnés sur leurs feuilles de paye a augmenté alors que le montant des pensions a été revu à la baisse. Cela fait beaucoup de mécontents et ceci explique la participation importante à cette grève. Ouattara a évidemment qualifié la grève d'illégale. L'un de ses ministres a menacé de suspendre les salaires des grévistes s'ils ne reprenaient pas le travail dès le lundi 14 novembre. Le gouvernement a trouvé quelques dirigeants syndicaux prêts à se vendre et à appeler à la fin du mouvement mais cela n'a pas marché. De nombreux employés ont continué le mouvement.

Le ministre de la Fonction publique, qui a reçu les responsables du mouvement, a tenté de le morceler. Rien de clair n'est sorti de cette rencontre. Les menaces initialement proférées ont été mises de côté. Néanmoins un nouveau préavis de grève a été déposé pour une cessation de travail du 9 au 13 janvier 2017. Cela prouve qu'il y a un réel mécontente-

ment et une certaine combativité dans la fonction publique.

Les travailleurs du secteur privé reçoivent aussi des coups, particulièrement ceux qui sont au plus bas de l'échelle. Mais aucune centrale syndicale qui a pignon sur rue ne cherche à organiser quelque chose. Les dirigeants de ces appareils, quand ils ne sont pas eux-mêmes intégrés dans le système, sont des vendus. Mais cela n'a rien de nouveau. Devant ce vide, de nouveaux syndicats se créent. Mais quand ils ne sont pas un peu farfelus, tels ceux qui font un signe de croix, une prière, voire une incantation avant le début de chaque réunion, ce sont souvent des boutiques dirigées par des individus plutôt intéressés financièrement. Aujourd'hui, dans les zones industrielles, la journalisation du travail est une vraie catastrophe pour les travailleurs. Cela pourrait mobiliser leurs forces si des structures prenant en compte ces aspirations existaient sur le terrain.

## Voz Obrera (Espagne)

La situation du monde du travail en Espagne continue de se dégrader. Au chômage élevé s'ajoute une précarité toujours plus grande des travailleurs et de ce fait un appauvrissement général des classes populaires. Le prétendu miracle de la reprise économique espagnole n'est évidemment qu'un rideau de fumée. En fait la reprise est très précaire. On a pu le voir récemment lorsqu'une vieille dame est morte en Catalogne dans l'incendie de sa maison. Elle utilisait des bougies parce que la compagnie électrique lui avait coupé le courant. Ce drame, qui a indigné tout le pays, a mis en évidence à quel point la fameuse « sortie de crise » de Rajoy est vide de sens. Plus de cinq millions d'Espagnols connaissent

ce qu'on appelle désormais la « pauvreté énergétique ». Parmi les salariés, 35 % vivent avec un salaire inférieur ou égal au salaire minimum; presque 60 000 foyers ont tous leurs membres au chômage; et depuis 2009, 218 000 jeunes ont dû émigrer.

À cela s'ajoute la peur du licenciement. Elle est si répandue qu'elle touche même les délégués syndicaux, qui en théorie sont protégés par la loi. Avec plus de cinq cents licenciements par jour en moyenne, le capital fait payer sa crise aux travailleurs, par l'augmentation du taux d'exploitation et du taux de profit des capitalistes.

Les mobilisations sont redescendues au niveau d'avant la crise et d'avant le mouvement



« J'ai besoin d'un travail. »

du 15M, des Indignés, de 2011. L'une des raisons est l'électoralisme de Podemos. La classe ouvrière et les classes populaires qui s'étaient mobilisées ont abandonné la lutte dans la rue et ont mis leurs espoirs dans les élections.

Ces illusions ont été alimentées par les leaders médiatiques de Podemos. Dans leur euphorie, ils ont prétendu que, pour

changer les choses, il suffisait de voter. À présent, après la période électorale, c'est la désillusion pour beaucoup car rien n'a changé. Au bout du compte, les manœuvres des uns et des autres ont fini par rendre le gouvernement à Mariano Rajoy et au Parti populaire. Le nouveau gouvernement de droite (presque le même que celui d'avant) promet de nouvelles attaques contre les travailleurs, en particulier contre les retraites et les services publics et sociaux. Avec l'augmentation misérable de cinquante-cinq euros du salaire minimum, qui est l'un des plus bas de l'Union européenne (655,40 euros), les socialistes ont cru pouvoir se présenter comme une opposition de gauche. Ce que ne disent pas ces politiciens qui s'appellent encore socialistes, c'est qu'ils ont accepté en échange de voter le budget de l'État. Un budget sévère qui va frapper de plein fouet les travailleurs et les classes populaires.

Une autre conséquence de cette longue période électorale est la crise au sein du Parti socialiste. Les dernières élections générales puis les régionales en Galice et au Pays basque ont confirmé la chute électorale du PSOE. La lutte s'est engagée au sein du parti et Pedro Sánchez a été éjecté du poste de secrétaire général et de candidat. Les barons ont utilisé la débâcle électorale pour imposer une

direction provisoire du parti qui puisse s'abstenir devant Rajoy et voter son budget. L'élimination de Pedro Sánchez, qui continuait à s'opposer à un gouvernement de la droite, a discrédité le PS comme opposition. Il reste dans le parti un noyau assez important de fidèles de Sánchez, qui se prépare à lutter pour le poste de secrétaire général au prochain congrès; autour de lui se cristallise une sorte d'aile gauche socialiste. Récemment, dans une émission de télé très regardée, Sánchez a dénoncé les pressions et les manœuvres des grands capitalistes pour l'empêcher de s'opposer à la droite, et leur soutien à Rajoy. En réalité il n'a fait que révéler des pratiques habituelles dans la démocratie bourgeoise: ce sont les capitalistes qui mettent en place ou chassent les politiciens de droite ou de gauche et qui leur dictent leur politique. Ce sont eux qui ont parié sur un gouvernement de Rajoy appuyé plus ou moins franchement par les socialistes.

Alors, après deux élections générales sans obtenir de majorité absolue ni d'accord de gouvernement, finalement c'est la droite, le Parti populaire, qui s'est maintenue au pouvoir. Avec le soutien direct de Ciudadanos, la nouvelle droite, née il y a quelques années, et le soutien indirect des socialistes qui ont fini par s'abstenir.

Ce long cycle électoral a vu les équilibres politiques habituels se modifier, notamment avec l'apparition de Podemos. Les cinq millions de voix de Podemos traduisent une volonté de changement dans les classes populaires. Cependant, la déception et la démoralisation sont vite apparues. Podemos n'a pas atteint l'objectif de ses dirigeants, qui était de surclasser le Parti socialiste pour devenir la deuxième force politique et le noyau de l'opposition. Certes, Podemos a profondément perturbé le panorama politique habituel. Le parti s'est rapidement imposé comme la troisième force politique du pays.

Pendant cette année électorale, et surtout après les élections de juin, les dirigeants de Podemos ont fait tout un cinéma avec leurs tentatives pour former un gouvernement de gauche. Devant l'opinion publique, et surtout devant ceux qui leur faisaient confiance, ils ont amplement démontré qu'ils sont des politiciens comme les autres, manœuvriers, arrivistes, surtout préoccupés de leur place au Parlement et au gouvernement. Ils sont apparus pour ce qu'ils sont vraiment. Pour ceux qui veulent changer la société, la leçon est claire: avoir les cheveux longs et parler avec véhémence, ça ne suffit pas à rompre avec la vieille politique. (...)

## **Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)**

L'Allemagne aussi se trouve en campagne électorale: entre mars 2016 et mai 2017, huit élections régionales ont lieu, dont chacune est interprétée comme un thermomètre pour les élections législatives qui auront lieu en septembre 2017. Ces élections détermineront notamment qui deviendra chancelier... ou plutôt chancelière. Car Angela Merkel, chancelière depuis douze ans, a été de

nouveau choisie par son parti, la CDU (centre-droit). Sa popularité a certes baissé mais reste considérable, et dans les sondages, son parti se trouve très largement devant tous les autres. (...)

Chacune des cinq élections régionales ayant eu lieu depuis mars a enregistré des succès importants pour le nouveau parti de droite radicale AfD (Alternative pour l'Allemagne),

qui a réussi, du jour au lendemain, à obtenir des scores de 12%, 15%, voire 24% dans une région de l'Est. Et cela notamment en faisant une campagne abjecte contre les réfugiés et les immigrés, les associant au terrorisme et à la criminalité, notamment envers les femmes.

En Allemagne, l'extrême droite ne parvenait pas jusque-là à exercer une influence. L'arrivée des réfugiés a été



WWW.ORIGINAL.SOZIAL.DE

**Affiche électorale du parti Die Linke pour les élections du Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (M-V) en septembre 2016. Les affiches portent divers slogans, ici « Ce pour quoi nous votons aujourd'hui, c'est ce que nous vivrons demain ». Mais ce qui est commun à toutes, c'est le bandeau en bas à droite : « Pour l'amour du M-V : Die Linke ».**

pour elle un catalyseur. Mais indépendamment de ce sujet un tel parti serait probablement apparu tôt ou tard, pour les mêmes raisons que partout ailleurs : la crise, l'absence de réponse de la classe ouvrière, et aussi un dégoût du système politique actuel. En effet en Allemagne, l'alternance n'existe même plus dans la forme. Sur les onze dernières années, les deux grands partis, CDU et SPD (social-démocrate), ont passé sept ans à gouverner ensemble dans une grande coalition. Il n'était pas rare que même la veille d'élections, la moitié des personnes sollicitées ne parlent pas du vote, tout simplement parce que dans ces conditions, un nombre croissant n'allait plus voter. C'est particulièrement ceux-là, les abstentionnistes, que l'AfD a réussi à mobiliser, parvenant à se faire passer pour une véritable alternative. Le taux de participation dans les dernières élections à nettement augmenté.

Le noyau de son électorat, c'est d'abord un milieu petit-bourgeois réactionnaire et affecté par la crise, dans lequel l'AfD recrute aussi quasiment tous ses membres. C'est

un milieu qui déteste Merkel au moins autant pour l'introduction du salaire minimum que pour sa politique envers les réfugiés, et qui se retrouve bien dans l'AfD ouvertement antiouvrier, réactionnaire et xénophobe.

Mais dans le milieu ouvrier aussi, des travailleurs qui en ont assez de la situation qui se dégrade, de la précarité, de la pauvreté croissante, des retraites misérables et des politiciens arrogants et méprisants, se mettent à voter pour ce qui leur semble être une alternative face à la grande coalition des partis traditionnels. Parfois, des ouvriers qui veulent voter pour l'AfD disent clairement que sa politique xénophobe ne leur plaît pas, mais que « si tous les autres partis les détestent, il y doit y avoir quelque chose de bien chez eux ». Dans des régions ouvrières, certains travailleurs de tradition social-démocrate ou proches des syndicats commencent à envisager de voter AfD. Ce qui a fait du bruit aussi, ce sont quelques politiciens locaux du SPD, militants syndicaux et sociaux-démocrates de terrain, qui dans des quartiers ouvriers de Berlin ou de la Ruhr

ont rejoint l'AfD et sont devenus ses candidats. Complètement indépendamment de la question des réfugiés, il y a donc de fortes chances pour qu'un vote à l'extrême droite persiste et gagne du terrain aussi en milieu ouvrier et syndical, où il était jusque-là inexistant et même inimaginable.

Mais évidemment les partis bourgeois ne peuvent pas analyser les raisons du vote AfD, car cela voudrait dire remettre en question l'ensemble de leur politique. Il est donc bien plus confortable pour eux d'en rendre responsable l'accueil des réfugiés. Cela explique la situation révoltante où les partis qui par leur politique causent la montée de l'extrême droite en rendent responsables ceux qui en sont les premières victimes : les réfugiés. Ils en sont les victimes sur plusieurs plans : victimes des lois que le gouvernement CDU-SPD promulgue pour restreindre leur arrivée, notamment la limitation du regroupement familial, y compris pour ceux qui arrivent de Syrie. De jeunes gens arrivés seuls ne peuvent souvent plus faire venir, par des voies légales et sûres, leur conjoint et leurs enfants en bas âge, qui restent dans un pays en guerre. Des réfugiés sont aussi les victimes des petits groupes d'extrême droite qui, renforcés par les succès électoraux de l'AfD, leur font la chasse notamment dans certains coins d'Allemagne de l'Est. Le plus grand risque est que le maintien d'un courant d'extrême droite qui fait entre 10% et 20% des voix contribue à creuser un fossé entre les réfugiés et les autres travailleurs, cela d'autant plus que la majorité des réfugiés se retrouveront en bas de l'échelle, avec des emplois mal payés, s'ils en trouvent.

Ceci dit, pour le moment ce n'est pas l'atmosphère dominante : quand on discute dans la rue, même les gens qui pensent

que l'Allemagne ne peut plus accueillir de réfugiés ont souvent un sentiment de compassion envers eux et pensent qu'il faut quand même les aider. Depuis la fermeture de la frontière entre la Turquie et la Grèce, seul un petit nombre de réfugiés réussit encore à rejoindre le pays, et les centres provisoires d'accueil dans les gares, les villages de tentes ont disparu. Du coup, l'aide aux réfugiés de la part de simples gens est moins visible. Néanmoins, plusieurs centaines de milliers continuent à s'investir dans l'aide aux réfugiés; ils hébergent un réfugié mineur chez eux, organisent des sorties avec les réfugiés d'un foyer, en intègrent dans les clubs de foot, organisent des fêtes de quartier etc. (...)

Les courants de droite ont aussi été renforcés par les événements en Turquie, très présents dans les médias et aussi dans la conscience des classes populaires en Allemagne, avec plusieurs millions de travailleurs d'origine turque. Parmi eux, existe un fort courant de soutien à Erdogan, dont les militants sont devenus plus agressifs et plus visibles depuis le putsch. Ils ont par exemple organisé une manifestation de soutien à Erdogan avec plus de 30 000 participants à Cologne. À l'inverse beaucoup de gens étaient choqués par les arrestations en masse et ne comprenaient pas comment leur voisin ou collègue de travail pouvaient soutenir Erdogan. La droite a sauté sur l'occasion. L'aile droite de la CDU vient d'imposer au parti, contre Merkel, d'inscrire à son programme la fin de la double nationalité, car on ne pourrait pas à la fois être fidèle aux valeurs de la démocratie allemande et au dictateur Erdogan. Et la droite en a profité aussi pour remettre sur le tapis la fermeture des frontières. Depuis le sale accord avec la Turquie, la droite de son parti propage l'idée que Merkel aurait mis l'Allemagne dans la

dépendance du dictateur turc. Au lieu de l'accord avec la Turquie, elle revendique que le gouvernement ferme la frontière allemande.

Le glissement à droite est aussi rendu visible par l'évolution de Die Linke (la gauche dite radicale). Sa seule perspective politique, accéder au pouvoir avec le SPD, s'éloigne de plus en plus, pendant qu'une partie de son électorat des classes populaires est tenté par l'AfD. Die Linke s'est depuis emparée de propos nationalistes qui étaient rares dans ce parti. Dans une région, elle a fait campagne autour du slogan « pour l'amour de notre région ». Sa porte-parole aux législatives, Sarah Wagenknecht, qui représentait l'aile gauche du parti, s'était déjà fait remarquer ce printemps en revendiquant un quota de réfugiés et l'expulsion des immigrés ayant commis un crime. Cette fois elle a loué les projets économiques de Trump, les investissements publics pour sa nation, réclamant avec des relents nationalistes le même type de politique en Europe. Et elle demande que les riches et le gouvernement payent plus pour l'assurance maladie, car sinon, « *l'arrivée dans le système de centaines de milliers de réfugiés au chômage se fera sur le dos des caissières et postiers qui verront leurs cotisations augmenter* ». Formuler les choses ainsi est encore une manière de monter les travailleurs pauvres contre les réfugiés.

Comme partout, l'évolution des courants réactionnaires dépendra de beaucoup de facteurs, dont l'essentiel est l'évolution de la crise et les réactions de la classe ouvrière.

La crise, pour l'instant un peu moins aiguë que dans d'autres pays, est bien présente et se traduit par des attaques en continu dans les entreprises. Elles sont menées par « une très grande coalition » des patrons, des partis gouvernementaux et... des syndicats. Volkswagen

a annoncé 30 000 suppressions d'emplois dont 23 000 en Allemagne (sur 120 000 salariés), alors que Volkswagen a vendu plus de voitures que jamais et que ses actionnaires principaux ont accumulé une fortune de 65 milliards d'euros. Et quelles sont les réactions? Le gouvernement a félicité le PDG de sa décision « *difficile mais courageuse* », alors que la direction syndicale (IG Metall) de Volkswagen approuve les licenciements qui « *permettraient à tous les autres salariés de ne plus avoir peur, leur avenir étant assuré pour quelques années* ». L'attaque passe donc pour le moment sans même un débrayage. (...)

Le seul secteur où il y a eu un peu plus de réactions cette année, c'était celui de différentes compagnies aériennes. Les travailleurs, en particulier les pilotes et hôtesses de l'air, organisés dans de petits syndicats corporatistes, se défendent contre la transformation en sociétés low cost, avec des salaires et conditions low cost. Systématiquement les patrons essayent de faire interdire ces grèves par les tribunaux ou de les faire condamner après coup, se basant sur le droit de grève de plus en plus restreint.

Quand la compagnie Air Berlin a annoncé une fusion qui entraînerait des suppressions de postes et des baisses de salaire, elle s'attendait à des mois de négociations paisibles avec les syndicats pour faire passer ces attaques, car les salariés n'avaient pas le droit de faire grève. Mais dès le lendemain de l'annonce, des salariés, dont l'ensemble des pilotes, se sont mis collectivement en arrêt maladie, déclarant à la presse qu'avec de telles annonces de la part du patron, ils ne se sentaient pas en état de travailler. Au bout d'une semaine de cette grève à peine déguisée, Air Berlin a provisoirement retiré les attaques sur les salaires.

Cette réaction spontanée et déterminée a rencontré beaucoup de sympathie dans le

monde du travail. Et cela donnait au moins des idées à des travailleurs auxquels patrons

et syndicat ne disent jamais rien d'autre que: « Vous n'avez pas le droit de faire grève ».

## L'Internazionale (Italie)

Pour résumer la situation politique italienne, elle est en évolution continue. Comme vous savez, il y a eu un référendum sur une proposition de modification de la Constitution, promue par Renzi et son gouvernement. 60% des votants ont voté non. Au départ, Renzi avait élaboré ce projet de réforme conjointement avec Berlusconi. Mais avec cette consultation il espérait obtenir le consensus de masse qu'il n'a jamais eu dans les élections, puisqu'il est arrivé au gouvernement par une sorte de conjuration de palais ourdie par ses partisans au sein du PD, le Parti démocrate.

De ce point de vue, ce référendum du 4 décembre a été pour lui une défaite à plate couture. D'autant plus que la réforme de Renzi, qui visait à une gouvernabilité meilleure et moins coûteuse, était appuyée par les plus grands quotidiens et par des groupes décisifs du grand capital. Ses partisans n'étaient pas seulement italiens: aussi bien le *Financial Times* que le *Wall Street Journal* avaient pris son parti, ainsi que divers représentants des gouvernements européens, y compris Angela Merkel en tête.

Le soir même du référendum, Renzi a déclaré son intention de démissionner. Depuis cet instant, paradoxalement, c'est dans le camp des partisans officiels du non que la confusion augmente. C'est un éventail politique très hétérogène qui va de l'extrême gauche à l'extrême droite, de l'Association des partisans aux groupes néo-nazis, et dont les principaux représentants au Parlement sont le Mouvement cinq étoiles de Beppe Grillo, la Ligue de Matteo Salvini (l'ex Ligue du Nord), et le parti Forza Italia de Berlusconi.

Maintenant il semble que la patate chaude soit vraiment passée du côté du front des opposants. Renzi leur a demandé de faire des propositions pour constituer un gouvernement d'urgence, afin de faire face aux échéances les plus immédiates, entre autres, le sauvetage de la banque Monte dei Paschi di Siena, une banque dont la faillite pourrait entraîner beaucoup d'autres.

Pour compliquer encore les choses, il y a le fait que pour aller aux élections, ce que semblent vouloir aussi bien le PD que les autres forces politiques, il faudrait d'abord faire une nouvelle loi électorale. En effet, la loi électorale actuelle a été déclarée illégitime par la Cour constitutionnelle et celle qui a été élaborée il y a quelques mois par le gouvernement est de nouveau soumise à l'examen de cette même Cour, qui devrait rendre son avis à la fin janvier. En somme, c'est un jeu très compliqué dans les variables duquel il faut encore intégrer la crise interne du PD. Un jeu dans lequel ceux qui ont « vaincu » risquent de se retrouver perdants, tandis que ceux qui ont « perdu » n'ont peut-être pas perdu vraiment.

Bien sûr, on sait que la politique n'est pas une science exacte, mais la politique italienne semble relever encore bien plus des astrologues et des chiromanciennes que des scientifiques.

Quant à lire le résultat du référendum comme un thermomètre des humeurs qui traversent la société, le terrain est un peu plus solide, et là quelques conclusions sont possibles. Je soulignerai trois éléments: tout d'abord, la par-

ticipation bien plus grande que prévu, qui a été de plus de 68%; ensuite, l'importance du vote non en particulier dans les quartiers populaires; et enfin, l'importance de ce vote non également parmi les jeunes.

Ce sont surtout le prolétariat et les classes populaires qui ont dit non au gouvernement. Bien sûr il y a aussi dans le non une composante réactionnaire, qui est liée à la peur de l'immigration, une peur qui est amplifiée par les partis de droite qui spéculent politiquement sur ce sentiment. Mais, même si cela reste confus, il y a aussi le refus de toute une politique qui est vécue comme étant faite par les privilégiés contre les pauvres gens.

Les données publiées quelques jours avant le vote par un centre de recherches sociales très connu, le Censis, mettaient en lumière l'augmentation de la pauvreté et des disparités sociales en Italie en ces années de crise. Cela a encore été confirmé récemment par l'Istat, l'institut national de statistiques, pour qui 28,7% de la population serait en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Depuis des mois, Renzi et ses ministres ont arboré des sourires et affiché leur optimisme, en se vantant d'une reprise économique qui serait déjà en marche, ainsi que de la croissance de l'emploi. Il est évident que des millions de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, considèrent que ces gouvernants se sont payé leur tête.

Quant à nous, dans la campagne référendaire, nous avons insisté sur le fait qu'il y avait là l'affrontement de deux bandes rivales, liées d'une façon ou d'une autre à la grande

bourgeoisie, l'une cherchant à se maintenir et se renforcer, l'autre à conquérir le droit de représenter les intérêts du capital. Sans pour autant faire de la propagande pour l'abstention, nous avons insisté sur le fait que le vrai choix que cette situation pose aux travailleurs n'est pas entre le oui ou le non à

une proposition de perfectionnement de l'appareil d'État. Il est entre le fait de continuer à être une masse de manœuvre pour les partis de la bourgeoisie, ou bien de s'engager pour construire leur propre parti.

L'afflux qu'il y a eu vers les urnes témoigne d'un intérêt

pour les questions politiques qui a certainement augmenté. Dans les limites très étroites de nos forces en tant que petit groupe propagandiste, cela doit être pour nous une occasion de défendre les idées du communisme révolutionnaire et une politique qui s'en inspire.

## Sinif Mücadelesi (Turquie)

La façon dont cette année la situation s'est dégradée en Turquie est connue. Il y a eu cette tentative de coup d'État militaire le 15 juillet, puis la vague d'épuration des institutions, les attentats de l'organisation État islamique, les arrestations en masse. Cela venait s'ajouter à une situation déjà très tendue. Hier encore, 10 décembre, un attentat a fait 29 morts à Istanbul. En plus de tout cela, la crise économique est de plus en plus sensible.

Le gouvernement de l'AKP a décrété l'état d'exception et règne depuis à coups de décrets. Dans ce cadre-là, il peut faire arrêter n'importe qui en l'accusant de terrorisme. Sous ce terme il désigne aussi bien les membres du PKK, l'organisation de guérilla kurde, que ce qu'il appelle les Fetocu. Il s'agit des membres ou des proches de la confrérie de Fethullah Gülen, cet imam réfugié aux États-Unis avec qui Erdogan s'est brouillé et qu'il accuse d'avoir fomenté le coup d'État. Ainsi, d'après Erdogan, la Turquie serait menacée par un grand projet terroriste émanant aussi bien de la confrérie Gülen que du mouvement nationaliste kurde. C'est contradictoire et absurde car il n'y a rien de commun entre les gülenistes et le PKK, mais c'est dans ce contexte que plus de 125 000 personnes ont été suspendues ou limogées. Elles se trouvent principalement dans les milieux de la justice, de la police, de l'enseignement ou plus généralement des fonc-

tionnaires. Il suffit d'un très vague soupçon pour être suspendu ou même arrêté.

Du jour au lendemain, ces personnes se retrouvent sans revenu, sans aucune possibilité de recours contre la décision qui les frappe. Plus de 39 000 d'entre elles sont carrément en prison. Par ailleurs, plus de 2 600 établissements ou associations ont été fermés, dont 5 agences d'information, 16 chaînes de télévision, 24 stations de radio, 62 journaux, 19 revues et 29 maisons d'édition, et ce ne sont évidemment pas des gülenistes.

En 2002, au début de son gouvernement, l'AKP faisait de grands discours sur la démocratie et dénonçait la dictature de la période qui avait suivi le coup d'État militaire de septembre 1980. Maintenant, cela devient pire qu'à cette époque : un rapport récent de l'ONU fait un bilan inquiétant sur la situation de l'après 15 juillet 2016, évoquant « *tortures, mauvais traitements apparemment répandus [...], des suspects enfermés jusqu'à 30 jours en garde à vue sans accès à l'air libre* ».

Plus de 690 entreprises ont été touchées, sous l'accusation d'avoir des liens avec la confrérie Gülen. Parmi elles, une banque, des écoles, des hôpitaux, des médias, qui sont placés sous contrôle de l'État, et seront vendus à son profit. Récemment Erdogan a déclaré aux médias : « *On m'accuse d'être dictateur, cela m'est égal,*

*cela rentre par une oreille et sort par l'autre. Nous avons des listes et on va continuer à éliminer tous les terroristes.* » En fait tous ceux qui critiquent le gouvernement Erdogan sont considérés comme des terroristes, parmi lesquels on compte des universitaires, des juges, des journalistes comme ceux du quotidien *Cumhuriyet*, un journal d'information qui est un peu l'équivalent du *Monde* en France. Imaginez que l'on arrête des journalistes du *Monde* en les accusant de terrorisme parce qu'ils auraient écrit des articles pour tenter d'expliquer ce phénomène !

Visiblement, le gouvernement AKP et Erdogan craignent une deuxième tentative de coup d'État, plus sérieuse, qui pourrait les balayer. D'où cette ambiance de terreur qu'ils font régner sur l'ensemble du pays, sans tenir compte d'aucune loi et enfreignant la Constitution elle-même. Selon celle-ci, Erdogan, en tant que président, ne devrait avoir qu'un rôle honorifique et c'est le Premier ministre qui devrait exercer le pouvoir. Les mesures de suspension, les arrestations de députés ou de maires de villes importantes, tout cela n'a aucun fondement légal. C'est d'ailleurs pourquoi la préoccupation d'Erdogan est de changer la Constitution actuelle pour établir un régime présidentiel sur mesure qui le mettrait à l'abri de toute poursuite. D'où aussi la collaboration étroite avec le parti d'extrême droite,

le MHP, afin d'obtenir l'accord du Parlement pour organiser un référendum qui permettrait de changer la Constitution.

En même temps, les proches du clan Erdogan, en particulier les membres de sa propre confrérie, les Nakshibendi, mettent la main sur un grand nombre d'institutions, d'écoles, de clubs, d'entreprises qui auparavant étaient contrôlés par des proches de la confrérie Gülen. L'enjeu n'est plus seulement de garder le pouvoir, il s'agit pour le clan Erdogan de placer ses hommes à des postes lucratifs, d'occuper des places dans les entreprises et dans l'économie.

Tout cela crée un climat de crainte, en particulier parmi les intellectuels, au sein de la gauche en général, dans les milieux kurdes qui sont particulièrement visés. La police se comporte de façon totalement arbitraire. Ainsi des gens d'une revue de gauche ont été arrêtés à cause d'une homonymie avec une institution güleniste. Il leur a fallu des semaines pour faire admettre à la police et aux juges qu'il y avait erreur sur la personne. On peut être arrêté par erreur, se retrouver en prison pour rien et ensuite y rester peut-être pour des années sans aucune possibilité de faire valoir ses droits.

En ce qui concerne la situation économique, elle se dégrade aussi très vite, à cause de la crise économique mondiale, mais aussi pour des raisons liées à la situation turque. Ainsi en quelques mois la livre turque a encore perdu presque 20% de sa valeur par rapport au dollar et à l'euro. Cela entraîne une forte inflation et une perte de pouvoir d'achat pour les travailleurs et pour l'ensemble de

la population. De nombreuses petites entreprises font faillite, avec les licenciements qui s'ensuivent. Il y a aussi les conséquences de la désaffection des touristes. Ainsi, dans le grand bazar d'Istanbul, haut lieu du tourisme, 1 600 boutiques sur un total de 4 000 ont mis la clef sous la porte et les autres survivent difficilement.

De son côté, la classe ouvrière n'est pas trop concernée par les arrestations, ni atteinte par le climat de terreur que fait régner le gouvernement. En revanche elle est concernée par les licenciements et par l'attitude du patronat. Les patrons turcs n'ont jamais hésité à se comporter en patrons de combat, et en ce moment ils hésitent moins que jamais. Plus que l'arbitraire du gouvernement, c'est cet arbitraire patronal, les licenciements, l'inflation et le blocage des salaires qui frappent la classe ouvrière. Face à cela il y a quand même quelques réactions, car pour les travailleurs cette situation dure et tendue n'est pas du tout une nouveauté.

Ainsi les négociations pour les conventions collectives, qui ont lieu maintenant tous les trois ans au lieu de deux, auront lieu début 2017 notamment dans la sidérurgie et la métallurgie. On commence à percevoir un mécontentement et des réactions dans certaines usines. Il y a deux semaines par exemple, les 3 000 travailleurs d'une entreprise de sidérurgie d'Eregli, dans le nord de la Turquie, ont manifesté tous ensemble à la sortie de l'usine. Ils voulaient dès maintenant avertir les patrons, et aussi les dirigeants syndicaux, qu'ils demanderont des augmentations de salaire conséquentes lors de ces négociations, afin de

rattraper la perte de leur pouvoir d'achat, en même temps que de meilleures conditions de travail. Ils criaient le slogan traditionnel des manifestations ouvrières: «*İşçiyiz haklıyız, kazanacağız*», autrement dit «*On est des ouvriers, on a raison, on va gagner!*» Vous voyez que tout le monde n'est pas démoralisé.

Dans le même esprit, il y a eu un événement positif ces dernières semaines, lorsque le gouvernement a voulu faire adopter une loi qui aurait blanchi les auteurs de viols sur mineures, à condition qu'ils épousent leurs victimes. Ce projet d'officialiser des pratiques médiévales a suscité la révolte, et de nombreuses manifestations ont eu lieu dans tout le pays, avec au premier rang les femmes. Cela a obligé le gouvernement à retirer sa loi, au moins pour l'instant, d'autant plus que le parti AKP lui-même s'est divisé sur cette question. Autrement dit, ce gouvernement Erdogan, qui joue les matamores, peut être contraint à reculer!

La situation en Turquie est donc tendue, c'est une situation de crise et de répression. Beaucoup de gens ont peur. Même le gouvernement a peur et n'a pas l'air de très bien savoir ce qu'il va faire. Un jour Erdogan déclare qu'il faut reprendre à la Grèce les îles de la mer Égée, le lendemain que Mossoul doit revenir à la Turquie, ou bien qu'il se moque complètement de tout ce que peut raconter l'Union européenne. Il a dit que Bachar el-Assad était comme un frère, avant de lui faire la guerre et peut-être maintenant de se rabibocher avec lui. Il a pu faire abattre un avion russe et ensuite aller faire ami-ami avec Poutine, et nous en passons. Alors il est bien difficile de savoir où Erdogan veut aller.



## Discussion sur les textes d'orientation

### Le monde capitaliste en crise

La partie du texte consacrée à « l'interminable crise de l'économie » complète en un certain sens le texte publié pour le congrès précédent.

Dans le texte du mois de mars, nous avons choisi de retracer l'évolution par laquelle cette financiarisation s'est imposée comme le trait dominant de l'économie de notre époque.

Nous n'y sommes pas revenus, ou très peu, dans le présent texte qui est davantage un instantané de la situation à la date d'écriture. Mais il faut avoir en permanence en tête que la situation d'aujourd'hui ne résulte d'aucune décision des grands groupes capitalistes et de leurs dirigeants ni du personnel politique.

#### LA QUESTION DU PROTECTIONNISME

Bien des questions ont porté sur le protectionnisme. S'agit-il, dans l'état actuel des choses, de l'orientation générale de la grande bourgeoisie ou d'une simple démagogie réactionnaire de la part de Trump aux États-Unis ou, ici en France, de la part de Le Pen et/ou de Mélenchon, de Montebourg et quelques autres ?

Passons rapidement sur l'aspect démagogique de la chose.

Les discours d'un certain nombre de démagogues n'ex-

priment pas forcément le choix de la bourgeoisie du pays concerné. L'histoire du Brexit, qui n'était pas spécialement souhaité par la grande bourgeoisie britannique ou par les banquiers de la City, montre que parfois la démagogie a des conséquences non souhaitées par le grand capital. Bien sûr, ce dernier saura s'accommoder du résultat du référendum britannique, l'arranger à sa sauce, le dénaturer ou l'annihiler.

Quant à Trump, nous avons vu sa capacité à rétro pédaler en quelques jours, voire en quelques heures.

Pour ce qui est de Mélenchon, qui pourrait sérieusement penser que c'est par sa bouche que la bourgeoisie exprime ses intérêts du jour ?

Nous avons à dénoncer cette démagogie, à la fois parce qu'elle véhicule des stupidités, et surtout parce que s'en prendre à l'Europe, à la mondialisation, au « plombier polonais », aux migrants, a toujours pour retombée de pourrir la conscience de la classe ouvrière.

Sur le fond, le protectionnisme est, depuis le début du capitalisme, une des armes de la grande bourgeoisie et de son État dans la concurrence qui l'oppose aux bourgeoisies des autres pays.

Rien qu'au cours des dernières décennies de l'histoire

du capitalisme, le protectionnisme a pris de multiples formes extrêmement diverses, et pas seulement celle qui est personnifiée par le gabelou qui vous fait ouvrir le coffre de votre voiture en demandant combien de paquets de cigarettes ou de bouteilles d'alcool vous transportez.

De façon plus générale, la taxation, le contingentement ou l'interdiction de certaines importations sont les formes les plus primitives du protectionnisme. Ils ont été en principe supprimés entre les pays du Marché commun européen. Dans la zone euro, cette forme plus subtile de protectionnisme qui consiste à jouer sur les variations de sa monnaie a été supprimée.

Mais, même dans l'Union européenne (UE), la suppression de ces obstacles-là à la libre concurrence des marchandises a laissé la place à une multitude de réglementations techniques, sécuritaires ou sanitaires, sans même parler de la fiscalité, etc. Tout cela fait, depuis des décennies, l'objet de marchandages entre les représentants des différentes bourgeoisies de l'UE et donne du travail à une armada de juristes.

Cela fournit aussi du grain à moudre aux députés européens. Du peu de temps que nous avons passé au Parlement européen (1999-2004), il nous

reste le souvenir de nombreux débats sur les avantages de la lumière blanche sur la lumière jaune pour les phares de voiture, la taille en dessous de laquelle il est interdit de pêcher les juvéniles de poissons marins, la longueur adéquate des cars pour passer dans les rues des villes européennes et, le fin du fin, quel pourcentage de beurre de cacao et d'huile de palme pour que le chocolat mérite son nom de chocolat !

Derrière toutes ces discussions abscones, il y avait des lobbies représentant les intérêts de grandes entreprises en compétition.

Au-delà de l'horizon européen, la décision de la justice américaine de taxer Volkswagen d'une amende de plusieurs milliards de dollars, parce que ce constructeur a trafiqué les ordinateurs de bord de ses automobiles censés mesurer l'émission de gaz polluants, a-t-elle été prise dans l'intérêt porté à la bonne santé des citoyens

américains, ou s'agit-il d'une mesure protectionniste ?

Lorsque la BNP a été condamnée à payer une amende de plusieurs milliards, elle aussi aux États-Unis, pour avoir financé des opérations commerciales avec l'Iran alors que ce pays était sous boycott américain, était-ce de la rigueur diplomatique, ou du protectionnisme ?

La concurrence, la compétitivité, c'est la guerre pour préserver au mieux son marché national et pour conquérir une partie plus grande du marché international. Il est loin le temps, au 19<sup>e</sup> siècle, où les partisans du protectionnisme et ceux du libre-échange en lutte représentaient deux fractions de la bourgeoisie. À l'époque des multinationales, l'agressivité nécessaire pour élargir son marché se mélange intimement à la volonté de protéger le marché qu'on a déjà.

Soit dit en passant, lorsque Mélenchon, ou d'autres de l'autre bord politique, s'in-

surgent contre le fait que les États-Unis soient capables de se protéger davantage que la France, ils découvrent cette grande vérité que, dans un monde régi par la loi de la jungle, la loi est celle du plus fort. Quand on est puissant, on a plus de moyens de protéger son marché national que lorsqu'on ne l'est pas.

Si Volkswagen et BNP acceptent cette forme de protectionnisme des États-Unis qu'est l'amende qui les frappe, c'est qu'ils ne veulent pas être éjectés du marché américain et préfèrent payer. Ce type de protectionnisme n'est certainement pas à la portée de la Gambie ou du Lesotho, et à peine à la portée de la France.

Le protectionnisme est une question de rapport de force. Contrairement aux simplifications stupides des démagogues, protectionnisme ne signifie d'ailleurs pas arrêt des échanges internationaux. Le « produire français », cher



Contrôle anti-pollution mené par les États-Unis sur les voitures Volkswagen (30 septembre 2015).



Deux bombardiers européens se font concurrence sur le marché mondial.

aussi bien à Marine Le Pen qu'à Montebourg ou au PCF, est parfaitement stupide tant le moindre produit industriel exige des produits intermédiaires, des matières premières, venus d'ailleurs.

Le régime du pays impérialiste qui a poussé le plus loin le protectionnisme à l'ère du capitalisme moderne, c'est l'Allemagne nazie. Et si le nazisme a fait payer cher à sa population, principalement à la classe ouvrière, le renchérissement de la vie que son protectionnisme impliquait, la coupure avec le marché mondial n'a évidemment jamais été totale. Et même comme cela, le seul dénouement possible du protectionnisme a été la guerre, pour conquérir des territoires susceptibles de fournir le blé, le pétrole et bien d'autres choses que l'Allemagne n'avait pas.

## LA GRANDE FAIBLESSE DE L'UE

Une autre question, revenue dans plusieurs débats, concerne la phrase : « *L'une des grandes faiblesses des bourgeoisies européennes sur le terrain de l'économie est de ne pas avoir pu se donner un appareil d'État à l'échelle de l'économie européenne.* »

Contrairement au baratin, notamment altermondialiste, du style « les États ne font pas le poids face aux trusts », la réalité est la fusion plus intime que jamais entre l'État et les grands

trusts d'un pays impérialiste.

D'où le problème de l'Europe. L'unification du marché européen, et plus encore la zone euro, s'ils offrent des facilités aux entreprises françaises, allemandes ou britanniques, en offrent tout autant aux entreprises américaines. Nous rappelons d'ailleurs le rôle des États-Unis dans les années 1950 pour pousser à l'unification des marchés européens.

Lorsque l'économie fonctionne bien et que la concurrence est, disons, normale, l'unification des marchés a des avantages pour tout le monde. Mais la crise rend la concurrence plus acharnée et la guerre commerciale plus intense. Les groupes capitalistes ont davantage besoin de leur État, de ses commandes, de ses subventions, de sa diplomatie, voire de sa force de frappe militaire. Sans parler du rôle de commis voyageur des présidents et des ministres.

Oh, le personnel politique fait ce que le grand patronat lui demande. Mais il va de soi que, lorsque Hollande essaie de bazarder les avions Rafale, chers, et chers à Dassault, sa capacité de persuasion ne repose que sur les moyens de l'État français, pas sur ceux de l'ensemble de l'UE.

Pire : à l'intérieur même de l'UE, le Rafale a un concurrent, l'Eurofighter, produit conjointement par le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

C'est bien là le problème. Non seulement c'est le « chacun pour soi » des bourgeoisies européennes mais, en plus, elles se concurrencent entre elles sur le marché mondial.

L'UE n'est pas un État, mais un conglomérat d'États aux intérêts divergents, voire opposés.

Et quand nous parlons d'intérêts opposés, il ne s'agit pas seulement de ce qui est visible, comme l'exemple précédent sur la concurrence à l'intérieur de l'Europe entre le Mirage et l'Eurofighter. Mais le commerce international est constitué de multiples marchandages du genre : « Vous m'autorisez à ouvrir une usine PSA en Chine ; en contrepartie, nous laissons entrer des jouets chinois sur mon marché. » Il est clair que ceux qui ont quelque chose à demander à la Chine seront plus tolérants à l'égard des importations de jouets ou de tricots. Ceux, en revanche, dont les principales productions sont directement concurrencées par celles de Chine ont de quoi accuser Bruxelles de mollesse en matière de protection.

Voilà pourquoi l'UE est relativement désarmée non seulement face aux États-Unis, mais même, dans une certaine mesure, face à la Chine.

Nous répétons que tout cela est une question de rapport de force, que les rapports de force changent, qu'il y a un moment où ces rapports de force entre bourgeoisies impérialistes ne

s'établissent plus naturellement et que c'est par les guerres que se consacrent les nouveaux rapports de force.

## LA «SOCIALISATION» DU GRAND CAPITAL

Un paragraphe du texte constate que «*les grands fonds spéculatifs opèrent avec des capitaux considérables qui proviennent de riches individus et, plus encore, de groupes industriels et financiers d'horizons divers. C'est un degré de plus de la socialisation du grand capital. Mais cette forme de socialisation se produit sur la base de la propriété privée.*»

Une camarade a posé la question : «*Qu'est-ce que la socialisation du grand capital, et n'est-ce pas contradictoire avec la propriété privée ?*»

Eh oui, c'est absolument contradictoire, et cela ne date pas d'aujourd'hui ! La contradiction n'est pas dans le texte mais dans la réalité. L'économie capitaliste sous l'impérialisme est entrée en contradiction avec la propriété privée sur la base de laquelle est né le capitalisme.

Lénine dressait ce constat dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916) : «*Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire un inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières (tels les gisements de minerai de fer) d'un pays et même, ainsi que nous le verrons, de plusieurs pays, voire du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue approximativement la capacité d'absorption des marchés que*

*ces groupements "se partagent" par contrat. Le monopole accapare la main-d'œuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs ; il met la main sur les voies et moyens de communication, les chemins de fer en Amérique, les sociétés de navigation en Europe et en Amérique. Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale.*»

Cet aspect du raisonnement de Lénine est souvent oublié. Nonobstant le retard de la révolution prolétarienne, la dynamique interne de l'économie capitaliste est toujours à l'œuvre. Et, avec la concentration, la mondialisation, elle continue à produire, sur le terrain économique, les prémisses de l'économie socialisée.

«*La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominale reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable.*»

Dans tous ses développements sur la concentration, l'émergence des monopoles, Lénine, tout en parlant de la fusion entre le capital bancaire et le capital industriel, insiste sur la pression puissante des nécessités de la production elle-même.

L'impérieux besoin s'impose d'écarter ou d'écraser la concurrence, comme celui tout aussi impérieux de contrôler verticalement la filière de la production. Par exemple, Boussac, qui était il y a un demi-siècle la première fortune capitaliste

en France, contrôlait toute une série d'entreprises ; il avait mis la main, en amont, sur le coton du Tchad et, en aval, sur tout un secteur de l'industrie de l'habillement et de l'ameublement.

Ce monopole régissait la vie de dizaines de milliers de paysans tchadiens au fin fond de l'Afrique, comme celles des ouvrières des usines de textile en France, dans le Nord et dans les Vosges.

## LA SOCIALISATION DU GRAND CAPITAL DE PLUS EN PLUS FINANCIARISÉE

Avec la financiarisation croissante, cette concentration se fait de plus en plus sur le plan purement financier, de plus en plus éloigné de la production. Citons deux exemples :

La société multinationale BlackRock ne produit rien. Elle est simplement un gestionnaire d'actifs, le plus grand du monde dans son genre. Le quotidien *Les Échos* a annoncé triomphalement, en octobre, que «*BlackRock passe le cap de 5 000 milliards de dollars d'actifs gérés*». Par comparaison, cette somme représente quelque chose comme douze fois le budget de l'État français. Elle est supérieure au produit national brut du Japon ou de l'Inde !

On appelle aussi ce type d'entreprise «*société d'investissement*». Son métier est, pour reprendre le langage feutré des économistes, de «*fournir aux investisseurs, notamment institutionnels, des services de gestion d'actifs et de risques*».

En termes plus simples, c'est une société dont la raison d'être est de placer le plus judicieusement possible les actions, les obligations, les titres financiers divers des sociétés qui font appel à ses services, soit, pour le dire plus trivialement, de spéculer.

Pour donner une idée de la



Le siège de BlackRock à New York.

puissance de cette entreprise, elle est le premier actionnaire d'une société américaine sur cinq. Elle possède au moins 5% du capital de quatre sociétés américaines cotées en Bourse sur dix, parmi lesquelles JP-Morgan Chase, Chevron ou Walmart.

En France, BlackRock est actionnaire de 18 sociétés du CAC 40, parmi lesquelles BNP Paribas, Vinci, Saint-Gobain, Société générale, Michelin, Sanofi...

Dernier élément : ses représentants ont exercé leur droit de vote au sein de 14 872 assemblées générales d'actionnaires de par le monde, dont 3 800 aux États-Unis.

Ce n'est même plus un monopole, au sens que cela avait sous la plume de Lénine, mais un regroupement financier chapeautant des monopoles qui sont et restent concurrents entre eux, tout en étant liés par des opérations financières spéculatives.

Cela existait déjà à l'époque de Lénine, mais sous une forme plus embryonnaire. Qu'elles sont prémonitoires, ces lignes de Lénine, extraites de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, écrit il y a un siècle : « Le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de "régner" et

*d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéficiaires va aux "génies" des machinations financières. À la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, profite... aux spéculateurs. Nous verrons plus loin comment, sur cette base, la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence libre, pacifique, honnête. »*

#### UNE ÉCONOMIE DE PLUS EN PLUS INSTABLE, CHAOTIQUE, ERRATIQUE

Le texte cite le nommé Badré, directeur général de la Banque mondiale, qui a été inspecteur des finances, banquier d'affaires chez Lazard et conseiller économique à l'Élysée. Un de ces hommes qui font partie de cette prétendue élite de la société bourgeoise et qui passent de conseils d'administration en cabinets ministériels, dont Macron est un exemple. Il y en a des dizaines, des centaines comme lui.

Et voilà son cri du cœur : « Comment maintenir la stabilité d'un système financier interna-

*tional alors que le poids de ces nouveaux investisseurs est plus important que celui des banques, leur concentration plus forte et leur degré de corrélation plus élevé ? »*

Le texte rappelle que le système bancaire vaguement réglementé et le marché financier dominé par des fonds spéculatifs représentent non pas deux secteurs opposés mais deux expressions du même capital financier.

Sa plainte a cependant un fondement réel. L'économie mondiale est devenue extrêmement instable, chaotique, erratique, en tout cas imprévisible, y compris et surtout pour ceux qui la dirigent et en profitent. La moindre déclaration, la moindre rumeur a des conséquences difficiles à maîtriser.

Exemple : la spéculation sur les actions de Vinci. *Le Canard enchaîné* rapporte ainsi cette affaire :

« 16 h 05 : faux communiqué de Vinci annonçant qu'un directeur financier a gonflé frauduleusement les comptes du groupe de 3,5 milliards ;

16 h 05 : les cours de Vinci commencent à s'effondrer à cause des automates, des ordinateurs programmés pour vendre automatiquement en cas de mauvaise nouvelle ;

16 h 10 : le titre a perdu 18% de sa valeur. Sept milliards envolés !

16 h 23 puis 16 h 28 : démentis de Vinci. Puis les cours se rétablissent ;

L'AMF, "gendarme de la Bourse", est en train d'examiner « plusieurs centaines de milliers de transactions, venant en majorité de l'étranger, et de tenter d'identifier ceux qui auraient acheté au plus bas et revendu après le coup de chaud ».

Des hackers « zadistes » revendiquent la blague. »

Des milliers de spéculateurs, artisans de ces transactions, ont pu s'enrichir un peu plus en

quelques minutes. Et c'est pour dégager ces profits spéculatifs faramineux que les entreprises « modernisent », « restructurent », économisent centime par centime sur les salaires, font crever les travailleurs au nom de la compétitivité...

## LES DANGERS DE GUERRE

Cette instabilité se répercute par une multitude de canaux, de réseaux, sur la situation politique. Elle se répercute aussi sur les relations internationales.

À ce propos, dans une discussion, plusieurs questions ont porté sur la possibilité d'une guerre. Nous supposons qu'il s'agit d'une guerre généralisée, car les habitants d'Alep ne se posent pas cette question !

Certaines de ces discussions sont parties de ce que le texte dit des tensions russo-américaines. Un camarade affirmait que, dans les relations entre les États-Unis et la Russie, il voit « *plus la complicité que les tensions* ». Peut-être, mais les deux aspects sont entremêlés. Sans vouloir exagérer la comparaison avec la situation à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, lors des accords de Munich en septembre 1938, Trotsky pouvait à juste raison souligner la complicité entre Hitler, Mussolini, d'un côté, et Daladier, Chamberlain, de l'autre, sur le dos des petits peuples d'Europe, notamment de Tchécoslovaquie. Or, un an après, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, c'était la guerre entre les deux blocs impérialistes.

Eh oui, la complicité entre les États-Unis et la Russie est une vieille histoire, même à l'époque où la Russie était encore soviétique. Les tensions de la guerre froide n'excluaient pas la complicité.

Bien que l'Union soviétique ait cédé la place à la Russie, cela fait bien des années qu'une sourde lutte d'influence oppose

cette dernière aux États-Unis pour le contrôle de l'espace ex-soviétique, avec quelques crises, de la Géorgie à l'Ukraine en passant par la Moldavie, sans même parler de l'implication dans ces tensions des ex-démocraties populaires. Les oppositions d'intérêts se sont étendues au Moyen-Orient, même si les protestations des États-Unis et de leurs alliés à propos du soutien russe à el-Assad sont largement hypocrites.

Nous ne disons pas, cependant, que le principal danger de guerre vient de cette tension entre ces deux puissances. Nous n'en savons rien. Tout au plus peut-on dire que, s'agissant de deux grandes puissances de la force militaire et nucléaire qui est celle des États-Unis et de la Russie, les conflits même locaux qui les impliquent ont une importance particulière, car ils peuvent déboucher sur une guerre généralisée.

Mais il peut en être de même des tensions entre les États-Unis et le Japon, d'un côté, et la Chine, de l'autre.

La comparaison avec les deux guerres mondiales s'arrête là. La raison fondamentale de la Première comme de la Deuxième Guerre mondiale – et la seconde était en quelque sorte la continuation de la première – était l'affrontement de deux blocs impérialistes rivaux. Au-delà des multiples changements d'alliances, le contour des blocs qui allaient s'affronter lors de la seconde était visible dès le début des années 1930.

Rien de tel n'existe aujourd'hui. Mais rien ne dit que l'histoire du monde capitaliste est censée se répéter sous des formes identiques à la Première ou à la Deuxième Guerre mondiale.

Nous évoquons dans le texte les multiples guerres locales qui ont lieu en ce moment. Alors oui, il y a un lien étroit entre l'instabilité économique

aggravée par la crise et les tensions politiques qui minent le monde capitaliste !

Alors, nous ne jouons pas à la Pythie. Ce qu'on peut en revanche constater, c'est que nombre d'oppositions nationales et ethniques qui existent de par le monde peuvent se transformer en foyers de tension ouverts, et les foyers de tensions devenir des guerres locales, et celles-ci se transformer en guerre régionale.

À ce propos, deux mots d'une autre discussion concernant « *les rapports de domination entre pays puissants et faibles de l'Europe* ». Nous ne sommes pas revenus cette année sur cette question car nous nous en sommes expliqués bien souvent dans le passé.

Il ne faut pas mélanger deux types de rapports de domination qui minent les pays de l'Est européen. Le principal rapport de domination est celui, impérialiste, que le grand capital d'Europe occidentale exerce notamment sur les pays dits du « groupe de Visegrad » (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie). Nos camarades de l'automobile savent que les entreprises d'automobiles de ces pays, quand elles n'appartiennent pas à Renault ou à PSA, appartiennent à Volkswagen ou à BMW, voire à Suzuki.

Il en va de même dans bien d'autres secteurs de l'économie, y compris pour les banques ou les grandes chaînes de distribution. Des usines, des branches entières ont été rachetées. Et des usines nouvelles ont même été créées car la production y coûte moins cher : les salaires sont nettement plus bas dans les pays de l'Est européen, alors que la compétence et la formation des ouvriers sont équivalentes à celles des ouvriers occidentaux. De plus, il n'y a plus les coûts de transport dus à l'éloignement des usines implantées en Asie ou en Afrique.

Il y a, par ailleurs, des rap-

ports de domination d'un autre type, des majorités nationales sur les minorités. L'exemple de la Yougoslavie a montré avec quelle rapidité les relations entre des nationalités qui vivaient ensemble depuis longtemps ont pu se transformer en rapports de domination sous des formes souvent brutales, violentes, voire barbares.

Pendant les guerres en Yougoslavie, il ne faisait pas bon être serbe dans une région dominée par les Croates. Pas plus qu'être croate ou bosniaque dans les régions dominées par les Serbes. Parfois, ces rapports de domination étaient inversés d'un village à l'autre. Et nous ne parlons pas des Albanais du Kosovo, opprimés par l'État serbe, avant de devenir à leur tour des oppresseurs des Serbes devenus minoritaires au Kosovo.

Disons-nous bien que l'Est européen est miné par le même type de problèmes que la Yougoslavie, problèmes qui ne prennent pour le moment que la forme d'irrédentismes ou de revendications territoriales mais qui, avec la crise, la dégradation des conditions d'existence de la population, peuvent se transformer en conflits violents. D'autant plus si les puissances impérialistes s'en mêlent. Car même le conflit entre Serbes et Croates ne resta pas un simple conflit ethnique, au fur et à mesure que les puissances impérialistes s'en mêlèrent. L'Allemagne et la France intervinrent en sous-main, chacune du côté de ses propres protégés.

Quelques années après la Yougoslavie, l'Ukraine a été une piqûre de rappel, pour montrer avec quelle rapidité, dans cette période, des populations qui vivaient ensemble ont pu se transformer en ennemies.

## UN OPTIMISME MILITANT

L'analyse marxiste part du

constat objectif que ce sont les forces internes du capitalisme qui poussent vers leur contraire, la socialisation croissante de la production. C'est cette analyse qui a amené Trotsky à écrire, dans le *Programme de transition*, que « *les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore mûres pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente* », et il ajoute : « *Les prémices objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir.* »

Alors oui, sur la base de la propriété privée des moyens de production, du capitalisme, l'économie, la société, l'humanité ne progressent plus et menacent d'une régression vers la barbarie. Il ne s'agit plus des simples crises cycliques que le capitalisme a toujours connues, y compris à l'époque où il était encore ascendant et représentait un progrès pour l'humanité. C'est toute l'organisation économique et sociale qui est sur le déclin et ne se relèvera pas.

Être communiste révolutionnaire, c'est être cependant fondamentalement optimiste sur l'avenir de l'humanité.

C'est être convaincu que l'évolution qui a porté l'ordre social capitaliste à l'extrême limite de ses contradictions finira par les résoudre en rejetant la propriété privée, la concurrence, l'organisation capitaliste de la société. L'humanité se débarrassera tôt ou tard d'une organisation sociale devenue anachronique au profit d'une nouvelle. De l'alternative « socialisme ou barbarie », l'humanité saura rejeter la barbarie.

Notre optimisme est actif, c'est-à-dire militant.

L'histoire de l'humanité est faite par les hommes. Les conditions objectives finissent par se refléter dans la conscience des hommes. C'est la condition

préalable, à notre époque, pour que les structures sociales devenues anachroniques puissent être changées. Contribuer à cela est notre raison d'être fondamentale.

Toute dernière chose, nous affirmons dans le texte : « *Le marxisme a toujours été et reste aujourd'hui la seule façon scientifique de comprendre le fonctionnement de la société et de ses ressorts. La seule aussi qui non seulement permet d'appréhender le monde, mais aussi de le transformer. Il reste le seul humanisme de notre époque.* »

Un camarade a contesté la dernière phrase. À tort. Il ne s'agit évidemment pas pour nous d'afficher une filiation philosophique avec ce mouvement intellectuel qui a surgi à l'époque de la Renaissance et qui a cherché à renouer avec la civilisation de l'Antiquité grecque et son appétit de savoir. Encore que nous nous revendiquons, au sens très large du terme, de tout mouvement d'idées qui dans le passé a fait progresser l'humanité.

Nous voulons insister par cette formulation sur le fait qu'agir aujourd'hui pour l'avenir de l'humanité, s'opposer à la régression, au retour de la barbarie, c'est lutter pour la transformation révolutionnaire de la société. Et c'est cette conviction que nous voulons transmettre aux jeunes, en particulier intellectuels, qui ne souffrent pas de l'exploitation, en tout cas pas directement, mais qui sont révoltés par un tas d'aspects de la vie sociale découlant de l'exploitation. À ceux qui sont révoltés par le fait qu'on puisse mourir de faim au 21<sup>e</sup> siècle, ou par ce qui se passe à Alep ou dans tant d'autres régions en guerre. Révoltés par le fait que des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants poussés à l'émigration par les guerres ou la pauvreté, s'ils ne meurent pas en cours de route, se heurtent à des barbelés, au rejet. Révoltés par la

«jungle» de Calais, comme par la poussée réactionnaire dans la vie sociale comme dans la vie culturelle.

À ceux de ces jeunes qui ont envie de transformer cette révolte en action, nous voulons transmettre que la seule façon

conséquente de le faire, c'est de s'engager dans le combat du prolétariat pour l'émancipation sociale.

## Les élections présidentielle et législatives de 2017 Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle

Des camarades se demandent s'il n'est pas nécessaire de compléter les textes pour les mettre à jour.

Nous proposons de laisser en l'état ces deux textes, car ils sont datés. En les écrivant, y compris le tout dernier, nous savions que, s'agissant des candidats et des rapports de force électoraux, nous réfléchissions à partir d'hypothèses dont certaines allaient devenir caduques les jours suivants. Mais l'essentiel c'était et ce sont toujours les raisonnements qui sous-tendent ces analyses.

C'est-à-dire la lassitude vis-à-vis de l'alternance traditionnelle, l'usure des deux grands partis qui se relaient au pouvoir, le discrédit de la caste politique, la poussée des idées réactionnaires et le caractère électoraliste de la montée du Front national.

Et le remue-ménage politique auquel nous venons d'assister, avec d'un côté Fillon qui a envoyé Sarkozy et Juppé à la retraite et de l'autre côté Hollande qui a jeté l'éponge, confirme ces raisonnements.

### LA PRIMAIRE DE LA DROITE

La large victoire de Fillon confirme la droitisation de la vie politique. Le gros des bataillons de droite a adoubé celui qui revendiquait la politique antiouvrière la plus brutale et la plus conservatrice, par exemple sur la question de l'IVG ou sur la place de la religion dans le pays.

Beaucoup de commentateurs ont présenté cette primaire

comme un succès capable de revigorer l'opposition gauche/droite. C'est en effet l'objectif poursuivi par le parti Les Républicains et par le PS. Au départ, les primaires ont été conçues pour régler leurs rivalités internes. Aujourd'hui, ils veulent s'en servir pour pallier leur déficit de popularité et restaurer la légitimité qui manque à leur parti et à leur candidat. Le duel gauche/droite avec des candidats choisis par les appareils et quasi inamovibles ne fait plus rêver personne, eh bien ils organisent l'élection de leur candidat, dans l'espoir de remobiliser. Beaucoup d'électeurs ne croient plus dans les discours des politiciens et dans les élections ? Eh bien, ils ajoutent des élections aux élections. On verra si ça marche. On pourra peut-être le mesurer au premier tour en regardant l'impact que cela aura eu sur le nombre d'abstentions par exemple. Pour l'instant, il est bien difficile de se faire une idée.

Il y a bien eu 4,3 millions de votants à la primaire de droite. C'est un chiffre important mais à relativiser. D'abord au regard de l'enjeu : il s'agissait de choisir celui qui a toutes les chances de devenir président de la République. Et puis c'est à relativiser au regard du corps électoral, qui compte 45 millions d'électeurs, et du poids de la droite dans le pays. La droite est forte ; je rappelle qu'au premier tour en 2012, Sarkozy et Bayrou avaient, ensemble, fait 13 millions de voix ; et elle a des réseaux, qu'on ne connaît pas du tout mais qu'il ne faut pas sous-estimer, à commencer par les réseaux catholiques

conservateurs que l'on a vus se mobiliser contre le mariage homosexuel.

En tout cas, les primaires qui se sont déroulées jusque-là n'invalident pas ce que nous disons sur le rejet de la caste politique et sur l'aspiration au renouvellement qui recouvrent, en fait, du désarroi et de la désorientation politique. La primaire écologiste a sorti Duflot. Celle de droite a balayé Sarkozy, le chef de la droite, et Juppé, le favori. Et, quoi qu'en disent les dirigeants des Républicains, cela montre que la droite est affectée, elle aussi, par une certaine usure et un discrédit. Bien sûr, cela se passe à l'intérieur d'une même famille politique, mais la rapidité et la brutalité du mouvement est tout de même significative d'un certain état d'esprit. On peut, du jour au lendemain, changer de courant, changer de candidat. Et c'est d'autant plus notable qu'il s'agit là de ceux qui se sentent les plus concernés et qui sont les plus politiques. Nous parlons beaucoup de désorientation pour les classes populaires, mais c'est un phénomène plus général, qui touche aussi la petite bourgeoisie.

Ce phénomène se traduit aussi dans les réflexions que l'on entend ici ou là : que cette fois, l'élection est plus ouverte, que rien n'est joué... Qu'on a échappé au remake Hollande/Sarkozy, qu'il y a de nouveaux candidats qui se présentent seuls, comme Macron... L'élection leur paraît ouverte parce que les premiers rôles ont été redistribués ! Tout cela est évidemment l'expression de la désorientation politique générale.

Mais il faut garder en tête ce que nous soulignons dans le texte: le fait que cette perte de repères, doublée de la droitisation de la vie politique et du retour en force des idées protectionnistes et nationalistes, confortera d'abord Le Pen, qui est la seule à n'avoir jamais participé au gouvernement et qui sera la plus crédible en candidate « antisystème ». Tout cela montre que la mise à jour de nos textes, il faut la faire tous les jours dans le cadre de la campagne, et c'est le travail de chacun que de rebondir sur toutes les occasions de discussion créées par tous ces rebondissements politiques. Mais sur le fond, ils ne changent absolument rien pour nous.

Dans les décisions récentes, il y en a une cependant qui a des conséquences pour nous, c'est celle du PC de soutenir Mélenchon. Ce ralliement nous surprend d'autant moins que, comme la direction du PC l'a expliqué, cette décision ne l'empêchera pas de chercher des accords y compris avec le PS pour les législatives. La conséquence pour nous est que nous pourrions plus facilement présenter la candidature de Nathalie Arthaud comme une candidature communiste, et nous en profiterons.

## LE SECOND TOUR ET LE FRONT NATIONAL

Un camarade a regretté que nous ne parlions pas de la probabilité qu'a le Front national d'accéder au pouvoir, et s'est demandé pourquoi nous ne raisonnions pas là-dessus alors que, dans les réunions et dans les discussions, c'est un sujet qui revient systématiquement.

Nous ne voulons justement pas raisonner sur le second tour. Et nous voulons convaincre les nôtres qu'il ne faut pas le faire. Parce que c'est tomber dans le piège électoraliste. Nous ne

participons à cette élection que parce qu'il y a un premier tour, dans lequel nous pouvons nous exprimer et mener le combat pour nos idées. Le reste ne nous intéresse pas.

Nous avons essayé de l'expliquer dans les meetings, en disant: « On le sait d'avance, les jeux sont faits, celui qui sortira des urnes en 2017 sera un ennemi des travailleurs. Choisir parmi Sarkozy, Juppé, Hollande, le Pen, celui qui nous attaquera à partir de mai 2017, c'est accepter par avance d'être trompés et sacrifiés. C'est une duperie. » Alors maintenant, il faut changer les noms des acteurs qui jouent les premiers rôles, mais on continue de se battre sur cet axe.

Évidemment, il y a toute une pression. Il n'y a pas eu une réunion de campagne sans que la question du second tour ne vienne sur le tapis et que la peur de l'arrivée au pouvoir du Front national ne s'exprime. Et cette pression au vote utile ne va faire que se renforcer. Cette pression conduit à nous faire taire. Nous ne voulons pas choisir la sauce à laquelle nous serons mangés, nous voulons nous battre, nous voulons construire, et cela se passe dans la campagne du premier tour.

Il faut insister sur cette idée toute simple qu'il n'y aura pas de « moins pire » tant que les travailleurs ne reprendront pas le chemin des luttes conscientes. Cela ne dépend pas seulement de nous, mais il est de notre devoir de maintenir vivant un programme de lutte de classe et d'essayer, dans ce combat politique, d'avancer sur la voie de la construction d'un parti.

Toute autre attitude conduit à reculer. Par exemple, sur le vote utile. Il y a une dizaine d'années, les électeurs votaient utile pour élire quelqu'un qui ferait tout de même des petites choses. Les électeurs votaient pour tel ou tel parce que ce serait mieux que rien. Au

jourd'hui, le vote utile consiste à choisir le « moins pire », à voter pour un ennemi parce qu'il est censé faire moins pire que les autres. C'est comme cela que, de recul en recul, ils seront peut-être prêts dans quelques années à voter Marine Le Pen contre sa nièce. Voilà où nous conduit l'électoralisme.

Nous avons jusque-là fait l'hypothèse qu'au second tour Le Pen avait très peu de chances car, dans le duel Juppé/Le Pen qui était annoncé par tous les sondages, le report des voix des voix du PS était assuré. Avec Fillon, le report de la gauche sera peut-être moins fort. Alors, l'arrivée du FN est-elle impossible? Non. Maintenant, est-ce qu'un succès de Marine Le Pen à la présidentielle serait suivi d'un succès aux législatives tel qu'elle dispose de la majorité à l'Assemblée? C'est très improbable. On peut alors imaginer un tas de choses, une crise institutionnelle, comme il y en a eu dernièrement en Espagne ou en Autriche, de nouvelles élections... des tractations diverses et variées... Mais là on commence à faire de la politique fiction, qui n'ajoute rien à tout ce que nous avons déjà dit sur les recompositions politiques qui étaient devant nous.

Alors attendons l'entre-deux-tours, où nous déciderons de notre attitude comme chaque fois. Pour l'instant, ne nous engageons ni dans un sens, ni dans l'autre. Lorsque que nous en serons là, la campagne sera terminée. Ce sera fini pour nous. Encore une fois, l'identité des finalistes de cette élection ne change rien pour ce que nous avons à dire et à faire dans cette campagne. Il faut rester centrés sur notre axe: en appeler à un vote de classe, à un vote de fierté ouvrière qui affirme que les exploités ont des intérêts qui leur sont propres et qui sont opposés à tous les représentants de la bourgeoisie que sont la gauche, la droite et le FN.

## LA MOBILISATION CONTRE LA LOI EL KHOMRI

Des camarades ont regretté que l'on ne fasse pas dans le texte le bilan de la mobilisation contre la loi El Khomri. Nous aurions pu écrire un paragraphe sur le sujet. Mais comme ce mouvement n'a changé l'état d'esprit des travailleurs ni dans un sens ni dans un autre, comme il n'y a ni plus ni moins de démoralisation qu'avant, et comme le mouvement est déjà loin dans les consciences ouvrières, nous n'avons pas trouvé que c'était indispensable.

Et surtout, le bilan du mouvement, nous l'avons déjà fait dans une brochure. Nous l'avons fait pour que cela serve aux camarades pour discuter et essayer de faire partager toutes les leçons politiques que nous pouvions en retirer avec la petite fraction qui s'était mobilisée. C'était le plus important. La seule chose politique notable, et le texte le signale,

c'est qu'elle a achevé de discréditer Hollande.

## «POPULISME» ET EXTRÊME DROITE

Dans plusieurs assemblées préparatoires, des camarades ont discuté l'emploi du terme «populiste» dans le paragraphe consacré au Front national: «*Lorsqu'elle ne s'incarne pas dans des partis d'extrême droite, elle prend le visage des populistes du genre de Trump aux États-Unis ou de Beppe Grillo en Italie.*» Certains camarades regrettaient que nous reprenions à notre compte ce terme péjoratif, non seulement pour les hommes politiques concernés, mais aussi pour les petites gens. Certains copains pensaient que, pour cette même raison, nous nous interdisions l'emploi de ce terme. D'autres ont dit ne pas bien voir la différence entre populisme et extrême droite.

Nous utilisons en fait souvent le terme «populiste». C'est un mot valise, un peu facile dans le sens où il englobe des phénomènes différents. Trump et Beppe Grillo ne recouvrent pas exactement la même chose. En revanche, ils jouent sur le même registre. Ce sont des opportunistes, qui apparaissent à un moment donné et qui tentent de surfer sur le rejet des élites et de la caste politique en posant au candidat antisystème.

Cette démagogie est un point commun entre l'extrême droite et le populisme. Mais il y a des différences. L'extrême droite se revendique des idées réactionnaires, elle a des références politiques, une filiation, une histoire, pas les populistes. Beppe Grillo par exemple, ce n'est pas la Ligue du Nord. Et puis le populisme peut aussi être de gauche. Mélenchon fait aussi dans le populisme, lorsqu'il joue sur l'anti-Bruxelles, ou lorsqu'il parle des travailleurs détachés.



Beppe Grillo manifeste à Rome pour le non au référendum du 4 décembre 2016.

C'est vrai, dans la bouche de beaucoup, le terme est péjoratif. Mais, politiquement, cette référence au « peuple » est significative. Elle mélange petits patrons et exploités. Elle occulte la lutte de classe et masque le fait que le peuple est composé essentiellement de travailleurs qui représentent une force sociale de par leur position dans la production. Elle participe au brouillage politique que nous combattons.

Dénoncer le « système » en visant seulement le système politique ou médiatique est une tromperie. Oui, nombre de politiciens sont corrompus, mais ce n'est pas là la cause de la dégradation de la condition ouvrière. Les conditions de travail et de vie des classes populaires reculent partout dans le monde du fait du système capitaliste, du système d'exploitation basé sur la concurrence, sur la course effrénée aux profits et à la compétitivité. C'est aussi cela que nous dénoncerons dans la campagne.

#### ABSTENTIONNISME ET ÉLECTORALISME

Des camarades se demandaient en quoi « l'abstentionnisme recouvre bien souvent un électoralisme indéfectible » et d'autres ont regretté l'usage insultant du terme « indéfectible ».

Le terme est choisi pour nous. Pour que nous réfléchissions à ce qu'est l'abstention. Parce qu'il ne faut pas s'illusionner sur les abstentionnistes. Souvent ce sont des déçus qui ont marché dans toutes les illusions et qui ne voient plus

de sauveur suprême... mais qui en cherchent un. Ils raisonnent comme les autres de façon électoraliste, en disant par exemple : « Il n'y en a pas un pour nous défendre. » Mais ils s'abstiennent rarement au nom du fait qu'il n'y a que la voie des luttes collectives.

Cela arrive quand même de trouver des abstentionnistes qui partagent une partie de nos idées, mais souvent ils nous répondent que cela ne sert à rien de voter pour nous, car nous n'avons pas de programme concret, parce que nous ne sommes pas crédibles vu nos petits scores... Ce qui témoigne là encore de raisonnements électoralistes. Il y a aussi ceux qui accordent une vertu électoraliste à l'abstention. Nous pensons à ceux qui croient qu'en étant nombreux à s'abstenir, ou à voter blanc, on peut forcer les politiciens à prendre en compte leur protestation.

Au tout début de la campagne, un camarade a déjà soulevé la question en défendant l'idée que « *notre vrai public, ce sont les abstentionnistes déçus de la politique* » et il continuait en disant : « *Il faut commencer par donner raison aux gens qui ne veulent plus voter.* » Ce n'est pas juste. On peut donner raison à ceux qui ne veulent plus voter pour Fillon, Valls ou Le Pen. Mais, dans la foulée, il faut leur donner tort de ne pas vouloir voter pour nous. Et le combat est tout aussi rude qu'avec ceux qui ne s'abstiennent pas.

L'apolitisme, le dégoût de la politique en général sont nos adversaires. Le problème des travailleurs, c'est justement qu'ils ne font pas de politique

et laissent dans les mains des représentants de la bourgeoisie. Tout cela pour dire qu'il ne faut pas se laisser leurrer dans les discussions. Ceux qui parlent de s'abstenir ne seront pas plus faciles à convaincre que les autres.

#### NOS AXES ET NOTRE CAMPAGNE

Il y a beaucoup d'inconnues dans cette campagne mais cela ne change rien pour nous.

Nous sommes en campagne depuis septembre ; l'axe, nous l'avons depuis le début. Nous faisons des réunions de campagne depuis juillet dernier et nous pouvons dire que toutes les péripéties politiciennes n'ont rien changé aux discussions et aux préoccupations de nos camarades. Beaucoup se sont emparés des axes et se sont lancés dans les discussions. Ils se retrouvent dans le caractère de classe que nous voulons donner à cette campagne.

Alors il faut continuer. Les prochaines réunions publiques qui auront lieu à partir de janvier seront l'occasion de concrétiser notre axe en reformulant le programme que nous connaissons avec les trois points que nous empruntons au *Programme de transition*. Et dans ce contexte de dépolitisation, même si nous n'appellerons pas à voter « pour » les idées communistes révolutionnaires, nous réaffirmerons nos idées fondamentales et les perspectives des travailleurs de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et d'exproprier le grand capital pour construire une société sur des bases collectives.



## En conclusion

Pendant les six mois qui viennent, nos préoccupations, nos activités, vont s'articuler autour des deux élections qui se suivront : la présidentielle en avril-mai et les législatives en juin 2017.

Nous voudrions d'abord revenir sur ce que nous pouvons espérer des deux campagnes autour de ces élections qui n'en feront qu'une en réalité. Ou plus exactement quel est notre objectif ?

Pour ce qui est des résultats : nous n'avons ni la taille organisationnelle ni, surtout, la crédibilité électorale pour pouvoir cristalliser, sur Nathalie Arthaud à la présidentielle et sur les quelque 550 candidats que nous présenterons aux législatives, les mécontentements, les frustrations, le dégoût, à l'égard de la gauche au pouvoir, des travailleurs, des chômeurs et des retraités.

Nous en avertissons surtout les plus jeunes dont c'est la première campagne présidentielle et législative car les vieux crocodiles – et même ceux d'âge mûr – sont vaccinés. Encore que...

Nous ne disons pas que la classe ouvrière est démoralisée, car le moral, la combativité d'une classe sociale fluctue en fonction d'une multitude de facteurs. Certains, objectifs, extérieurs au prolétariat ; d'autres, liés à son état d'esprit ; et plus généralement, une combinaison des deux. Quel était le

moral du prolétariat parisien six mois avant la Commune de Paris ? Et quels étaient le moral et la combativité du prolétariat russe quelques mois, quelques semaines avant la révolution ?

Voici ce qu'en disait un dirigeant révolutionnaire de l'envergure de Lénine et aussi lié qu'il l'était au prolétariat, sa classe d'adoption : « *Nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente. Mais je crois pouvoir exprimer avec une grande assurance l'espoir que les jeunes [...] auront le bonheur non seulement de combattre dans la révolution prolétarienne de demain, mais aussi d'y triompher.* »

Et le texte dont ce passage est extrait date du 9 janvier 1917. Moins de deux mois après, le 23 février 1917 à Petrograd, une manifestation de femmes pour réclamer du pain donnait la première secousse à ce qui allait devenir un des plus grands ébranlements révolutionnaires de l'histoire et conduire, sept mois plus tard, le prolétariat au pouvoir.

### LA CRISE DE DIRECTION DU PROLÉTARIAT

Alors, ce n'est pas la combativité de la classe ouvrière dont il s'agit. Elle peut exploser sans prévenir.

Ce qui exprime avec le plus d'exactitude la réalité de notre

époque, c'est que les travailleurs, la classe ouvrière ne voient pas de perspectives politiques. Ni de vraies perspectives, ni de fausses, du genre de ce que pouvait offrir, dans les années 1970, le retour de la gauche au pouvoir.

La perspective de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et de changer de fond en comble la société, qui a fait agir plusieurs générations du mouvement ouvrier, a presque complètement disparu de la conscience collective de la classe ouvrière.

Cette situation n'est pas nouvelle. Mais, pendant les quelque vingt ans entre, disons, le milieu des années 1950 et celui des années 1970, où, dans un riche pays impérialiste comme la France, l'économie capitaliste assurait à tout un chacun « le vivre et le couvert », tant qu'on trouvait du travail avec un salaire qui permettait de vivre, la situation objective elle-même semblait corroborer les perspectives réformistes.

Cette époque est finie. Mais, contrairement à la crise de 1929, cela ne s'est pas produit de façon brutale. Les illusions réformistes, l'idée qu'une certaine amélioration du sort des travailleurs était possible dans le cadre du système capitaliste, ont survécu bien après que la crise de l'économie capitaliste a poussé la bourgeoisie à intensifier son offensive contre la classe ouvrière. Comment aurait-il pu en être autrement

alors que le PCF, les appareils syndicaux ont continué à rouler sur les mêmes rails réformistes? Face à la crise et à la politique offensive du grand capital pour en faire supporter les conséquences aux salariés, ils continuent à prêcher l'illusion que la crise de l'économie peut être surmontée avec une autre politique dans le cadre du système capitaliste.

La classe ouvrière a pris du retard face à la bourgeoisie. L'intensification de la lutte de classe dans les entreprises comme les mesures anti-ouvrières des gouvernements ont trouvé une classe ouvrière désarmée sur le plan politique.

Ce n'est pas le lieu ici de revenir sur le comment et le pourquoi de cette évolution, si ce n'est pour rappeler les trahisons des directions successives issues du mouvement ouvrier, la social-démocratie d'abord et, de façon plus dramatique encore, le stalinisme.

La crise de l'économie capitaliste et la dernière phase de son aggravation depuis la crise financière de 2007-2008 sont survenues alors que la perspective d'une révolution prolétarienne pour renverser le capitalisme n'a survécu que dans quelques petites organisations.

Nous n'avons pas fini de citer cette phrase du *Programme de transition* affirmant que « *la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction du prolétariat* ».

Huit décennies se sont écoulées depuis que ces lignes ont été écrites. Des décennies riches en événements, riches aussi de possibilités pour le prolétariat de mener son combat jusqu'au bout, jusqu'au renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

L'absence de direction révolutionnaire prolétarienne a laissé le champ libre à toutes sortes de forces politiques issues notamment de la petite bourgeoisie nationaliste des

pays pauvres dont certaines, faute de concurrence venant du prolétariat, ont su profiter des possibilités révolutionnaires pour s'emparer du pouvoir. Le stalinisme s'est prolongé à travers toutes sortes de mouvements nationalistes révolutionnaires qui ont continué à se revendiquer du communisme tout en désarmant le prolétariat.

Ces mouvements, lorsqu'ils sont parvenus au pouvoir, comme en Chine, se sont intégrés à leur tour dans le système capitaliste mondial. Et si un régime comme celui de Castro a su résister à la pression, militaire, diplomatique, économique, de l'impérialisme, principalement celui des États-Unis, grâce à la sympathie et au soutien des masses pauvres, son retour dans le monde impérialiste n'est qu'une question de temps.

Et les courants nationalistes issus directement ou indirectement du stalinisme ont cédé la place à des forces de plus en plus réactionnaires, dont les mouvements fondamentalistes al-Qaida ou Daech constituent les derniers avatars.

Avec l'intégration totale des appareils syndicaux dans les appareils d'État, les grands partis issus du mouvement ouvrier comme les bureaucraties syndicales ont complètement basculé du côté de l'ordre bourgeois.

Ce n'est pas seulement qu'ils ne transmettent plus la conscience de classe et les idées communistes révolutionnaires, mais ils transmettent sciemment les idées et les valeurs de la bourgeoisie au pouvoir. L'électoratisme n'est qu'un aspect parmi bien d'autres de cette évolution.

## À PROPOS DU PCF

Ici, en France, le principal exécutif des basses œuvres de la bourgeoisie à l'intérieur

même du mouvement ouvrier a été le parti stalinien. Pas seulement en tant que parti, mais aussi par son influence sur le principal syndicat, la CGT.

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement une crise au niveau des directions. Avec la dislocation progressive du PC stalinien, se disloquent des structures organisées, de moins en moins présentes dans la classe ouvrière. Et ce qui reste du capital militant de la classe ouvrière est profondément infecté par une multitude de formes de réformisme qui ont toutes en commun une profonde méfiance envers la classe ouvrière et le rejet, la négation même de l'idée qu'elle puisse renverser le pouvoir de la bourgeoisie et prendre elle-même le pouvoir et l'exercer pour transformer la société.

Ouvrons une parenthèse en rappelant certaines discussions que nous avons eues dans nos rangs durant ou après le mouvement contre la loi El Khomri.

Nous ne revenons pas sur le mouvement et ses limites. Mais ce mouvement et le fait d'y avoir côtoyé des militants plus ou moins issus du PC, c'est-à-dire du courant stalinien – au sens très large du terme –, nous ont permis de discuter un peu plus facilement avec eux.

L'affaiblissement continu du courant stalinien fait que le PCF est de moins en moins capable d'imposer sa loi dans la classe ouvrière. Au temps de sa toute-puissance, le PCF interdisait la discussion, la confrontation des idées et des politiques, au besoin par la violence.

Dans l'immédiat, s'y est ajouté le fait que pendant plusieurs mois le PC a hésité sur ses choix de qui soutenir lors de la présidentielle et surtout avec qui s'allier lors des législatives.

Je ne reviens pas ici sur les raisons de ces hésitations, nous en avons parlé dans le texte sur « Les élections présidentielle et

législatives de 2017 ».

Mais nous avons dit aux camarades de profiter de ces circonstances pour discuter avec ces militants. Il fallait le faire tout simplement parce qu'un des aspects importants de notre activité militante est de nous affronter avec les militants réformistes, issus du courant stalinien ou pas. Tout simplement aussi parce que nous sommes en confrontation permanente avec eux devant l'ensemble des travailleurs même lorsque ces derniers ne s'y intéressent pas.

Mais nous avons aussi insisté sur le fait que ce n'est pas parce que ces militants sont un peu plus ouverts à la discussion qu'au temps du stalinisme pur et dur qu'ils sont plus faciles à gagner aux idées communistes révolutionnaires. Par bien des côtés, même leur « ouverture » est l'expression de leur social-démocratisation croissante. Ils sont et ils restent des adversaires politiques. Et si la classe ouvrière relève la tête, elle trouvera sur son chemin les appareils réformistes avec, sans doute, une grande partie de leurs militants.

Refermons la parenthèse, pour dire que, même si le courant stalinien est devenu mélenchoniste, social-démocrate, voire écologiste, il continue à représenter au sein du mouvement ouvrier les intérêts politiques de la bourgeoisie. Lénine puis Trotsky parlaient des gens de cet acabit comme d'agents de la grande bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

Il va sans dire aussi qu'il faut s'efforcer de discuter avec les militants de ce courant, même maintenant que le PCF a fait le choix de soutenir Mélenchon. D'autant plus que les militants du PCF restent partagés et que si, lors du référendum interne, 53 % se sont prononcés pour Mélenchon, cela signifie que 47 %, c'est-à-dire presque la moitié, se sont prononcés contre. Si certains de cette deuxième catégo-

rie finissent par rentrer dans le rang, ce ne sera certainement pas le cas de tout le monde. Cela nous donne l'occasion de nous expliquer sur la politique du PCF et sur l'impasse qu'elle représente du point de vue des intérêts politiques des travailleurs.

Le poids des appareils réformistes, l'abandon du combat pour le renversement du capitalisme font que la crise et tout ce qui en découle apparaissent aux yeux des masses comme des faits objectifs, quasiment comme des catastrophes naturelles (tremblements de terre ou ouragans), où le mieux que l'on puisse faire, c'est de se protéger, de protéger sa famille, sa communauté.

On ne peut rien comprendre à l'évolution réactionnaire de la vie politique et de la vie sociale, devenue tellement visible cette année, si on ne comprend pas que sa dynamique résulte de l'absence de la classe ouvrière sur la scène politique. Qu'elle résulte de l'absence d'un parti implanté dans la classe ouvrière, défendant la perspective du renversement de la société bourgeoise.

Et c'est faute de cette perspective que les travailleurs, même les plus conscients des dégâts de l'économie capitaliste, même les plus combatifs, quand ils cherchent, ne trouvent sur leur chemin que des démagogues. Quelques-uns de gauche genre Tsipras en Grèce ou Mélenchon en France. D'autres du côté de l'extrême droite.

Cette absence de la classe ouvrière sur la scène politique, avec ses propres perspectives pour l'avenir de la société, se répercute sur toutes les classes populaires. Oh, la crise économique n'a pas frappé la petite bourgeoisie, en tout cas pas pour le moment, au point qu'elle soit prête à se mobiliser dans la violence et à fournir des troupes à des aventuriers fascistes.

Pour donner un sens social et politique aux résultats de la primaire de la droite, il faut rappeler l'importance numérique de cet électorat dans un pays comme la France où il constitue le socle de la démocratie bourgeoise. Il est significatif que cette petite bourgeoisie de droite se retrouve derrière Fillon, un des plus conservateurs du lot, au sens électoral du terme, un des plus réactionnaires dans sa vision de la société.

## LES ÉLECTIONS ET L'AFFERMISSEMENT DE NOTRE COURANT

Tout cela illustre cette évidence que les vents ne vont pas du tout dans notre sens et que cela se reflétera dans les résultats électoraux.

Malgré l'évolution réactionnaire des choses, nous constatons, aussi bien dans les entreprises qu'à l'occasion des caravanes, que nous ne sommes pas rejetés. L'expression « camp des travailleurs » a une signification plus ou moins claire, plus ou moins consciente, mais une signification quand même pour nombre de travailleurs ou de chômeurs avec qui on discute. Et pour cause, car elle exprime la réalité sociale !

Les partis réformistes et staliniens ont pu effacer au fil du temps la conscience claire de cette réalité mais ils n'ont pas pu supprimer la réalité elle-même.

Il existe dans la classe ouvrière un courant qui ne se résigne pas et qui ne fait pas sien le conformisme social déversé par tous les médias, par tous les clans politiques, pour lesquels patrons et banquiers sont faits pour diriger le monde et les travailleurs, pour leur obéir. Nous sommes trop petits pour mesurer l'importance de ce courant. Si les élections ne nous en donnent qu'une idée



S. D'IGNAZIO

faire en sorte que les liens créés pendant la campagne électorale se prolongent au lendemain des élections.

Dans un passage de *La maladie infantile du communisme, le gauchisme*, souvent cité, Lénine tire paradoxalement, de la période de grande défaite qui a suivi la révolution de 1905, période marquée, comme il dit, par «*abattement, démoralisation, scissions, débandade, reniement*», la conclusion: «*Mais en même temps, la grande défaite justement offre aux partis révolutionnaires et à la classe révolutionnaire une leçon véritable, infiniment salutaire, une leçon de dialectique historique et qui leur fait comprendre et apprendre l'art de soutenir la lutte politique. On connaît le véritable ami dans le besoin. Les armées défaites sont à bonne école.*»

La comparaison a ses limites. Nous ne sommes pas au lendemain d'une grande défaite, mais après une succession de reculs sans combat du camp des travailleurs face à la bourgeoisie.

Mais la leçon que Lénine en tire doit nous parler. Un parti communiste révolutionnaire ne se bâtit pas seulement dans le succès mais aussi dans les reculs. [...]

#### NOTRE CAMPAGNE DANS LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES

Qu'allons-nous dire dans la campagne présidentielle ?

Laissons de côté les aspects politiques c'est-à-dire la critique personnalisée des uns et des autres, des candidats déjà connus ou encore à venir. D'abord, parce qu'on ne les connaît pas encore tous, en particulier quel sera le résultat de la primaire du PS. Et puis, sur le fond, on s'en moque.

La primaire à droite a au moins levé le suspense insou-

approximative, elles nous en donnent quand même une.

Alors, notre objectif dans les élections est, en premier lieu, de donner à ce courant une expression politique, de permettre à tous les travailleurs qui rejettent plus ou moins clairement les partis politiques de la bourgeoisie, y compris ceux qui se réclament de la gauche ou ceux qui sont issus du mouvement ouvrier, de se rendre compte qu'ils ne sont pas seuls dans leur coin et qu'un courant, aussi minoritaire qu'il soit, continue à exister.

L'élection présidentielle a cet avantage par rapport à la plupart des autres élections, plus locales, de s'adresser au même moment à l'ensemble du pays et de donner à la politique que nous y défendons un caractère général.

Nous avons rappelé dans le texte «*Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle*» que, dans les élections présidentielles successives auxquelles nous avons participé avec la candidature d'Arlette Laguiller, puis celle de Nathalie Arthaud, «*nous avons toujours refusé de noyer le caractère de classe de*

*notre candidature dans un magma de revendications et d'objectifs divers émanant de diverses catégories d'opprimés, même lorsque ces objectifs et ces revendications étaient tout à fait légitimes*».

Nous avons rappelé aussi que «*la fidélité aux idées de lutte de classe, la volonté de faire entendre le «camp des travailleurs» qui ont caractérisé toutes nos campagnes électorales à l'élection présidentielle, ont permis que s'affirme au fil des ans un courant politique qui se retrouve dans cette idée*».

Nos résultats ont varié en fonction de la situation politique et de bien d'autres facteurs, tout en restant toujours modestes. Avec l'évolution vers la droite de toute la scène politique, nous serons à contre-courant. Mais cela nous donne une opportunité de resserrer les liens avec cette minorité de l'électorat populaire qui n'a pas peur d'être à contre-courant. Resserrer ces liens politiquement et, partout où faire se peut, humainement et sur le plan organisationnel.

Voilà notre premier objectif, qui en entraîne un second:

tenable de savoir qui, de Sarkozy, Juppé et Fillon, représentera la droite traditionnelle. Même si celui qui est sorti de la pochette-surprise n'est pas celui qui avait été annoncé vainqueur par tous les médias auparavant, ce n'est certainement pas cela qui modifiera nos axes de campagne. (...)

L'idée fondamentale en est que, contrairement au baratin de tous les politiciens de la bourgeoisie, il n'y a aucune médication contre la crise, et plus précisément dans le cadre du système capitaliste. En même temps, ce n'est pas une fatalité que ce soit la population laborieuse qui fasse les frais de la crise. La condition en est de faire payer les industriels et les banquiers.

Il s'agit de présenter notre programme face aux deux fléaux dont crève la classe ouvrière et qui dégradent les conditions d'existence de bien d'autres catégories laborieuses, petits commerçants, petits paysans, artisans : l'aggravation continue du chômage et la diminution incessante des salaires des travailleurs.

Contre le chômage, il s'agit de présenter l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire comme des idées simples, de bon sens, dès lors qu'on refuse de raisonner en fonction des seuls intérêts des entreprises, c'est-à-dire de leurs propriétaires capitalistes.

Supprimer le chômage est non seulement l'intérêt vital de la classe ouvrière, c'est aussi celui de l'ensemble des classes laborieuses.

Devant la montée de la pauvreté, même parmi les penseurs de la bourgeoisie, on discute d'un revenu universel. Ce serait, si cela se faisait, la version moderne de la petite pièce jetée par les dames patronnesses à la sortie de l'église... Il ne s'agit pas de faire la charité à ceux qu'on pousse vers la pauvreté

en les jetant hors de la production. Il faut empêcher qu'on les jette hors de la production ! Les travailleurs doivent garder leur travail et le salaire qui va avec. S'il y a moins de travail, qu'on le répartisse entre tous les travailleurs en maintenant leur salaire ! Le seul obstacle à cette exigence élémentaire est la soif de profits de la classe capitaliste.

Il s'agit de montrer cette contradiction, catastrophique pour toute la société, que les services publics se dégradent parce qu'il n'y a pas assez de soignants, de cheminots et même de pompiers, alors qu'il y a six millions de femmes et d'hommes qui ne demandent qu'à travailler. Il faut en outre souligner que nombre de besoins élémentaires ne sont pas satisfaits, à commencer par celui du logement.

Il faudra montrer toute l'aberration d'un système où on fait faire toujours plus de travail par toujours moins de personnes pour dégager toujours plus de profits. Et toute cette pression permanente pour ce qu'ils appellent la compétitivité, pour quoi faire ? Pour que les profits, croissants malgré la crise, aillent vers des opérations financières, vers la spéculation qui menace en permanence la société de catastrophes.

Il s'agit de montrer qu'il n'y a qu'un seul moyen d'empêcher aussi bien la corruption au quotidien que le détournement de richesses créées par l'activité productive des hommes au profit de la finance. Et ce moyen, c'est de rendre publics, c'est-à-dire accessibles à tout un chacun, les revenus, les avoirs et les biens de tous les dirigeants du grand patronat, des actionnaires, de leurs alliés, de leur famille directe, de leurs hommes de paille comme de tous les hommes politiques.

Il faut aussi rendre publique la comptabilité des grandes entreprises, pour que tout le

monde – et pas seulement les juges – puisse y avoir accès. Que chaque travailleur de ces entreprises puisse vérifier ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas.

Nous dirons et nous répétons que, oui, il faut un contrôle de la population sur l'économie et la politique, un contrôle permanent.

Mais nous dirons aussi que nous sommes communistes, pas seulement en affichant l'étiquette, mais aussi en expliquant le fond de nos idées.

Nous dirons que nous sommes pour la transformation de toute la société, de son économie, des rapports entre les individus. Nous avons pour objectif de construire une société où personne ne pourra acheter le travail d'autrui. Une société où l'activité productive nécessaire à la vie de la société soit organisée en fonction de l'intérêt de tous, et pas pour générer du profit pour une petite minorité.

Nous dirons que nous voulons construire un État infiniment plus démocratique que les États actuels, où la démocratie se limite au droit de mettre un bulletin dans l'urne pour que, d'élections primaires en élections générales, on aboutisse à sélectionner aux États-Unis un Trump, ou en France un Fillon ou, qui sait ?, peut-être une Marine Le Pen, à la tête de l'État, pour les quatre ou cinq années à venir.

Nous expliquerons que ceux qui, par leur travail, font fonctionner la société sont aussi capables de la diriger. Que seule la grande bourgeoisie, classe parasitaire, a besoin d'un appareil d'État, lourd, pesant, et d'une caste de politiciens dont les préoccupations sont à mille lieues de celles de l'écrasante majorité de la population.

Ces idées ne se réaliseront pas par les urnes. Mais nous dirons que c'est parce que nous avons ces idées et que nous mi-

litons dans cette perspective que nous ne cherchons pas des postes et des positions à l'intérieur du système existant. Nous ne voulons pas une place dans le système politique économique car nous avons la conviction que ce système, il faut le détruire !

Avant de conclure sur l'élection présidentielle, quelques mots concernant les questions qu'on nous pose sur notre attitude au deuxième tour.

Il ne faut pas discuter du deuxième tour. Il faut dire que c'est seulement au premier tour que l'électeur a un certain choix et qu'il peut voter pour une politique correspondant aux intérêts des exploités. Au deuxième tour, le seul choix sera entre Fillon et Le Pen. C'est au premier tour que nous avons quelque chose à dire. Au deuxième, nous n'avons plus rien à dire.

On ne nous laisse choisir qu'entre de pires ennemis des travailleurs.

Nous n'avons même pas à nous embarquer dans les discussions sur le risque, très hypothétique tout de même, que Marine Le Pen soit élue à l'issue du deuxième tour. Est-ce que ce sera plus grave ou moins grave pour les travailleurs ? Eh bien, nous n'en savons rien. Et Le Pen elle-même n'en sait rien. Si elle reste telle qu'elle est, elle sera une politicienne d'extrême droite qui, dans son envie de s'intégrer au système, s'ajoutera au personnel politique réactionnaire, qui compte déjà un bel échantillon ! Par rapport à un régime comme celui de Hongrie avec Orban, Le Pen fait figure de politicienne de centre-droit ! Et même Orban, ce n'est pas le fascisme. Du moins, pas encore.

Que les Valls, Macron, et jusqu'à Fillon de façon plus subliminale, se posent en rempart contre Le Pen, l'air de « faire barrage au fascisme » est un de leurs axes électoraux. C'est

d'autant plus répugnant qu'ils ont une responsabilité majeure dans la montée du FN. Mais nous n'avons pas à marcher dans leur chantage.

Alors, il ne faut pas s'embarquer à dire qu'avec Le Pen cela sera pire. Que qui ? Fillon ? Répétons que nous n'en savons rien. Elle peut très bien gouverner comme politicienne d'extrême droite et ne pas toucher à grand-chose, c'est-à-dire que le choix entre Fillon ou elle, c'est à pile ou face. Et de toute façon, les perdants, ce sont les travailleurs.

D'un autre côté, et c'est là où cela ne dépend absolument pas d'elle, si la crise s'aggrave dans la foulée de sa victoire électorale, cela peut encourager des nervis fascistes à se mettre en action, y compris en cassant la gueule aux immigrés, en fait en commençant par casser la figure aux immigrés, aux sans-papiers, etc. Nous ne pouvons absolument pas l'exclure, et nous ne l'excluons pas. Nous n'avons jamais dit que Le Pen, cela ne change rien. Nous avons dit que nous ne voulons pas en discuter avant le premier tour, ce n'est pas la même chose.

Entre un candidat de gauche et un candidat de droite, cela pourrait être une question tactique. Même là cependant, seulement après le premier tour. Entre Fillon et Le Pen, ce n'est pas la même question tactique.

Là où des interlocuteurs de notre camp nous disent : « *Cela m'inquiète que Le Pen puisse arriver au pouvoir* », eh bien, il faut répondre : « *Tu as tout à fait raison de t'inquiéter, et je suis encore plus inquiet que toi. L'arrivée au pouvoir de Fillon, ça m'inquiète, l'arrivée de Hollande, ça m'a inquiété.* » Nous pouvons leur rappeler : « *Cela nous a inquiétés avant même que Hollande mène toutes les attaques qu'il a menées. Et tu as toutes les raisons d'être inquiet par les temps qui courent. Parce que quel que soit l'élu, de toute*

*façon, ce sera un ennemi des travailleurs.* » Il ne nous reste, au deuxième tour, que le choix de la couleur du fouet, mais pas celui de ne pas être fouettés. Alors c'est au premier tour que nous pouvons nous faire entendre.

Dès le moment où vous commencez à raisonner sur le deuxième tour, à émettre des hypothèses, à soupeser les avantages et les inconvénients entre ceux qui sont au deuxième tour, eh bien, vous vous engagez dans une discussion où on ne discute plus de notre campagne, de la politique que nous avons à défendre et que nous sommes les seuls à défendre.

Alors, ne nous engageons pas là-dessus. « *Moi, ce qui m'intéresse, c'est le premier tour* », et puis nous parlons des exigences des travailleurs. (...)

Comme nous l'avons dit, la campagne de la présidentielle et des législatives sera une seule et même campagne qui sera ponctuée par un grand meeting le 26 mars, un meeting national pour lequel il faudra amener tous ceux qui nous entourent, en nous donnant les moyens techniques de le faire. Comme notre fête aura lieu en pleine campagne des législatives, l'allocution du dimanche aura un caractère particulier : elle sera notre meeting central pour les législatives.

## NOS OBJECTIFS MILITANTS

Nous ne savons pas si nous parviendrons à atteindre tous les objectifs que nous nous sommes fixés pour ces élections.

Nous pensons en sortir renforcés politiquement, moins par les vertus de la campagne elle-même que du fait que, pour entraîner notre milieu sympathisant, nous aurons été obligés de discuter et de comprendre une variété plus grande des différents aspects d'une politique communiste révolutionnaire.

(...)

Si c'est le cas, nous aurons un peu élargi la base d'un futur parti communiste révolutionnaire. Il faut être conscient cependant que, même si nous réussissons à élargir cette base, nous ne la garderons pas si nous n'avons pas une nouvelle génération engagée, dévouée, compétente, capable d'animer son activité.

Sans revenir sur le problème du recrutement de jeunes, en particulier intellectuels, il faut juste souligner que c'est vital.

En tant que marxistes, nous faisons fondamentalement confiance à la classe ouvrière et à sa capacité de transformer l'organisation de la société. Ce qui implique que nous sommes certains qu'elle se montrera capable de faire surgir en son sein des militants capables de conduire leur classe vers ce chemin.

Comment et quand, cela ne dépend pas de nous, mais des forces profondes qui travaillent la société.

Ce qui dépend de nous, c'est de transmettre des idées, de transmettre les traditions révolutionnaires du prolétariat, l'expérience de ses succès et de ses échecs.

Pendant longtemps, les grands partis réformistes issus du mouvement ouvrier, parmi lesquels le parti stalinien, les appareils syndicaux ont étouffé le prolétariat, désamorcé sa capacité révolutionnaire. Mais le capitalisme fait naître sans cesse de nouvelles générations de prolétaires. Dans nombre de pays pauvres, c'est une nouvelle génération qui ressemble au prolétariat des débuts du capitalisme en Europe par ses conditions de vie, par la rupture que son existence même implique avec les traditions de la société de leur pays. Elle ne porte pas le poids des appareils hérités du passé. Et, même dans les pays impérialistes, le capita-

lisme décadent n'accorde plus à une aristocratie ouvrière, base des partis réformistes, les quelques avantages consentis pour l'endormir.

Nous avons la conviction que le prolétariat fera face à la tâche que l'histoire, que le développement lui a assignée.

Il y a vingt-deux ans, au congrès de 1994, nous nous étions posé la question: pourquoi, après la faillite de la social-démocratie puis celle du stalinisme, le prolétariat n'est-il pas parvenu à renouer avec son passé, et avec les expériences utiles pour ses tâches révolutionnaires à venir?

Nous avons affirmé alors que *« dans la réalité, la catégorie sociale qui a failli à sa tâche au cours des décennies passées est bien plus celle des intellectuels que le prolétariat »*.

Aussi bien la Première Internationale que la Deuxième, puis la Troisième ont été constituées par la rencontre entre la fraction la plus avancée de l'intelligentsia avec le mouvement ouvrier. Cet apport des intellectuels a été de tout temps un élément constitutif du mouvement communiste révolutionnaire depuis ses origines, depuis Marx et Engels. Le bolchévisme lui-même résultait de la fusion entre une génération d'intellectuels entièrement dévouée à la cause de la transformation communiste de la société, avec un courage et des méthodes forgés dans la lutte contre l'autocratie et ayant acquis une vaste culture théorique et politique, et les meilleurs éléments d'un prolétariat jeune, combatif et concentré dans les grandes entreprises modernes que les impérialistes avaient construites en Russie. (...)

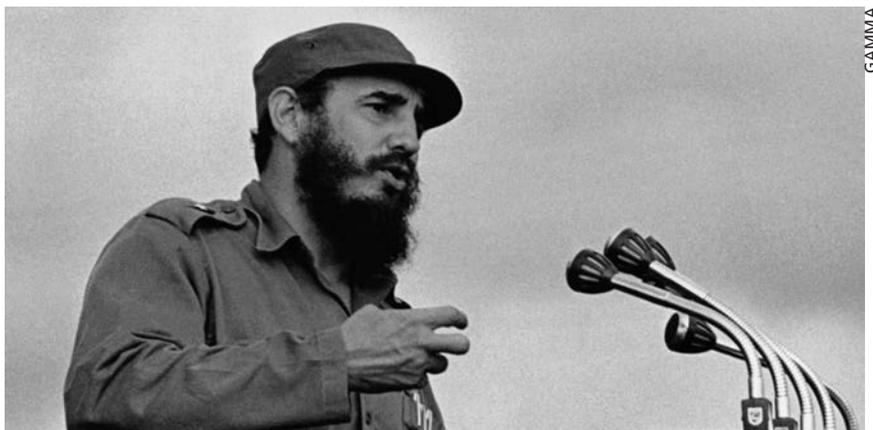
La constitution de véritables partis communistes révolutionnaires, capables de jouer leur rôle dans toutes les crises sociales afin de tenter de les amener vers une issue révolutionnaire, nécessite tout à la

fois qu'une fraction des intellectuels se détache de l'emprise de la bourgeoisie pour passer dans le camp du prolétariat, comme elle nécessite que surgissent au sein du prolétariat des militants épousant cette perspective.

Or, si la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique a eu des raisons sociales profondes, liées au découragement d'une classe ouvrière russe qui avait beaucoup donné et qui s'est retrouvée isolée, la transformation de tous les partis communistes, sans exception, en partis staliniens a été, en revanche, largement imputable au fait qu'il n'y a pas eu, parmi les intellectuels de ces partis communistes, des gens capables de voir l'éloignement de la bureaucratie des idéaux communistes et, pire encore, d'avoir le courage de s'y opposer. Sans parler de ceux qui en ont été les principaux complices.

Autant l'intégration des grands partis de la Deuxième Internationale dans la société bourgeoise a été en partie le fait d'une aristocratie ouvrière, autant la dégénérescence stalinienne des différents partis communistes dans les années 1930 n'a pas dû grand-chose à l'intégration d'une couche d'ouvriers, mais a dû beaucoup à l'intégration des intellectuels dans la société, et en tout cas à leur incapacité à se hisser dans leur tête, dans leur cœur, au niveau des tâches nécessaires pour maintenir la perspective de la transformation révolutionnaire de la société.

Et après la guerre, dans les pays pauvres ébranlés par des soubresauts révolutionnaires, même quand l'intelligentsia fournissait des chefs révolutionnaires, elle fournissait des Mao ou des Castro, des Hô Chi Minh ou des Che Guevara, mais pas de Marx, d'Engels, de Lénine, de Rosa Luxemburg ou de Trotsky. Mais bien plus sou-



Fidel Castro en 1968.

vent, elle ne fournissait que des cadres arrivistes, pour qui les masses exploitées n'étaient que des fantassins, utiles seulement pour obtenir de l'opresseur impérialiste cet État indépendant dans lequel ils pourraient occuper postes et positions.

La fraction militante de l'intelligentsia a choisi, dans les pays pauvres, le combat nationaliste, tiers-mondiste, etc., et, dans les pays développés, la mouvance social-démocrate ou stalinienne, dispensatrice de postes, électoraux ou non, de positions, mais sans espoir de faire avancer la cause du communisme !

Même la fraction la plus dévouée des intellectuels révolutionnaires des pays impérialistes s'est, pendant des années, mise à la remorque de ces courants nationalistes à la mode, a fait le succès du maoïsme et s'est détournée du mouvement trotskyste ou l'a contourné.

Alors, disions-nous à l'époque, *« l'humanité a perdu plusieurs décennies pendant lesquelles l'impérialisme a perduré, comme ont perduré et se sont aggravés les maux qu'il véhicule. »*

*Mais on n'a perdu que du temps, et sur le fond, rien n'est perdu car nous avons la conviction qu'un jour ou l'autre, une génération d'intellectuels révolutionnaires rejoindra le prolétariat qui a, réellement, la capacité de changer le monde. »*

Pour savoir si cette génération d'intellectuels existe, il faut la chercher. Mais il faut savoir avec certitude ce qu'on cherche.

Nous n'avons besoin que de jeunes intellectuels qui soient capables de se hisser au niveau des tâches révolutionnaires, c'est-à-dire d'intellectuels qui soient capables d'étudier le marxisme en profondeur, de le comprendre, de l'assimiler. De telle façon que les raisonnements marxistes deviennent des réflexes naturels.

Il faut de jeunes intellectuels déterminés à y consacrer leur vie, comme l'ont fait les générations d'intellectuels révolutionnaires du temps de Marx ou, plus tard, de Rosa Luxemburg, ou comme l'a fait cette fraction de l'intelligentsia russe qui s'est relayée des premiers narodniki aux militants de l'opposition trotskyste, résistant au stalinisme jusqu'à leur élimination dans les camps de concentration. Lénine ou Trotsky n'étaient pas seulement des individualités d'exception, ils étaient les meilleurs de tout un contingent d'intellectuels révolutionnaires sans lesquels le prolétariat n'aurait pas pu l'emporter en octobre 1917.

Il faut aussi des intellectuels profondément convaincus de la nécessité de lier leur sort à celui du prolétariat et se donnant les moyens pour y parvenir. Ce qui

signifie le dévouement nécessaire pour aller vers la classe ouvrière, non pas en donneurs de leçons mais en militants capables de comprendre les travailleurs, leur vie, leurs préoccupations, pour permettre à ceux-ci d'accéder aux idées communistes révolutionnaires à partir de leur conscience de classe. (...)

Si nous parvenons à trouver, à sélectionner et à former cette génération de jeunes intellectuels, convaincus de la nécessité de lier leur sort à celui du prolétariat, ils trouveront – il faut qu'ils trouvent eux-mêmes – le chemin vers les jeunes travailleurs. Ces jeunes travailleurs à qui le capitalisme décadent n'a rien d'autre à offrir que la précarité propre à la condition ouvrière.

Ces jeunes travailleurs ignorent en général les organisations syndicales bureaucratiques qui sont incapables de susciter leur enthousiasme. Nous avons autre chose à leur proposer que le ronronnement des organisations réformistes, partis ou syndicats. Nous avons à leur proposer de contribuer à la révolution qui bouleversera le monde.

C'est ensemble que jeunes intellectuels et jeunes travailleurs trouveront les moyens d'agir au sein du prolétariat tel qu'il est aujourd'hui, marqué par la précarité, les bas salaires, par un retour aux conditions de vie brutales des exploités. C'est ensemble qu'ils trouveront les moyens, les méthodes, les techniques, le langage pour que la classe ouvrière retrouve le chemin du combat, non pas seulement pour se défendre, mais pour s'engager dans la lutte politique avec, pour objectif, le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et la transformation de la société.

# Les brochures du Cercle Léon Trotsky

## AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

## MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1<sup>er</sup> février 2008)

## EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

## AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

## ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)



- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 10 novembre 2016)

## FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1<sup>er</sup> trimestre 2009)

## IDÉES/HISTOIRE

- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1<sup>er</sup> avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

## FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)
- La grande bourgeoisie en France (n° 110, 18 avril 2008)

**Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.**

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

# Où trouver Lutte de classe ?

## FRANCE

### PARIS

Le Point du Jour  
58, rue Gay-Lussac, Paris 5<sup>e</sup>  
La Brèche, 27, rue Taine  
Paris 12<sup>e</sup>

### ALBERTVILLE

SNC le Maryland  
106, rue de la République

### ALBI

Maison de la Presse  
Place du Vigan

### ANGERS

Librairie Contact  
3, rue Lenepveu  
Librairie Les Nuits bleues  
21, rue Maillé

### ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier  
28, avenue Gabriel-Péri

### BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle  
95, Grande-Rue

### BOURGES

La Plume du Sarthate  
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

### BREST

La Bouquinerie  
Place Guérin

### CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques  
9, rue de Boigne

### CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet  
5, place du Marché aux poissons

### DIJON

Relais H, quai n° 1  
Gare SNCF de Dijon

### DOLE

La Passerelle  
16 bis, rue de la Sous-préfecture

### GAP

Librairie-papeterie Davagnier  
3, place Jean-Marcellin

### GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza  
18, place Sainte-Claire

Tabac-presse Le Berriat  
97, cours Berriat

### IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire  
16, rue Gabriel-Péri

### LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons  
21, rue Saint-Nicolas

### LYON 7<sup>e</sup>

Terre des livres  
86, rue de Marseille

### MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps  
35, rue Pavillon, Marseille 1<sup>er</sup>

Librairie de l'arbre  
13, rue des Trois-Mages

### NANTES

Librairie Vent d'Ouest  
5, place du Bon-Pasteur

### RENNES

Tabac-presse La Civette  
(Centre commercial des Longs  
Champs)

### ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

### TOULON

Kiosque à journaux  
Cours Lafayette - Place Hubac

### VALENCE

Librairie Notre temps  
30, Grande-Rue

## GUADELOUPE

### POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor  
Rue Schoelcher  
Match - Grand Camp

## LA DOMINIQUE

### ROSEAU

Frontline Co-op  
78, Independence street

## HAÏTI

### PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade  
Librairie Phénix  
Lalue 212, en face rue Chrétien

## ALLEMAGNE

### BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse  
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof  
10961 Berlin

## BELGIQUE

### BRUXELLES

Librairie Aurora  
Avenue J.-Volders, 34  
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)  
Librairie Joli Mai  
Avenue Paul-Dejaer, 29  
B-1060 Bruxelles

## POLOGNE

### VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa  
im. B. Prusa Sp. Cyw  
Krakowskie przedmieście 7

## SUISSE

### GENÈVE

Librairie du Boulevard  
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes  
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE

**Lutte ouvrière**  
**Arbeidersstrijd**  
communiste trotskiste  
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd  
Adresse :  
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be>  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozerera@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$  
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203  
<http://www.the-spark.net>



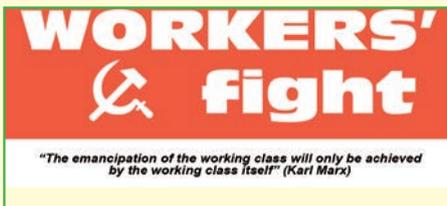
Revue trimestrielle publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix : 1,20 €  
Abonnements : France - DOM TOM,  
six mois : 20 € ; un an : 40 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement : écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
Abonnement 1 an:  
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € - Pli ouvert : 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier - Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier - Louis Maugeé  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.net>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail : [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste  
via Nievo Ippolito 32-57100 LIVORNO - ITALIA  
Abonnement 1 an : 12 €  
<http://www.linternazionale.it> - contact  
e-mail : [l.internazionale@tin.it](mailto:l.internazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance :  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
<http://www.sinifmucadelesi.net>